

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

NOTIONS HISTORIQUES
SUR LE
DÉVELOPPEMENT EN FRANCE
DES
GRANDES SOCIÉTÉS
DE CRÉDIT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 24 Janvier 1913, à 2 heures du soir

PAR

Charles Gabriel THOMAS

Président : M. PERREAU, professeur
Suffragants : { MM. SOUCHON, professeur
 HITIER, professeur

PARIS (5^e)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16 RUE SOUFFLOT ET 12 RUE TOULLIER

1913

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

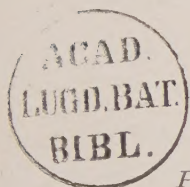
NOTIONS HISTORIQUES
SUR LE
DÉVELOPPEMENT EN FRANCE
DES
GRANDES SOCIÉTÉS
DE CRÉDIT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 24 Janvier 1913, à 2 heures du soir

PAR

Charles Gabriel THOMAS



Président : M. PERREAU, professeur

Suffragants : { MM. SOUCHON, professeur
HITIER, professeur

PARIS (5^e)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

46 RUE SOUFFLOT ET 12 RUE TOULLIER

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551427_0056

INTRODUCTION

Il est peu d'études plus attachantes que celles concernant les grandes Sociétés de Crédit. Nul aujourd'hui ne saurait nier l'importance extraordinaire du rôle joué par elles depuis 50 ans, l'influence primordiale qu'elles ont exercée sur le développement économique de tous les pays. Elles sont un facteur essentiel de la civilisation moderne, et, les questions économiques primant de plus en plus toutes les autres, de plus en plus les grandes Banques deviennent des rouages fondamentaux des Etats, des puissances traitant d'égal à égal avec les gouvernements.

Il est donc intéressant de suivre les phases de ce prodigieux développement, de voir dans quelles circonstances et à travers quelles vicissitudes les grandes Banques ont atteint cette apogée, cette situation hors de pair, qu'elles détiennent aujourd'hui.

Les premiers pas, en effet, ont été pénibles ; des crises terribles et de nombreuses ruines ont jalonné la route.

Les jeunes Sociétés de crédit ont eu à lutter contre la méfiance du législateur, la rivalité inquiète des Banquiers privés qui se sentaient menacés dans leur hégémonie ; mais les plus grands dangers sont résultés de l'inexpérience et de l'imprudence de leurs administrateurs mêmes ; ce n'est qu'après bien des fautes, chèrement expiées, que des principes de direction sages et habiles ont été dégagés. De grands établissements se sont écroulés, provoquant par leur chute un bouleversement du marché tout entier ; d'autres ne se sont relevés qu'à grand peine après de terribles épreuves. Ces crises ont amené peu à peu de profondes transformations dans la politique financière des Banques ; des types se sont dessinés ; on s'est aperçu que telle Banque, travaillant avec les dépôts des particuliers, ne peut pas se livrer aux mêmes opérations que telle autre, travaillant avec ses propres capitaux.

La tendance continuelle de ces dernières années a été la concentration de la puissance financière dans d'énormes établissements, et le remplacement des maisons privées par des Sociétés.

Il ne s'agit évidemment que d'une tendance, car il reste encore de nombreuses maisons de deuxième ordre, et beaucoup de Banquiers privés subsistent

avec une clientèle nombreuse et fidèle. Mais constamment les grandes Sociétés de Crédit ont tendu à absorber les autres établissements et à monopoliser tout le trafic. Par le réseau de succursales dont elles ont recouvert toute la France, elles ont été une concurrence redoutable pour les Banquiers de province dont beaucoup ont dû disparaître. Les autres, pour résister, se sont syndiqués et ils ont formé à leur tour un puissant établissement. Nulle part, les bienfaits de l'association n'ont été plus marquants que dans l'histoire du Crédit en France.

Nous avons divisé cette étude en trois grandes parties ; la première va jusqu'en 1870 ; c'est pendant cette période que naissent la plupart des établissements.

Le Comptoir d'Escompte paraît en 1848 et se développe lentement ; puis arrive le Crédit Mobilier en 1852 ; après une période de prospérité prodigieuse, il décline peu à peu et tombe en 1867. Le Crédit Industriel paraît en 1859, le Crédit Lyonnais en 1863, la Société Générale en 1864. Pendant la guerre de 1870, ces Banques sont déjà assez solides pour résister à la crise et pour rendre des services signalés au pays ; la merveilleuse réussite des grands emprunts de liquidation leur est due en grande partie.

Pendant la seconde période (1870 à 1885), on voit naître la Banque de Paris et des Pays-Bas (1872), puis

l'Union Générale (1878). Cette dernière, après un développement d'une rapidité inouïe, croule en 1882 et cause une effroyable crise sur toutes les places.

Enfin la troisième période commence en 1885, lorsque la liquidation de la crise de 1882 est à peu près terminée et que les affaires commencent à reprendre. On a pourtant encore à enregistrer une catastrophe, la chute du Comptoir d'Escompte. Mais ensuite, rien n'arrête plus la marche ascendante des grandes Banques, c'est le triomphe final, l'apothéose, pourrait-on dire ; même les crises les plus terribles ne réussissent plus désormais à les ébranler ; ce sont des grandes puissances ; leurs ennemis eux-mêmes doivent le reconnaître. En toutes circonstances les gouvernements ont besoin d'elles ; leur influence se fait partout sentir ; des guerres ont été évitées grâce à elles. C'est en partie à cause d'elles, de la richesse énorme qu'elles ont su concentrer entre leurs mains, que la France, malgré sa natalité sans cesse décroissante, compte toujours au premier rang des nations.

PREMIÈRE PÉRIODE

De 1848 à 1870

CHAPITRE PREMIER

L'ÉTAT ANTÉRIEUR

L'industrie de la Banque est une des plus vieilles qui soit; mais elle a considérablement évolué avec les époques.

Avant la période contemporaine, les seules attributions des banques sont de recevoir des dépôts et de faciliter les paiements par des virements et par la création de monnaies de compte; seuls les capitalistes procèdent à des placements à long terme.

Au xviii^e siècle l'échec désastreux de la Banque de Law décourage pour longtemps les financiers de toute tentative de fonder un grand établissement de crédit. Ce n'est qu'en 1776 qu'on fait un nouvel essai par la création de la Caisse d'Escompte, sorte de banque d'émission, qui devient peu à peu Banque

d'Etat et doit liquider en 1793. A côté existent des banquiers privés qui survivent à la tourmente révolutionnaire, et dont certains subsistent encore aujourd'hui ; on peut citer les Mallet, maison fondée en 1723, Perregaux de Neufchâtel qui eut pour successeur Jacques Laffitte, Vernes.

En 1795 fut créée la « Caisse des comptes-courants » au capital de 5 millions de francs, fondation d'un grand nombre de banquiers de Paris. En 1797 des commerçants créent la « Caisse d'Escompte du commerce » au capital de 24 millions. Enfin en 1800 on fonda le « Comptoir Commercial ». D'autres Sociétés du même genre furent fondées en province, et partout elles rendirent de grands services.

La Banque de France vint tout monopoliser, tout absorber, au moins à Paris.

Napoléon désirait en effet la centralisation en toute matière et il supprima la liberté des banques. En province, il y eut bien dans certaines villes des « Comptoirs d'Escompte » créés par la Banque de France en vertu d'un décret de 1808. Les Comptoirs de Rouen et de Lyon durèrent neuf ans et firent preuve d'une assez grande activité. Mais, en somme, sous l'Empire tout le mouvement économique repose sur la Banque de France.

Pendant la Restauration on crée quelques banques départementales d'émissions, qui durèrent jusqu'en 1848. En 1830 on fonde un « Comptoir d'Escompte »

qui vécut 23 mois, et fut subventionné par l'Etat ; on en fonde également un certain nombre en province ; leur but était d'escompter les effets à deux signatures, la Banque de France ayant toujours exigé trois signatures. De nouvelles banques départementales d'émission, créées sous la Monarchie de Juillet, rendirent également au commerce de grands services.

A côté de cela nous voyons se former à la même époque des banques purement privées, destinées à aider l'industrie ; toutes sont sous forme de sociétés en commandite par actions, les pouvoirs publics étant très hostiles à la forme anonyme. L'une des principales est la « Caisse Générale du Commerce et de l'Industrie », fondée par Jacques Laffitte en 1837 au capital nominal de 55 millions, dont 15 millions seulement furent versés.

Pour l'époque c'était un très important établissement de crédit, il pouvait se livrer à toutes les opérations financières, escompte, comptes courants, avances sur titres, commandites industrielles, participation aux emprunts d'Etat. Laffitte émit même des billets à vue ressemblant beaucoup aux billets de banque.

Cette Caisse rendit de signalés services et ne disparut qu'en 1847.

On peut encore citer « Le Comptoir Général du Commerce » ou « Caisse Ganneron », fondée en 1843, puis la Caisse Centrale du Commerce et des chemins

de fer » au capital de 7 millions 1/2, les maisons Béchét Dethomas et C^o au capital de 2 millions, Cusin Legendre et C^o au capital de 2 millions, etc.

Toutes ces banques disparurent pendant la crise de 1847-1848 ; elles avaient eu le grand tort de procéder à beaucoup d'opérations inconciliables entre elles, de recevoir des dépôts, d'ouvrir des comptes courants, et de placer ces capitaux d'emprunts comme s'ils leur eussent appartenu en propre ; elles auraient dû se spécialiser dans une seule branche d'opérations.

Ces établissements d'ailleurs, quoique importants pour l'époque, ne peuvent se comparer aux grands établissements modernes ; ils n'avaient ni les mêmes ressources, ni le même crédit ; les restrictions apportées au régime des Sociétés par actions gênaient leur développement.

En somme, en 1848, les traits caractéristiques des grandes Banques modernes, c'est-à-dire la réunion de capitaux très considérables sous forme anonyme, n'existent pas ; il n'y a à côté de la Banque de France et des autres banques d'émission, que des banques privées et des caisses en commandite plus ou moins importantes, et c'est tout.

Cette organisation avait suffi à l'activité économique encore restreinte de l'époque ; elle disparaissait, emportée par la Révolution et la crise de 1847-1848, au moment où elle allait devenir insuffisante

aux besoins grandissants du commerce et de l'industrie.

La deuxième moitié du XIX^e siècle allait voir en effet un prodigieux développement économique ; c'est l'époque où les progrès de la science commencent à révolutionner l'industrie ; la vulgarisation de la machine à vapeur, de la locomotive va produire tous ses effets.

C'est en 1823 qu'on concède la première ligne de chemins de fer ; en 1837 il n'y avait encore que 149 kilomètres en exploitation, il y en a 1.927 kilomètres en 1847, 5.037 kilomètres en 1855, 16.465 kilomètres en 1869.

Les sommes dépensées pour la création de voies ferrées n'étaient que de 100 millions en 1840, elles atteignaient déjà près de 2 milliards en 1846, et c'est le moment où l'on entrevoit la nécessité de créer de vastes réseaux qui coûteront encore de nombreux milliards. Seuls de grands établissements de crédit pouvaient se charger des gros emprunts qui devenaient indispensables.

L'ensemble du commerce suit d'ailleurs le même développement. Le commerce extérieur de la France (commerce spécial) est de 942 millions en 1830, 1.676 millions en 1847, 3.152 millions en 1855, 6.228 millions en 1869.

Le bien-être augmente, en même temps l'industrie se concentre, de grandes entreprises se créent.

A une situation nouvelle on conçoit donc qu'il ait fallu des instruments nouveaux.

L'idée de grandes sociétés de crédit est d'ailleurs dans l'air ; les commerçants les réclament. Les Saint-Simoniens, les premiers, en ont été les promoteurs ; ils rêvaient d'organiser les différentes formes du crédit en monopoles concédés par l'Etat.

Ces idées Saint-Simoniennes eurent une application pratique. Les premières Sociétés de crédit sous la République de 1848 et sous le second Empire jouirent d'une sorte de monopole ; le régime de liberté ne s'établit que très tardivement.

La Révolution de 1848 avait fait table rase de toute l'organisation existante. On va voir comment se constitua peu à peu une organisation nouvelle, et quels ont été les débuts très humbles de nos puissants Etablissements modernes.

CHAPITRE II

LA CRISE DE 1848 ET LA CRÉATION DU COMPTOIR D'ESCOMPTE. RAPIDE ESSOR DE CET ÉTABLISSEMENT

En février 1848, la France se trouvait dans un état de crise aiguë. En 1847 toutes les banques existantes avaient fermé leurs guichets ; la Révolution augmentait encore le malaise général ; le commerce s'affolait, le crédit privé était mort, une terrible panique de Bourse dépréciait toutes les valeurs. L'encaisse de la Banque de France était tombée de 140 à 70 millions, le cours forcé des billets avait été décrété. Les Banquiers ayant presque tous disparu, il n'y avait plus d'intermédiaire entre le commerce et la Banque de France ; or, celle-ci n'escomptait que les effets à trois signatures ; sous peine de désastres pires que les précédents, d'arrêt absolu de toute l'activité économique du pays, il fallait donc créer d'urgence une institution qui prendrait le papier du public, et moyennant sa garantie, le réescompterait à la Banque de France.

Tel fut le but de la création du Comptoir d'Escompte.

Par un décret du 7 mars 1848 le Gouvernement provisoire décida la création d'un Comptoir National d'Escompte dans toutes les villes industrielles et commerciales.

Le Comptoir National d'Escompte de la Ville de Paris fut créé par un second décret du 8 mars 1848, signé de tous les membres du Gouvernement provisoire : Dupont de l'Eure, Lamartine, Marrast, Garnier-Pagès, Albert, Marie, Ledru-Rollin, Flocon, A. Crémieux, Louis Blanc, Arago.

Des arrêtés ministériels nommèrent M. A. L. Pagnerre, éditeur, secrétaire du Gouvernement provisoire, directeur de l'établissement, et M. Alphonse L. Pinard, Banquier, sous-directeur.

Le premier Conseil d'administration fut composé de MM. André, Ogereau, Avrial, Boissaye, Dubochet, Gillet, Laveissière, Levillain, Niel, Outin, Sommier, de Pouilly, Cohin, Borniche et Hachette.

Le premier trait à noter pour la constitution du Comptoir d'Escompte de Paris, comme d'ailleurs pour tous les comptoirs créés en province, c'est que pour la première fois la forme de société anonyme par actions est employée ; vu l'urgence de la situation on les dispense même de l'autorisation ordinaire du Conseil d'Etat. Les actionnaires ne sont responsables que pour le montant de leurs actions, ce qui est une

différence avec les Banques anglaises, où pendant longtemps les actionnaires restèrent responsables sur tous leurs biens, comme les commerçants ordinaires.

Quant au capital de ces comptoirs, la gravité des circonstances ne permettait pas de s'en remettre uniquement à l'initiative des particuliers.

Le gouvernement provisoire décida qu'il serait fourni pour un tiers en argent par les actionnaires, pour un tiers en obligations par les Villes où les Comptoirs seraient établis. pour un tiers enfin en bons du Trésor par l'Etat. Les obligations et bons servaient de garantie et restaient dans les caisses sans être convertis en argent.

L'Etat donna en plus des subventions en espèces à titre de prêt, moyennant un intérêt de 4 0/0 ; elles furent d'ailleurs remboursées au bout de trois ans.

En vertu de ces principes on fonda en province 67 Comptoirs avec un capital total nominal de 130 millions ¹ 2, et un capital effectif de 35 millions, en y comprenant des subventions d'une dizaine de millions de l'Etat. Leur durée était limitée à trois ans, à partir du début des opérations.

A Paris, le Comptoir National d'Escompte était formé au capital de 20 millions, dont 6.666.500 francs devaient être fournis par les actionnaires ; les actions étaient de 500 francs et au porteur.

Le Comptoir était autorisé à commencer ses opéra-

tions dès que 5.000 actions seraient souscrites. Ni l'Etat, ni la Ville n'avait droit à une participation aux bénéfices. Le 10 mars l'acte de Société et les statuts étaient signés par les fondateurs ; le 15 mars 5.000 actions étaient souscrites et le 18 mars commencèrent les opérations.

La réunion du capital initial avait été fort laborieuse ; la première souscription ressembla à une collecte de charité ; on prenait des actions comme on prend des billets de tombola ; parmi les premiers actionnaires on voit des Compagnies d'assurances, les Chambres des Notaires et des Avoués, des Sociétés de bienfaisance, etc... Au moment de l'ouverture des opérations, sur les 5.000 actions souscrites sur le papier, on n'avait recueilli péniblement en espèces qu'une somme de 1.587.021 francs. L'Etat ajouta une subvention de 1 million en argent ; et c'est avec ces 2 millions 1/2 que le Comptoir d'Escompte entreprit de rendre le crédit au commerce parisien.

En 12 jours, du 18 au 31 mars, il avait déjà escompté 30.087 effets à deux signatures, pour une somme de 13.402.167 francs.

Du 18 mars au 31 août le Comptoir encaisse encore sur les actions souscrites 931.910 francs. De plus, pour compléter son capital, il a recours à ses propres clients ; on considère que puisque cet établissement a été institué dans leur seul intérêt, ils peuvent bien participer à son développement.

En conséquence, on oblige les clients à devenir actionnaires, au moyen d'une retenue de 5 0/0 sur les bordereaux des effets escomptés ; lorsque la somme de ces retenues atteint 500 francs elle est convertie en action et remise à l'intéressé. Du 18 mars au 31 août, le capital augmente ainsi de 1.241.970 francs. Le 31 août le Trésor verse une nouvelle subvention de 1 million, ce qui porte l'ensemble des ressources à 6 millions environ.

En vertu de l'article 7 de ses statuts, le Comptoir devait se borner à des opérations d'escompte des effets de commerce. Toute autre opération est interdite. L'échéance admise est plus longue que celle de la Banque de France ; le maximum est de 105 jours pour le papier payable à Paris et de 60 jours pour celui payable dans les départements ; ce maximum est étendu à 90 jours sur les places où existent des comptoirs de la Banque de France.

Ces opérations d'escompte furent vite jugées insuffisantes. Le commerce réclamait des prêts sur nantissement ; l'escompte repose en effet sur la circulation, la vente des marchandises, et pendant la crise de 1848, l'écoulement des produits était presque complètement arrêté ; le commerçant ne pouvait dans ce cas signer un effet de commerce, expression d'une transaction commerciale ; il ne pouvait offrir en gage que des marchandises en magasin. Aussi, par des décrets des 21 et 26 mars 1848, le gouverne-

ment organise t-il des magasins généraux, et par décret du 24 mars les Sous-Comptoirs de garantie.

Ces Sous-Comptoirs furent au nombre de 7 à Paris : 1° Librairie, 2° Métaux, 3° Bâtiment et Entrepreneurs, 4° Denrées coloniales, 5° Mercerie, 6° Tissus, 7° Chemins de fer (fondé en 1850).

Leur capital fut entièrement fourni par l'industrie privée. Ces Sous-Comptoirs recevaient les nantissements de marchandises en nature, les récépissés de dépôt dans les magasins généraux, et les valeurs mobilières. En échange il donnait aux effets de commerce la seconde signature nécessaire pour qu'ils puissent être escomptés au Comptoir d'Escompte.

Chaque Sous-Comptoir déposait son capital en garantie au Comptoir d'Escompte.

Cette institution procurait donc au commerce l'escompte à une signature. D'ailleurs les décrets sur l'organisation des Magasins généraux autorisèrent le Comptoir à prêter directement sur effets à une signature accompagnés d'un récépissé de magasins généraux.

Au total, du 18 mars au 31 août 1848 le Comptoir d'Escompte avait escompté pour 80.378.326 francs d'effets à deux signatures. Les prêts sur nantissements effectués directement par le Comptoir ou indirectement par l'intermédiaire de Sous-Comptoirs se montaient à 12.747.261 francs. C'était, en somme, un début assez satisfaisant, bien que dans un rapport, le

Directeur, M. Biesta, se plaignît de la stagnation des affaires.

Le deuxième exercice (1^{er} septembre 1848. — 30 juin 1849) est moins animé; l'escompte des effets à deux signatures s'élève à 73.781.534 francs.

Pourtant les conditions offertes au commerce étaient allées sans cesse s'améliorant; le taux de l'escompte fut au début de 6 0/0. La retenue obligatoire de 5 0/0 fut réduite à 1 0/0 dès le 16 mai 1848 et supprimée le 6 juillet suivant. De plus, le Comptoir ouvre des comptes courants d'escompte à raison de 5 0/0 par an.

Dans ce deuxième exercice l'ensemble des prêts sur gage s'élève à 24.492.753 francs, dont 6.874.428 francs sont directement prêtés par le Comptoir et 17.618.324 francs sur effets présentés par les Sous-Comptoirs.

Le Comptoir avait de plus escompté pour 1 million 055.385 francs d'effets sur l'étranger et s'était chargé de recouvrements sur la province pour une somme de 12.788.143 francs.

Enfin, il avait, sous forme d'ouverture de comptes de dépôt, autorisé ses clients à lui verser des sommes en compte-courant, produisant un intérêt de 4 0/0 et toujours tenues à la disposition des déposants. Ce compte se montait au 30 juin 1849 à 3.656.937 francs.

Déjà à ce moment le Comptoir a une réserve de

346.000 francs pour faire face aux éventualités du contentieux des effets protestés.

A partir de l'exercice suivant, la situation s'améliore rapidement. En 1850 un décret proroge une première fois la durée du Comptoir pour une durée de 6 ans, jusqu'au 18 mars 1857. La garantie de l'Etat et de la Ville de Paris est maintenue.

Voici les chiffres de l'exercice 1849-1850 (1^{er} juillet 30 juin).

Dépôts en compte-courants (au 30 juin 1850).	3.156.758 fr.
Escompte des effets à 2 signatures	92.504.248
Prêts.	35.462.144
Escompte d'effets sur l'étranger	1.491.831

Cette année-là deux sous-comptoirs disparaissent, ceux de la mercerie et des tissus, et il s'en forme un nouveau, celui des chemins de fer, destiné à permettre aux porteurs d'actions et d'obligations de chemins de fer d'escompter leurs titres au Comptoir d'Escompte.

Au 30 juin 1851 le Comptoir n'avait encore qu'un capital actions de 4.230.535 fr. 50. Le 1^{er} janvier 1852 il avait achevé de placer au pair le solde de ses actions, et son capital se trouva ainsi porté à 6.666.500 francs. Ce capital fut vite insuffisant pour l'activité grandissante de la Banque.

L'Assemblée Générale des actionnaires du 22 janvier 1853 portait le capital à 20 millions, avec l'autorisation du gouvernement; celui-ci consent égale-

ment à une nouvelle prolongation de la durée et à une modification des statuts, mais à la condition de modifier aussi les rapports entre l'Etat et le Comptoir. La loi du 10 juin 1853 supprime tout concours ou garantie de l'Etat, des départements ou des communes. Des décrets rendus sur la proposition du ministre des Finances, le Conseil d'Etat entendu, devaient statuer sur l'établissement et la prorogation des comptoirs et sous-comptoirs d'escompte et sur les modifications de leurs statuts. Les Comptoirs rentraient ainsi dans le droit commun des Sociétés anonymes.

Par un décret du 30 juillet 1854, la durée du Comptoir d'Escompte de Paris est prorogée de 30 ans à partir du 18 mars 1857. La garantie de l'Etat et de la Ville est retirée à partir du 31 décembre 1854. Le capital peut être élevé à 40 millions avec l'autorisation du ministre des Finances. Le Comptoir est autorisé, outre l'escompte, à faire des avances sur rentes françaises, actions ou obligations d'entreprises industrielles ou de crédit, constituées en Sociétés anonymes françaises, mais seulement jusqu'à concurrence des $\frac{2}{3}$ de la valeur au cours de ces rentes ou actions, et à la condition que ces avances ne seraient faites que pour 90 jours au plus, et n'excéderaient jamais dans leur ensemble le $\frac{1}{5}$ du capital réalisé et la moitié de la réserve. Le maximum des sommes que le Comptoir peut recevoir

en comptes-courants est fixé à 1 fois $1/2$ le capital réalisé.

Le montant cumulé du passif, y compris les traites ou mandats à échoir et les effets en circulation avec l'endossement ou la garantie du Comptoir ne doit jamais excéder 6 fois le capital réalisé.

Une situation, arrêtée à la fin de chaque mois par le Conseil d'Administration, doit être publiée dans les premiers jours du mois suivant ; elle fait connaître, indépendamment du bilan, le montant des effets en circulation endossés ou garantis par cet établissement. Lorsque les bénéfices s'élèveront par semestre à plus de 2 0/0 du capital réalisé, il sera exercé sur l'excédent une retenue de $1/4$ dont le montant sera attribué au fond de réserve ; le prélèvement sera suspendu quand le fond de réserve aura atteint le quart du capital réalisé.

Sous ce régime le Comptoir devait se développer très rapidement ; il pouvait désormais se contenter de ses ressources propres. Ses réserves s'accroissent. Les ressources fournies par les comptes courants dépassent 29 millions en 1853, bien que le taux de l'intérêt eût été réduit à 3 0/0 dès septembre 1849. On abaisse alors ce taux à 2 0/0, mais d'autres établissements accordant des taux plus avantageux, les dépôts tombent à deux millions en 1854.

Pendant ce temps l'escompte des effets de commerce et les prêts ne cessent de croître rapidement :

L'exercice 1854-1855 donne les résultats suivants :

Escompte des effets à deux signatures (sur Paris et la Province)	427.296.164 fr.
Effets sur l'étranger	38.696.712
Prêts sur récépissés de marchandises	6.574.218
Effets présentés par les Sous-Comptoirs	127.744.945
Avances sur fonds publics	23.521.710
Recouvrements (pour le compte des clients).	53.631.766
Montant total des opérations	677.463.518 fr.

Cette année-là on a escompté 668.656 effets sur Paris et la province ; la moyenne de chaque effet escompté a été de 639 fr. 03. C'est le commerce de marchandises et l'industrie qui fournissent la plus grande partie des opérations ; il ne vient que peu de papier de banque.

En 1855 le Comptoir a déjà une réserve de 2 millions 792.852 francs. Au 30 juin 1855 les sommes déposées en comptes-courants s'élèvent à 25.611.768 francs. Au total, avec le capital, ses ressources atteignent donc 48 millions.

Désormais le Comptoir est donc un grand Etablissement de crédit ; il est sorti de la période pénible des débuts ; il a acquis son autonomie ; constitué en institution publique, il s'est transformé peu à peu en établissement privé. C'est lui qui marche en tête de l'évolution du crédit en France ; il servira de modèle aux autres banques ; c'est un précurseur. Il faut remarquer que jamais dans ces périodes difficiles il ne

s'est départi de la sagesse de ses principes initiaux : jamais il ne s'est mêlé de spéculations, ni de placements. Et il devait en être ainsi jusqu'à la crise qui amena sa chute.

Il était intéressant de voir comment était née en France la première des grandes Sociétés de Crédit, et comment, partie des débuts les plus humbles, elle avait pu se développer si rapidement. Mais il serait fastidieux de continuer à suivre pas à pas ce développement.

Grâce à l'extrême prudence de ses administrateurs, le Comptoir a accru sa puissance, peu à peu, progressivement, sans crise d'aucune sorte. Jusqu'en 1887 on a peu à parler de lui, parce qu'il a été constamment heureux ; or, ce sont les cataclysmes qui marquent le plus dans l'histoire d'un Etablissement de crédit.

A partir des nouveaux statuts autorisés par le décret de 1854 le Comptoir prend le titre officiel de *Comptoir d'Escompte de Paris*. Jusque-là le ministre des Finances nommait lui-même les directeurs, autorisait seul les répartitions de dividendes. Trois délégués du Conseil Municipal de Paris assistaient à toutes les séances du Conseil d'administration.

Tout cela disparaît en 1854. Les directeurs sont nommés par l'Assemblée générale des actionnaires, avec, il est vrai, l'approbation du ministre des Finances.

Le Comptoir est administré par un conseil d'administration de 15 membres. Trois censeurs sont chargés de contrôler la comptabilité.

Il y a en outre un Conseil d'Escompte de 60 membres pris parmi les notabilités commerciales et industrielles, qui est chargé de se prononcer sur la valeur des effets présentés. Ce Conseil existe encore aujourd'hui.

Enfin l'Assemblée générale est composée des actionnaires ayant au moins dix actions.

A partir de sa nouvelle organisation, le Comptoir ne cesse de participer à toutes les opérations de crédit de l'Etat, de la Ville de Paris, des Compagnies de chemins de fer ; il aide à la constitution de nombreuses entreprises industrielles sous forme de Sociétés anonymes.

La crise de 1857 ne porte pas atteinte à sa prospérité ; l'escompte diminue simplement cette année-là, et les suivantes.

La période ascendante reprend en 1859-1860. Le traité de commerce de 1860 avec l'Angleterre, qui augmente dans une grande mesure la prospérité générale et l'activité économique de la France, a son contre-coup sur les opérations du Comptoir.

Celui-ci en profite pour réclamer un peu plus de liberté. Le décret du 25 mai 1860 approuve des modifications aux statuts ; il autorise le Comptoir à fonder des agences en France, dans les Colonies françaises

et à l'étranger, mais toujours avec l'approbation du ministre des Finances. Le Comptoir peut, en outre, accepter les mandats, traites et lettres de change dont la couverture serait faite de transferts, de connaissements et de contrats à la grosse ; il peut recevoir à l'escompte jusqu'à l'échéance de 180 jours de vue, les effets de commerce appuyés de connaissements.

Immédiatement le Comptoir ouvrait deux agences en Asie, à Shangai et à Calcutta. Le 30 août 1860 il était autorisé à porter son capital de 20 à 40 millions de francs et le succès couronnait l'émission des 40 mille actions nouvelles émises à 580 francs.

En même temps le Comptoir vient en aide aux banques coloniales, à la Martinique, à la Réunion, à la Guadeloupe, plus tard à la Guyane et au Sénégal ; il leur consent des crédits et leur avance des fonds.

Bientôt on ouvre de nouvelles agences, à la Réunion en 1861, à Bombay, à Hong-Kong et Saïgon en 1862, à Londres et Yokohama en 1867, à Alexandrie en 1869. Ces agences rendent les plus grands services, celle de Shangai opère le recouvrement de l'indemnité de guerre due par la Chine ; celles des Indes prennent la maîtrise du marché pendant la grande crise de 1865-1866, qui suivit la guerre de Sécession.

Le capital devenait de nouveau insuffisant ; on l'élève à 80 millions en 1866 et on porte les réserves

à 20 millions ; les 80.000 actions nouvelles sont émises à 625 francs. Le Comptoir fonde alors des agences en province, à Nantes 1867, Lyon 1868, Marseille 1869.

A la fin de cette première période, les principaux chiffres de son bilan sont les suivants (octobre 1869) :

	En milliers de francs
Capital	80.000 fr.
Dépôts et Comptes-courants	170.000
Réserves	20.000
Portefeuille	130.000

L'ensemble des opérations pour l'exercice 1869-1870 atteignit 3 milliards 86 millions, dont 1 milliard 187 millions pour l'escompte. Le cours des actions fut de 675 francs en 1869, et le dividende distribué de 44 francs cette année-là, après avoir été de 15 francs en 1848, 35 francs en 1849, 40 francs en 1850, 44 francs en 1860, 63 francs en 1865.

Le Comptoir d'Escompte se trouvait dès lors en état de faire face aux plus terribles tourmentes. Non seulement la guerre de 1870 ne réussit pas à l'abattre, mais elle fut l'occasion pour lui de donner toute sa mesure.

Pendant comme après la guerre, son rôle fut considérable et profondément bienfaisant.

CHAPITRE III

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE CRÉDIT MOBILIER

C'est une institution bien différente de la précédente que l'on a à étudier avec le Crédit mobilier : le Comptoir d'Escompte est le modèle, le guide des Etablissements de crédit ; le crédit mobilier est l'exemple à ne pas suivre. Le Comptoir d'Escompte parti de rien, s'est développé sagement, prudemment et a acquis une situation considérable ; le Crédit mobilier eut les débuts les plus brillants, sembla justifier les espérances les plus hautes ; après avoir atteint une sorte d'apogée, il s'est écroulé avec fracas, victime non d'une crise accidentelle, mais de la faute initiale qui présida à son fonctionnement.

Ses fondateurs firent le rêve généreux, mais irréalisable, de commanditer sur une grande échelle l'industrie française au moyen de capitaux empruntés à court terme, en oubliant que déjà avant 1848 beaucoup d'établissements avaient succombé pour la même erreur.

Il faut, en effet, soigneusement distinguer le Crédit commercial, qui s'applique au capital circulant du commerce et de l'industrie, et la commandite qui s'applique au capital fixe ; le crédit commercial aide l'activité des entreprises existantes, la commandite en crée de nouvelles. Les capitaux destinés au crédit commercial recouvrent vite leur disponibilité, l'échéance étant toujours assez brève. Au contraire, ceux destinés à la commandite risquent fort d'être immobilisés longtemps ; ils servent à faire des constructions, à installer un outillage, tout ce qui forme le capital fixe. Il est donc évident à première vue qu'on ne peut y employer que des capitaux vous appartenant, ou du moins dont on n'aura pas besoin avant de longues années. Employer à la commandite des sommes qui peuvent devenir nécessaires d'un moment à l'autre, c'est se vouer à une chute certaine, à la première crise, à la première panique qui surgit.

De plus, en matière de commandite, il est bien aisé de se tromper sur la valeur des entreprises à commanditer, et la Société peut ainsi se ruiner facilement, à la suite de quelques erreurs.

Le Crédit mobilier est une création de MM. Emile et Isaac Péreire ; ceux-ci faisaient partie de l'école Saint-Simonienne et professaient notamment les idées de cette école en matière de développement de l'industrie ; beaucoup de Saint-Simoniens furent

attirés dans les affaires, par le désir de remplacer la « civilisation guerrière et sacerdotale » par la « civilisation industrielle ». Les frères Péreire eurent ainsi une grande part dans le développement des chemins de fer en France ; et ils furent amenés à envisager la création d'une grande banque qui aurait mis à exécution leurs idées économiques.

C'est par décret du 20 novembre 1852 que fut autorisée la Société générale du Crédit mobilier. Parmi les premiers souscripteurs d'actions, on peut citer MM. Benoît Fould, Oppenheim, Salomon Heine, Biesta, Emile et Isaac Péreire, Adolphe d'Eichthal, Charles Mallet, baron Seillière, duc Raphaël de Galliera.

Dans le préambule des statuts, les fondateurs déclarent que leur but est de « favoriser le développement de l'industrie des travaux publics et d'opérer par voie de consolidation en un fond commun la conversion des titres particuliers d'entreprises diverses ». Tout le programme du Crédit mobilier est dans ces quelques mots.

La durée de la Société était de quatre-vingt-dix-neuf ans. L'Assemblée générale se composait des 200 plus forts actionnaires. Le capital était de 60 millions, en actions de 500 francs. La souscription se fit par séries de 40 mille actions ; pour la deuxième série les actionnaires purent souscrire dans la proportion d'une action nouvelle pour une ancienne. Dans la

troisième série il fallut deux actions anciennes pour une nouvelle.

La Société était autorisée à émettre des obligations pour une somme égale à dix fois son capital ; ces obligations devaient toujours être représentées, pour leur montant total, par des effets publics, actions et obligations ; elles ne pouvaient être créées payables à moins de 45 jours d'échéance ou de vue. La seule restriction était que le montant cumulé des sommes reçues en comptes-courants et des obligations créées à moins d'un an de terme ne pouvait dépasser le double du capital réalisé.

Les opérations de la Société comportaient, outre la commandite de la grande industrie et l'émission de ses obligations, toutes les opérations ordinaires des maisons de banque, comptes courants, avances sur titres, recouvrements. Il lui était expressément interdit de faire des ventes à découvert ou des achats à primes.

On ne crée pas de conseil de censure. Il n'y avait donc aucun organe de contrôle pour combattre les imprudences auxquelles devaient être fatalement amenés les administrateurs.

On se rend compte de la grandeur du but poursuivi ; les fondateurs du Crédit mobilier rêvaient d'unifier tous les titres existants, de les fondre en un titre unique émis par eux. Le Crédit mobilier rachèterait toutes les actions et obligations, et deviendrait

par conséquent propriétaire de toutes les entreprises ; en échange il émettrait des obligations garanties par ces valeurs. Ayant ainsi absorbé toutes les entreprises par action, il devait se trouver investi d'un gigantesque monopole ; sa puissance égalait celle de l'Etat.

Ses fondateurs auraient dû prévoir que bien avant ce moment, il aurait lui-même été absorbé par l'Etat. C'était en somme une théorie encore imbue des doctrines socialistes étatistes.

D'après M. Isaac Péreire, les titres émis devaient tenir à la fois du caractère du billet de banque et de celui de toutes les valeurs à intérêt. Ils devaient « servir à mobiliser les effets dont ils seront la représentation exacte », et avoir « le caractère et le rôle de monnaie fiduciaire ».

Mais on oublie qu'il s'agit ici d'un gage complètement immobilisé ; de plus, le public auquel on demandait de souscrire ne pouvait rien savoir de la valeur du gage ; il ne pouvait savoir si les entreprises étaient sérieuses ou non, si elles donnaient des revenus. Enfin les administrateurs eux-mêmes n'avaient pas une compétence illimitée en toutes matières ; le Crédit mobilier devait se mêler de tout, des affaires les plus diverses ; ses chefs n'avaient pas des aptitudes universelles pour tout ce qui concernait le commerce et l'industrie ; forcément ils devaient parfois se laisser tromper et l'erreur

avait des conséquences graves. Il aurait fallu à une banque commanditaire de cette nature un grand nombre de techniciens éclairés, renseignés sur toutes les entreprises ; ce rouage manquait au Crédit mobilier.

Un établissement de ce genre est incité à multiplier les entreprises à commanditer, à en susciter tout le temps des nouvelles ; son but est de laisser le moins longtemps possible ses fonds dans une affaire. M. Isaac Péreire reconnaissait dans un rapport que la Société devait « ne s'engager dans chacune des affaires qu'avec une sage réserve » et « diminuer les risques de son concours par la multiplicité des commandites partielles ».

Cette manière de procéder peut avoir des avantages, car elle encourage beaucoup d'entreprises utiles, mais l'abus peut avoir ses dangers ; on crée des valeurs factices, ne répondant pas à des besoins réels et toutes prêtes à s'écrouler à la première crise.

Imitant en ceci le système de Law, le Crédit mobilier réservait à ses actionnaires au prorata du nombre de leurs actions, un certain nombre d'actions au pair des affaires nouvelles qu'il patronnait. Comme on pouvait immédiatement réaliser une prime en les revendant, l'attrait était irrésistible ; c'était une sorte de dividende en nature s'ajoutant au dividende réel des actions. De la sorte le Crédit

mobilier arrivait à classer assez vite ses valeurs nouvelles et à recouvrer la disponibilité de ses fonds pour d'autres entreprises. Le procédé était ingénieux et il devait produire de bons résultats, chaque fois que l'affaire était assez sérieuse pour que la prime ne disparût pas tout de suite.

Fondé en novembre 1852, le Crédit mobilier n'appela tout d'abord que la moitié de son capital, soit 30 millions. Dès ce moment, la spéculation s'empara de ses actions ; avant leur apparition sur la cote authentique, les promesses d'actions étaient négociées à 995, puis 1.100 francs, puis même 2.110 fr. Le premier cours coté fut de 1.100 francs.

Les opérations auxquelles il se livra peuvent se ranger en trois catégories : 1° Commerce de valeurs (achat et vente de rentes, actions et obligations, reports, placements à court terme). 2° Services d'intermédiaire rendus aux grandes Compagnies pour leurs opérations financières. 3° Création et commandite d'affaires nouvelles.

Dès juin 1853, en raison du rapide essor de ses affaires, le capital de 30 millions devint insuffisant ; les sommes reçues en comptes-courants avaient atteint la limite du double du capital versé fixée par les statuts, soit 60 millions ; et la Banque avait dû même retirer de la circulation des obligations à court terme qu'elle avait émises. Aussi on procéda à un deuxième appel de fonds et le capital était à peu

près entièrement versé à la fin de 1853. Au 31 décembre 1853, le solde des comptes-courants était de 65.839.059 francs. Ces fonds provenaient surtout de versements faits par de grandes Compagnies en relation d'affaires avec le Crédit mobilier.

Pendant ce premier exercice 1853, le Crédit mobilier avait participé à toutes les grandes opérations financières ; Souscription à l'emprunt de 250 millions pour la guerre de Crimée, placement des obligations des Compagnies de chemins de fer du Midi, de l'Est, du Grand Central, des obligations du Crédit foncier ; prêts sur reports en Bourse, ce qui fit baisser le taux des reports de 12 à 3 0/0.

Au 31 décembre 1853 le Crédit mobilier avait fait pour 37.259.649 francs de placements, en rentes, actions et obligations. Le chiffre total de ses achats de valeurs avait été pour cet exercice de 146.295.621 fr. Les intérêts et bénéfices de ces placements figuraient dans le compte de profits et pertes pour 3.618.555 fr. 18.

En 1854 la Banque prend part à l'emprunt d'Etat de 500 millions, aux émissions d'actions et d'obligations des Compagnies de chemins de fer. Mais surtout, ce qui est plus intéressant, elle commence dans une large mesure à remplir son rôle de Société commanditaire ; elle lance trois affaires importantes : la Compagnie immobilière de Paris, formée au capital de 24 millions, pour le prolongement de

la rue de Rivoli, une Compagnie maritime de navigation au capital de 30 millions et une Compagnie des chemins de fer Autrichiens au capital de 200 millions. Déjà à ce moment la France commence donc à exporter ses capitaux à l'étranger.

C'est en 1855 et 1856 que le Crédit mobilier atteint son apogée. Il continue une aide puissante aux Compagnies de chemins de fer pour le développement de leurs réseaux ; il contribue à placer leurs titres et les prend fermes quelquefois ; c'est ainsi qu'il garantit à la nouvelle Compagnie de l'Ouest une émission de 18 millions en actions et obligations, et à la Compagnie du Midi le placement de 100.000 obligations représentant 28 millions. Il opère la concentration des Sociétés parisiennes d'éclairage par le gaz, après avoir, en 1854, aidé à la fusion des entreprises parisiennes d'omnibus.

En somme, à cette époque le rôle du Crédit mobilier avait été bienfaisant ; il aide partout à la concentration des entreprises qui présente de grands avantages économiques, et qui n'a cessé de se continuer depuis, et c'est grâce à lui que la construction des chemins de fer français a pu ne pas être interrompue durant ces années de crise, où la guerre de Crimée force l'Etat à des appels de fonds incessants.

Les bénéfices du Crédit mobilier en 1855 avaient été énormes ; ils s'élevaient à 28 millions de francs.

Une spéculation insensée se porta sur les actions qui, en quelques jours, passèrent de 1.160 à 1.650 frs. Le dividende fut de 203 fr. 70, soit plus de 40 0/0 du montant nominal des actions. Une sorte de griserie saisissait tout le monde, on parlait du doublement du capital, puis on voulait émettre des obligations et cette idée échouait devant l'opposition du gouvernement.

En 1856, les actions atteignent le plus haut cours qui fut coté : 1.982 fr. 50. Mais cette année-là le dividende n'est plus que de 115 francs. L'activité de la Banque commence à se concentrer sur les monopoles, les concessions, les Compagnies privilégiées ; les affaires privées l'intéressent de moins en moins. Voici le bilan de la Banque au 31 décembre 1856 :

ACTIF

Rentes.	9.100.498 fr. 60
Actions	53.080.780 » 89
Obligations	29.883.585 » 50
Reports et avances sur obligations, actions, etc	75.780.028 » 82
Immeubles de la Compagnie.	1.336.401 » 34
Solde disponible en caisse ou à la Banque et montant des dividendes à toucher au 31 décembre	7.135.432 » 07
Total	176.316.727 fr. 22

PASSIF

Capital social	60.000.000 fr. »»
Comptes-courants et obligations	101.008.217 » 44
Effets à payer, créanciers divers	328.164 » 87
Dividendes arriérés.	951.475 » 35
Réserves	2.000.000 » »»
Solde des bénéfices, déduction faite de l'in- térêt à 5 % du capital et de la somme portée à la réserve	12.030.869 » 56
Total égal.	176.316.727 fr. 22

Le montant total des bénéfices était de 17 millions 216.424 fr. 21.

En 1857 la décadence commence ; une crise financière terrible survient, s'étend à tous les pays, mais atteint surtout l'Angleterre ; l'escompte monta jusqu'à 10 0/0 à la Banque de France. Cette année-là presque tous les articles du bilan du Crédit mobilier s'étaient réduits. Le bénéfice n'était plus que de 7 millions, et on ne distribua qu'un intérêt de 25 francs par action. En 1858 la situation du marché s'améliore, le taux de l'escompte retombe à 3 0/0. Mais la Banque de France fait une grande concurrence au Crédit mobilier, en procédant elle-même à l'émission d'obligations de huit Compagnies de chemins de fer pour une somme de 246 millions ; elle n'est même pas un simple intermédiaire, elle avance

aux Compagnies des sommes assez considérables sur les obligations qu'elle s'occupe ensuite d'écouler.

L'émission se fit soit par des ventes directes, soit par souscriptions publiques aux guichets de la Banque. Et elle procéda ainsi à d'autres souscriptions jusqu'en 1861.

En quatre ans la Banque de France avait placé pour le compte des Compagnies de chemins de fer un capital effectif de plus de 1 milliard 200 millions. On a critiqué ces opérations qui sont en effet dangereuses pour une banque d'émission ; celles-là lui furent très profitables, mais en vertu du précédent elle pouvait se laisser entraîner à d'autres plus aléatoires. De fait, à partir de 1862 la Banque de France rentra dans ses attributions et ne prit plus part aux émissions de ce genre.

En 1858 la spéculation continue à se porter sur les actions du Crédit mobilier qui oscillent entre 1.057 fr. 50 et 557 fr. 50 ; la spéculation prend même cette année-là une forme plus insolite ; elle s'occupe des coupons de ces actions ; en février et mars ils se négocient entre 10 et 25 francs. Ces opérations étaient favorisées par le fait que la situation réelle du Crédit mobilier était toujours tenue cachée ; les rapports aux Assemblées d'actionnaires eux-mêmes sont laconiques au possible, surtout depuis l'année 1855. Le rapport de 1858, plus bref encore que les autres, parle juste des chemins de fer du Nord de

l'Espagne, fondés grâce à son aide, et de la Société Générale de Crédit mobilier espagnol. Le Crédit mobilier au cours de son existence créa en effet dans différents pays des établissements de banque bâtis à son modèle : il y eut ainsi des crédits mobiliers espagnols, italiens, néerlandais. Le premier seul donna de bons résultats. En 1858, les bénéfices du Crédit mobilier sont de 12 millions ; on ne distribue pourtant qu'un dividende de 25 francs à cause de la guerre d'Italie. En 1859 cette guerre arrête les affaires ; le Crédit mobilier se borne à souscrire 50 millions à l'emprunt de guerre de 500 millions et à s'occuper des nombreuses entreprises déjà en cours. Les bénéfices ne sont que de 4 millions 1/2 et le dividende est de 12 fr. 50 en plus des 25 francs d'intérêt.

De même, en 1860, les opérations furent très restreintes à cause de la crise de Bourse. Le Crédit mobilier concentre son attention sur la Compagnie parisienne de chauffage et d'éclairage par le gaz, dont le capital est porté de 55 à 84 millions ; il prend un intérêt dans deux Compagnies d'assurance, « la Confiance », au capital de 4 millions dont 800.000 fr. de versés et « La Paternelle » au capital de 6 millions dont 2 millions 400.000 francs versés ; enfin il réorganise en Société Anonyme la Compagnie des Entrepôts et Magasins Généraux de Paris. Au 31 décembre 1860 la situation du Crédit mobilier est la suivante :

PASSIF

Capital	60.000.000 fr. »»
Comptes-courants et divers	105.132.513 » 28
Réserves	2.000.000 » »»
Solde du compte de Profits et Pertes	6.342.435 » 50
Total	<u>173.474.948 fr. 78</u>

ACTIF

Rentes françaises	25.399.250 fr. »»
Actions et obligations.	97.905.691 » 60
Effets à recevoir.	16.342.868 » 17
Reports	7.697.730 » 95
Avances aux Compagnies.	12.727.921 » 02
Hôtel de la Société et Mobilier	1.449.880 » 89
Espèces en caisse ou à la Banque de France.	<u>11.951.606 » 15</u>
Total	173.474.948 fr. 78

Le dividende est cette année-là de 50 francs y compris l'intérêt.

Pendant l'année suivante le Crédit mobilier s'occupe surtout de la création d'un *omnium* ; sous un mot nouveau c'est toujours de l'émission d'obligations mobilières qu'il s'agit ; et cette fois encore il échoue. En 1862, il prend part à la grande conversion de rentes 4 et 4 1/2 en 3 0/0. Les années qui suivent voient s'accroître son déclin

malgré la distribution de gros dividendes, 125 francs en 1862 et 1363. Les actions continuent à être sujettes à des fluctuations extraordinaires. L'Etablissement prend encore part aux différents emprunts d'Etat, emprunt Mexicain, emprunt Turc, emprunt Italien.

Le dividende baisse ensuite d'année en année ; en 1865, il n'est plus que de 25 francs ; 1866 fut une année de crise ; il y eut successivement une baisse énorme sur toutes les valeurs ; puis, à la nouvelle brusque de la paix entre la Prusse, l'Autriche et l'Italie, une hausse formidable en une seule bourse, qui provoque des désastres et ruine notamment neuf agents de change.

En janvier 1866, le Crédit mobilier décida de doubler son capital par la création de 120.000 actions de 500 francs émises à 516 fr. 66. Cela provoqua aussitôt une spéculation effrénée. L'Assemblée Générale extraordinaire du 12 février 1866 réalise l'augmentation du capital, modifie les statuts, élève le fond de réserves de 2 à 10 millions ; on se décide à créer un Comité de trois censeurs chargés de veiller à la stricte exécution des statuts. On stipule que le montant cumulé des sommes reçues en comptes-courants et des bons à moins d'un an de terme ne pourra dépasser une fois et demie le capital social.

Ces efforts ne devaient pas empêcher la chute.

L'exercice 1866 fut déplorable. Voici le bilan au 31 décembre 1866 :

ACTIF

Rentes.	1.149.023 fr. 85
Actions de chemin de fer.	12.284.221 » 70
Actions diverses.	55.515.165 » 33
Obligations de chemin de fer	3.530.820 » 75
Obligations diverses	42.313.521 » 50
Effets à recevoir.	22.229.741 » 52
Avances aux Compagnies.	72.979.741 » 13
Hôtels et mobilier	3.163.760 » 50
Versements restant à recevoir sur les ac- tions nouvelles	6.036.239 » 11
Espèces en caisse ou à la Banque et divi- dendes à recevoir au 1 ^{er} janvier	24.020.331 » 25
Solde du Compte des Profits et Pertes. . .	7.983.136 » 03
Total	249.455.940 fr. 68

PASSIF

Capital.	120.000.000 fr. »»
Comptes-courants et créanciers divers. .	119.580.846 » 53
Effets à payer	5.102.439 » 82
Dividendes arriérés	41.759 » 33
Intérêts aux actions nouvelles	4.000.000 » »»
Réserve	730.895 » »»
Total	249.455.940 fr. 68

Ainsi les administrateurs du Crédit mobilier avouent eux-mêmes une perte de 8 millions pendant cet exercice ; et encore faut-il noter qu'il restait de

l'exercice précédent un solde de 5.586.006 fr. 85 qu'on ne fait pas figurer au bilan ; la perte réelle pour l'exercice 1866 se monte donc à 13 millions 1/2. La dépréciation de toutes les valeurs de son portefeuille était énorme. C'était la fin.

Le 22 octobre 1867 MM. Isaac Péreire, Président du Conseil d'Administration, Emile Péreire et C. Salvator donnaient leur démission. A partir de ce moment virtuellement le Crédit mobilier n'existe plus ; il n'y eut ni faillite, ni même liquidation immédiate ; mais les affaires sont interrompues. En 1868 on cote même encore des cours sur les actions, 325 francs au plus haut, 161 fr. 25 au plus bas. En 1869 le Crédit mobilier cesse de figurer sur les tableaux statistiques. Dès 1867 d'ailleurs les successeurs des administrateurs démissionnaires avouaient à l'Assemblée des actionnaires que les pertes s'élevaient à 47.542.000 francs. Après avoir lutté quatre années pour éviter la liquidation, on dut enfin recourir en novembre 1871 ; l'actif de 120 millions était évalué 38 millions et cédé pour ce chiffre à une Société nouvelle du même nom que l'ancienne, au capital de 80 millions. Mais cette Société conçue sur d'autres bases que sa devancière, et beaucoup moins importante qu'elle, fit peu parler d'elle, et ne fut jamais considérée comme une des grandes Sociétés de crédit françaises. Ce n'est que dans ces toutes dernières années qu'une nouvelle Société du Crédit mobilier

français, fondée en 1902 et faisant suite aux précédentes, a pris un certain développement, et par des successives et considérables augmentations de capital, a prétendu prendre place parmi les établissements importants.

En somme, le Crédit mobilier qui fut toujours un très habile lanceur d'affaires a succombé pour n'avoir pas su administrer et faire prospérer les entreprises qu'il avait créées ; de plus, l'attrait immédiat de la prime à toucher sur les actions lui a fait lancer des affaires peu susceptibles de donner de gros dividendes dans la suite. La spéculation a dominé toute son activité.

Mais il faut reconnaître les mérites très réels de cette institution ; son action a notablement abaissé le taux du Crédit en France, à une époque où le Crédit était plus nécessaire que jamais ; elle a beaucoup facilité l'émission des nombreux emprunts publics, la création des grands réseaux de chemins de fer, et, d'une façon générale, la constitution de nombreuses entreprises commerciales et industrielles, dont beaucoup se sont développées dans la suite.

Enfin le Crédit mobilier a dirigé l'attention de l'épargne française sur les valeurs mobilières, et c'est là un fait important. Auparavant l'épargne se faisait dans les bas de laine, on thésaurisait, on amassait des écus. Depuis cette époque l'habitude s'est implantée de plus en plus de placer ses écono-

mies en valeurs mobilières ; par là d'énormes capitaux demeurés improductifs sont venus jouer un rôle dans l'activité économique du pays. Une part de ce bienfait revient au Crédit mobilier.

D'autres banques se fondèrent en France à cette époque sur le même principe que le Crédit mobilier ; aucune n'eut une existence durable. Il faut surtout citer les Etablissements de M. Mirès, d'abord la « caisse des actions réunies », au capital de 5 millions, puis la « Caisse et Journal des chemins de fer », au capital de 12 millions, enfin la « Caisse générale des Chemins de fer » au capital de 50 millions. Le but presque unique était la spéculation, l'achat et la vente, à la Bourse, de fonds d'Etat, d'actions et d'obligations. Les premiers résultats furent très heureux et la Caisse s'occupa de nombreuses affaires. Mais M. Mirès n'était pas soutenu par le Gouvernement comme MM. Péreire et très vite son établissement s'écroula complètement sous les excès de la spéculation.

CHAPITRE IV

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL (1859)

La Société générale de Crédit industriel et commercial est par ordre, chronologique, la troisième des grandes banques françaises. Fondée sur des idées de prudence très différentes de celles qui inspiraient les chefs du Crédit Mobilier, elle a eu une existence très paisible, nullement mouvementée, et elle a atteint son actuel développement sans connaître aucune des crises qui ont frappé beaucoup des autres établissements de crédit.

La fondation du Crédit Industriel est l'œuvre du marquis d'Audiffred, sénateur, membre de l'Institut, président de Chambre honoraire à la Cour des Comptes. Son idée était de créer une banque de dépôts, destinée à répandre dans le public l'usage des comptes de dépôts avec chèques ; elle devait employer ses ressources à des placements sûrs, à court terme,

laissant toujours des disponibilités suffisantes pour faire face à toutes les demandes de remboursement. Le résultat devait être une augmentation de la productivité des capitaux, le public s'habituant peu à peu à ne jamais avoir d'argent liquide chez lui, et à laisser en compte courant dans les banques même les sommes dont il pouvait avoir besoin d'un moment à l'autre. Les fondateurs du Crédit Industriel avouaient d'ailleurs leur intention d'imiter les « Joint Stock Banks » qui avaient si brillamment réussi en Angleterre.

Les Joint Stock Banks anglaises sont uniquement des banques de dépôt, elles ne sont à aucun degré des banques de crédit, ni des banques de commerce. Leur rôle est pourtant de première importance, à cause de l'insuffisance du stock monétaire en Angleterre ; le chèque supplée dans une large mesure à la monnaie, et même au billet de banque, car la Banque d'Angleterre est limitée pour l'émission des billets par l'act très restrictif de 1844. Les banques de dépôts jouent donc un rôle d'utilité publique en venant seconder la circulation monétaire.

Si on étudie un bilan de ces Joint stock banks, on voit que l'encaisse, le papier à vue et à court terme représentent une grande partie de l'actif ; les autres chapitres moins importants sont le portefeuille de valeurs mobilières, le papier long (de 3 à 6 mois) et les prêts. Ces banques parurent assez tard en Angle-

terre, elles se heurtèrent longtemps à l'hostilité du Parlement qui multiplia les mesures restrictives. En vertu du monopole de la Banque d'Angleterre, on prohibait toute banque ayant plus de 6 associés. Les Joint Stock Banks ne furent librement autorisées qu'à partir de 1826, d'abord à plus de 65 milles de Londres, puis bientôt à Londres même. La première formée fut la « London and Westminster Bank » qui, fondée en 1834, réussit tout de suite merveilleusement, puis vint la « London joint stock Bank » (1836), L' « Union Bank » (1839), la « London and County Bank » (1839) et la « Commercial Bank » (1840).

La France est donc en retard sur l'Angleterre, puisque c'est en 1859 seulement qu'on eut l'idée d'introduire cet organisme, en créant le Crédit Industriel ; il faut ajouter que l'Angleterre encore maintenant garde son avance, l'usage des comptes courants et des chèques reste beaucoup plus répandu chez nos voisins d'outre-Manche que chez nous ; nous pouvons d'ailleurs plus facilement nous en passer, grâce à notre stock monétaire abondant et à l'importance de la circulation fiduciaire de la Banque de France. En Angleterre, toutes les transactions se font par chèques depuis de longues années. En France, il y a à peine quelques mois que le Parlement a rendu légal l'usage du chèque barré, de beaucoup le plus utile, car il supprime tous les paiements en espèces, surtout s'il existe une « clearing house ».

ou chambre de compensation. Celle de Londres a été fondée en 1775, celle de Paris seulement en 1872. Le chèque lui-même n'avait pas d'existence légale en France en 1859; la loi qui le réglemente date de 1865.

La Société Générale de Crédit Industriel et Commercial fut créée en avril 1859, à la veille de la Guerre d'Italie. Cette fondation n'eut pas lieu sans les plus grandes difficultés, en raison du régime de monopole qui subsistait encore; le gouvernement restait peu favorable aux Sociétés anonymes, et les banques déjà existantes, le Crédit Mobilier en particulier, très en faveur auprès des pouvoirs publics, usaient de toute leur influence pour empêcher la formation de concurrents éventuels.

Les statuts du Crédit Industriel furent très restrictifs; ils interdirent absolument toute spéculation mobilière ou immobilière.

Le capital autorisé était de 60 millions; mais la nouvelle Société se contenta de débiter avec un capital nominal de 40 millions, dont un quart seulement fut versé. Les 80.000 actions devaient donc rester nominatives; c'était une manière, la seule possible, d'introduire la responsabilité dans la Société anonyme, comme cela se pratiquait en Angleterre; mais ici la responsabilité de l'actionnaire était strictement limitée au montant nominal de son action, soit trois fois ce qu'il avait effectivement versé. Le

Crédit Industriel offrait donc à l'égard du public une sécurité bien plus grande, puisqu'en dehors de son capital réalisé, qu'il pouvait compromettre dans des affaires douteuses, il offrait aux déposants une garantie de 3 fois ce capital. Ce procédé a été imité depuis par d'autres établissements et il présente en effet de réels avantages pour les banques de cette nature ; pour elles, le capital social n'est pas leur instrument d'action, mais uniquement une garantie supplémentaire pour les déposants. Il n'en serait pas évidemment de même pour les banques d'affaires pour lesquelles le capital constitue la principale ressource.

Le Crédit Industriel débuta sous les plus heureux auspices. Son premier Conseil d'administration, sous la présidence du Marquis d'Audiffred, était des mieux composés. Le développement rapide de la fortune publique rendait nécessaire ce nouvel organisme, et aucune concurrence n'était à craindre, les autres banques existantes reposant sur des principes tous différents. Aussi, les opérations s'étendirent-elles rapidement. Dès 1860, les dépôts de fonds s'élevaient à 16.700.000 francs au 31 décembre.

Les années suivantes furent également heureuses ; les dépôts augmentèrent rapidement ; en même temps, la nouvelle banque s'occupa avec succès d'autres opérations.

Dès l'année de sa fondation, elle participe à l'em-

prunt du gouvernement impérial de Russie et à l'émission d'obligations de la Compagnie des Eaux ; en 1860, elle s'intéresse à l'emprunt de la ville de Rouen, aux émissions de la Compagnie des Docks de Marseille ; dans les années qui suivent, elle s'occupe de la Compagnie des docks du Havre, de la Société des Chantiers et des Ateliers de l'Océan, de la Banque de Crédit Italien, de la banque fédérale de Berne, de la Société anonyme de Dépôts et Comptes courants, etc.

En 1865, elle a commencé la réalisation d'un des points de son programme, en créant des sortes de filiales régionales, banques autonomes ayant leur capital propre, mais créées suivant son modèle et ayant des liens étroits avec elle. Elle a préféré ce système, qui fortifiait sa position sans augmenter ses risques, à celui suivi plus tard par d'autres banques, qui consistait à couvrir tout le territoire d'un réseau de succursales. Mais ces filiales ont peu à peu relâché les relations intimes avec la Société mère et sont devenues indépendantes ; certaines sont aujourd'hui de très grandes banques et seul leur titre rappelle leur origine.

En 1865, le Crédit Industriel crée la « Société Lyonnaise de dépôts, de comptes courants et de crédit industriel » et la « Société Marseillaise de crédit industriel et commercial et de dépôts » ; cette dernière, autorisée par décret du 2 octobre 1865, a acquis

un grand développement. Elle a cessé d'être une banque régionale, et actuellement, les économistes la classent généralement dans leurs statistiques parmi les grands établissements de crédit. Son capital initial fut de 20 millions divisé en 40.000 actions de 500 francs émises au pair.

En 1866, le Crédit Industriel fonde la « Société de Crédit Industriel et de Dépôts du Nord ».

A la veille de la guerre, le Crédit Industriel occupe donc un rang important parmi les établissements de crédit de l'époque. Voici les principaux chiffres de son bilan (en millions de fr.) en 1860, 1865, et 1869.

	1860	1865	1869
Dépôt de fonds	16,7	25,5	30
Effets à recevoir	37,5	53,9	79,8
Effets escomptés	»	395,2	312,6

On voit que la progression des dépôts était satisfaisante. Le Crédit industriel était en mesure de soutenir la concurrence avec les autres établissements, qui ne tardèrent pas à s'établir sur le même modèle.

CHAPITRE V

LE CRÉDIT LYONNAIS (1863)

Le Crédit Lyonnais a eu les débuts les plus modestes, les origines les plus humbles. Celui qui devait devenir le plus considérable de tous les établissements de crédit français a commencé son existence comme une banque de province, limitant ses visées à la région lyonnaise, et il a dû surmonter de grands obstacles avant de consolider son existence et d'étendre ses opérations à la France entière.

Le Crédit Lyonnais doit sa création et sa fortune à M. Henri Germain, qui fut son président pendant plus de quarante ans. Economiste éminent, esprit clair, intelligent et instruit, M. Germain appliqua ses idées, ses méthodes en matière de banque, à l'établissement qu'il a fondé et, par sa gestion prudente et avisée, il l'a conduit aux plus brillantes destinées.

Le Crédit Lyonnais fut constitué en société à responsabilité limitée le 6 juillet 1863. Ce fut une des

principales applications d'une nouvelle réglementation des sociétés établie sur l'initiative de M. Rouher par la loi du 23 mai 1863. Le capital social était de 20 millions, divisé en 40.000 actions de 500 francs sur lesquels 200 francs seulement furent appelés. La Société nouvelle commença donc ses opérations avec 8 millions.

Le but de M. Germain avait été de doter Lyon, sa ville natale, d'une banque de dépôts et de crédit pour les petites bourses. Lyon était pourvu en effet, à cette époque, de gros banquiers, mais il manquait de banques prêtes à recevoir même les plus petites sommes, et à rendre presque gratuitement différents services, tels que toucher les coupons les plus minimes, assurer la garde des titres. C'est ce type qu'il a voulu réaliser et qu'il a développé dans des proportions énormes avec le Crédit Lyonnais.

Le siège social de la nouvelle banque était à Lyon ; l'élite des commerçants et industriels de Lyon et de Genève participa à sa constitution. Son objet, comme dans les « Joint Stock Banks » anglaises, était de faire toute opération de banque, en particulier recevoir des dépôts, escompter des effets.

L'idée de placer à Lyon le siège de la banque avait été une idée heureuse. Elle a trouvé là une base solide et c'est grâce aux ressources de la région, à la haute situation qu'elle y a acquise, qu'elle a pu poursuivre ailleurs son prestigieux développement.

Le centre industriel et commercial de Lyon est en effet un des plus considérables qui soit ; il s'appuie, en dehors de Lyon, sur Saint-Etienne, Roanne, Mâcon, Vienne et beaucoup d'autres importantes villes industrielles ; les grandes industries abondent, en particulier, celles de la soie, du fer, du charbon, des produits chimiques, du tissage, des produits agricoles, etc. Lyon est en communication constante et rapide avec la Suisse, l'Italie et tout le bassin de la Méditerranée, l'Algérie, par exemple. La seule industrie de la soie obligeait les commerçants à des relations incessantes avec la Chine et le Japon pour acheter la soie, avec l'Angleterre et les Etats-Unis pour vendre les soieries.

Aussi, l'accumulation des capitaux est-elle énorme à Lyon, et une ou même plusieurs grandes banques ont-elles leur place toute tracée. Le Crédit Lyonnais comprit cela et pendant toute la période difficile des débuts, il concentra son activité sur une zone située entre Marseille et Dijon, entre Nîmes et Besançon. Ce fut là qu'il ouvrit de nombreuses succursales ; plus tard, il devait en créer à Genève, Alger, Le Caire, Alexandrie, villes en rapports commerciaux intimes avec Lyon.

Le Crédit Lyonnais commença à fonctionner le 25 juillet 1863. Les débuts furent pénibles, la nouvelle institution n'avait pas de clientèle, pas de crédit ; son nom était inconnu ; il lui fallut beaucoup d'efforts

pour percer et se faire une place sur le marché de Lyon. Pourtant, les premières opérations, quoique modestes, furent heureuses. Au bout de 5 mois, les bénéfices étaient suffisants pour distribuer un dividende de 4 francs par action (libérée de 200 francs). Les dépôts atteignaient 6.416.885 francs au 31 décembre 1863. Un an plus tard, ils dépassaient 10 millions, et la Société commençait à pratiquer toutes les opérations de banque avec un succès grandissant. Elle intervenait dans de nombreuses affaires, participait à beaucoup d'émissions ; elle obtenait en particulier par adjudication publique pour 50 ans, l'éclairage au gaz de la ville de Saragosse. Dans certaines affaires, elle perdait, il est vrai, de l'argent, par exemple dans la Société « La Fuschine ».

En octobre 1864, le développement de ses opérations l'obligeait à faire l'appel du complément de son capital, soit 300 francs par action. Le dividende de l'exercice 1864 fut de 26 fr. 25 et cette même année, elle fondait une succursale à Paris et une autre à Marseille.

Les années suivantes furent des années de crise, de bouleversement profond pour l'Europe, et les événements politiques eurent naturellement leur répercussion économique. L'Italie émit du papier-monnaie pour subvenir à la guerre contre l'Autriche ; en Angleterre, un krach financier violent fit sombrer de nombreuses banques, l'Allemagne et l'Autriche

étaient le théâtre d'une guerre acharnée. Partout les affaires étaient interrompues et la conséquence en fut un faible taux de l'escompte.

Le Crédit Lyonnais subit le contre-coup de la crise. Les bénéfices diminuent ; en 1866, ils ont baissé de moitié sur 1865.

A partir de 1867, la confiance renaît, la prospérité reparaît et les affaires reprennent. Le Crédit Lyonnais jouit désormais d'un bon crédit, la public va vers lui, ses actions sont considérées comme un placement fructueux et sûr.

Les bénéfices qui n'étaient que de 1 million en 1866, passent à 2 millions deux ans après ; en 1869, ils sont de 2.114.000 francs. Les dépôts suivent une progression rapide ; enfin la réserve était de 2. millions 311.441 francs au 31 décembre 1869.

Voici d'ailleurs les chiffres de certains comptes montrant le développement énorme accompli, en quelques années :

(en millions de francs)		
	1863	1869
Dépôts à vue.	6,4	33,7
— à échéance	3,4	20,9
Comptes courants créditeurs	3,5	28,2
— — débiteurs	9,6	21,4
Effets à recevoir.	5,8	62,1
— à payer	1,2	17,5
— entrés en portefeuille.	91,5	1,027,8

Enfin, le nombre des comptes ouverts avait passé de 2.568 à 14.490.

Le Crédit Lyonnais, à la fin de cette première période de son histoire, est donc déjà un important établissement ; la période suivante verra son prodigieux accroissement, et sa force de résistance en face des événements qui allaient pour longtemps bouleverser notre marché.

CHAPITRE VI

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE (1864)

La Société Générale, constituée à Paris le 1^{er} mai 1864, sous forme de Société à responsabilité limitée, a été autorisée par décret du 4 mai 1864. Sa création fut un véritable événement, et elle fut considérée comme le triomphe du principe de la liberté des banques, la fin du monopole. L'autorisation ne fut d'ailleurs obtenue qu'après des difficultés sans nombre. Déjà, en 1862, il s'était constitué un syndicat permanent d'une trentaine de banquiers ou capitalistes, désireux de se livrer aux opérations qui avaient fait la fortune du Crédit Mobilier. Avec opiniâtreté, ils cherchèrent à se donner la forme la plus utile pour leurs desseins, c'est-à-dire la forme anonyme. Tous leurs efforts échouèrent longtemps devant l'hostilité du Crédit Mobilier dont l'influence gouvernementale était considérable. A la fin, la pression de l'opinion publique balaya toutes les ré-

sistances, et le décret du 4 mai 1864 autorisait la création et approuvait les statuts de la nouvelle Société. Son titre entier était : *Société Générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France*. Cela seul suffit à indiquer les tendances de la banque ; c'était une sorte d'imitation du Crédit Mobilier ; elle voulait faire des opérations de commandite, de placement et de spéculation ; mais elle prétendait aussi se livrer, comme le Crédit Industriel, à toutes les opérations des Joint Stock Banks, dépôts, comptes-courants, etc. Il y avait là des choses bien dissemblables, et beaucoup d'expériences antérieures prouvaient le danger de mélanger les opérations de crédit mobilier avec celles d'une banque de commerce.

La Société Générale a vécu et elle a prospéré, parce qu'elle n'a qu'incomplètement rempli son programme.

Le capital initial était de 120 millions en 240.000 actions de 500 francs libérées de moitié. On voit qu'il s'agissait dès l'origine d'un établissement de vaste envergure, qui devait tout de suite prendre place parmi les grandes institutions de crédit.

Le gouvernement, dans le décret d'autorisation, multiplie d'ailleurs les prescriptions, les restrictions, qui montrent la méfiance subsistant alors contre les Sociétés anonymes. L'article 2 du décret dit : « L'au-

torisation donnée pourra être révoquée en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers ».

L'article 3 prescrit la remise tous les six mois au ministre de l'Agriculture et du Commerce d'un extrait de la situation. L'article 4 ordonne la publication d'une situation mensuelle, l'article 5 prévoit la vérification de la gestion de la Société par des délégués du ministre des Finances ; l'article 6 décide que la nomination du directeur sera soumise à l'approbation du ministre des Finances.

Le préambule de l'acte social déclare que la mission de la Société sera de patronner les entreprises commerciales créées ou à créer ultérieurement en France. La Société Générale veut être un grand intermédiaire entre les associations industrielles et commerciales et le public. Des Compagnies, si puissantes qu'elles recevaient le crédit public sans intermédiaire, s'étaient formées pour s'occuper surtout des entreprises de grands travaux publics. Elle veut ramener les capitaux vers les Sociétés ordinaires d'industrie et de commerce, apporter le crédit commanditaire aux mines, aux établissements métallurgiques, aux manufactures, etc.

Les journaux de l'époque se réjouirent bruyamment de cet avènement. Le *Journal des Economistes* de mai 1864 déclare : « Ce n'est pas seulement un nouvel établissement qui vient de se fonder, c'est un

principe et un principe économique que l'on vient de mettre en application ».

Le même journal voit un immense progrès sur le Crédit Mobilier, dans la publicité, c'est-à-dire l'obligation des situations mensuelles, et dans le contrôle permanent assuré par un comité de trois censeurs.

Le premier conseil d'administration comprenait, sous la présidence de M. Schneider, vice-président du Corps Législatif, des personnalités éminentes : MM. Bartholony, Bischoffsheim, Blount, Cahen d'Anvers, Henri Davillier, Denière, Fère, Hentsch, Laing, Leroux, Lucy-Sédillot, Parent, Pinard, directeur du Comptoir d'Escompte, Paulin Talabot, directeur général du P.-L.-M.

L'élément financier et l'élément industriel se combinaient dans ce conseil.

La Société débuta par une opération extraordinairement heureuse. En effet, en même temps qu'elle, se créait à Londres une très importante banque : « Le Crédit général de Londres ». Les deux établissements concluaient un arrangement pour se promettre un concours mutuel, et la Société Générale, comme gage de cet accord, prenait 20.000 actions de la Société anglaise ; comme ces actions furent émises avec une prime de 2 livres 17 shillings, soit environ 70 francs, elle fit de ce chef un bénéfice de 1 million et 1/2. Le public remarqua beaucoup cet heureux début et en augura bien pour l'avenir de la Société.

La Société Générale commença effectivement ses opérations le 1^{er} juillet, au milieu d'une crise financière grave, et les mena immédiatement avec une grande prudence. Elle prête 20 millions à la Ville de Paris en échange d'obligations pour l'achèvement du boulevard Magenta. Le premier bilan publié le 30 novembre laisse déjà apparaître un bénéfice de 1 million 858.925 francs. En 1865, il est de 4.603.000 francs.

La Banque, dès le début, s'occupe de la création de deux Sociétés, l'une, au capital de 15 millions pour l'exploitation du minerai de fer de Bône, l'autre, au capital de 20 millions, pour le transport par mer de ce minerai.

En 1866, les bénéfices sont à peu près stationnaires, mais les dépôts s'accroissent, et elle crée cette année-là des agences à Saint-Quentin, Limoges, Rennes, Marseille.

En même temps, pour parer à la stagnation générale des affaires, elle étend son action en dehors du territoire, participe à des opérations pour le compte de gouvernements étrangers ; elle y gagne des profits importants. Le dividende qui était de 16 francs en 1865 et en 1866, passait à 25 francs en 1867 et à 31 fr.25 en 1868. Les bénéfices, de 4.784.000 francs en 1866, s'élèvent à 7.065.000 francs en 1867 et à 9.561.000 francs en 1868.

Les affaires se développent et donnent toutes des résultats fructueux. La Banque ouvre notamment un

compte important à une Société française exploitant des mines de soufre en Sicile ; elle crée la Société des Mines et Fonderies des rives du Rhône au capital de 800.000 francs.

En 1869, enfin, le bénéfice atteint 10.508.000 francs. On ouvre des agences à Saint-Etienne et à Saint-Germain-en-Laye. La Société Générale entre cette année-là dans une participation financière qui devait longtemps peser sur ses destinées ; c'était une opération engagée par la maison Dreyfus frères avec le gouvernement péruvien, pour un achat important de guano, et pour l'ouverture d'un compte courant d'avances au gouvernement. Cette affaire amena des difficultés sans nombre et causa de graves ennuis.

Le dividende de 1869 est le même que celui de l'année précédente, soit 12,5 0/0 du capital versé.

Dès cette première période, la Société Générale a donc renoncé en partie au rôle de commanditaire du commerce et de l'industrie. Elle a jugé qu'en s'adonnant sur une trop grande échelle aux opérations de crédit mobilier, elle ne tarderait pas à immobiliser toutes les ressources sociales, danger grave quand ces ressources sont composées comme ici, de dépôts toujours exigibles. En cas de crise, c'est la débâcle. Si la Société Générale avait rempli dans toute son ampleur son programme primitif, elle n'eût pas fait face si aisément aux demandes de remboursement qui affluèrent dès le début de la guerre de 1870.

Certes, le rôle qu'elle avait d'abord prétendu jouer comme le Crédit Mobilier l'avait fait avant elle, était utile, bienfaisant, nécessaire même. Mais il fallait choisir entre les deux catégories bien distinctes d'opérations, et si l'on voulait se consacrer au crédit commanditaire, à long terme par conséquent, n'avoir que des ressources à long terme également.

La Société Générale a eu la sagesse de savoir opter entre les deux voies. Sans renoncer à encourager l'industrie, elle consacre à des placements à court terme, la majeure partie de ses ressources ; elle veut se constituer une importante clientèle et servir de mandataire pour toutes les affaires de bourse et les emplois de capitaux. Elle prétend remplir vis-à-vis de toutes les classes de la société, le rôle que la Banque de France et le Comptoir d'Escompte jouent plus particulièrement pour le Commerce.

Elle offre à chaque personne une caisse qui se charge de ses économies, garde ses titres, touche ses coupons, elle accepte les dépôts aussi bien à vue qu'à échéance plus ou moins longue ; par l'usage du chèque enfin, elle facilite les paiements.

En somme, partie d'un point de départ absolument opposé à celui des autres établissements de crédit, très vite elle en arrive à suivre une route parallèle et à se rapprocher du type actuel, que le succès devait couronner.

Voici pour finir les chiffres des principales opérations en 1865, première année complète et en 1869.

(millions de francs)		
	1865	1869
Dépôts à vue	15,7	52,3
— à échéance	41,7	36,0
Comptes courants débiteurs	»	39,6
Effets à recevoir.	25,6	56,2
Effets à payer	»	20,2
Mouvement général du portefeuille. . .	493,2	1,609,7

CHAPITRE VII

LE RÔLE DES GRANDES BANQUES DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU PAYS DE 1848 A 1870

Il n'est pas nécessaire d'insister beaucoup sur le rôle bienfaisant joué par les grandes banques dans le développement économique de la France, pendant cette première période de leur histoire. Ce rôle apparaît en effet à chaque instant dans l'étude de chacune d'elles ; on se rend compte de toutes les affaires qu'elles ont créées ou agrandies, de l'aide considérable qu'elles ont apportée au commerce et à l'industrie.

Les banques ont fait leur apparition à un moment où les capitaux des particuliers devenaient insuffisants pour subvenir à tous les besoins. La naissance de la grande industrie, due aux extraordinaires progrès scientifiques qui ont tout transformé au xix^e siècle, exigeait des ressources d'une importance toute nouvelle. Un petit banquier avait bien pu autrefois

commanditer une entreprise de transport par diligences ou un petit atelier de quelques ouvriers ; vers 1850 les plus puissants banquiers de l'époque ne pouvaient pas offrir aux Compagnies de chemin de fer les milliards dont elles avaient besoin pour achever notre réseau. Seule l'association des capitaux, bienfaisante comme toujours, pouvait réaliser ce prodige, faire naître en quelque sorte les ressources nécessaires ; par les grandes Banques, même les fortunes les plus modestes sont étroitement associées au développement merveilleux de la France à cette époque ; ce ne sont pas seulement les plus gros financiers, ce sont les innombrables petits capitalistes français qui, directement ou indirectement, ont commandité les entreprises de tout genre qui se sont formées. Les banques ont permis de réduire au minimum le chiffre des capitaux laissés improductifs.

Dès 1848, l'intervention des Sociétés de crédit, la Banque de France, les Comptoirs d'Escompte, sauve le commerce d'un désastre sans précédent. Par l'escompte des effets de commerce ils permettent aux différents établissements de régler leurs échéances, de ne pas interrompre la production ; la crise a été atténuée grâce à eux.

Ce rôle de l'escompte s'est continué dans la suite ; bien que ce soit plus spécialement la fonction de la Banque de France, créée dans ce but, les banques privées ont de plus en plus pris l'habitude de prati-

quer ces opérations sur une large échelle ; le Comptoir d'Escompte dès le début de son existence, et après lui, les autres grandes Sociétés de crédit fondées de 1859 à 1870, ont considéré l'escompte comme le placement idéal de leurs disponibilités. Les effets étant tous à courte échéance, les capitaux exigibles à tout moment trouvent là un emploi sûr et productif. La sécurité est d'autant plus grande, qu'on a toujours la ressource de réescompter son portefeuille à la Banque de France, en cas de besoin urgent ; celle-ci, par son pouvoir d'émission des billets, a instantanément liquides les capitaux nécessaires.

Cette situation rend naturellement les plus grands services au commerce ; le taux de l'escompte reste toujours bas, sauf en temps de crise, grâce à la concurrence des banques, et les diverses entreprises trouvent ainsi à bon marché les capitaux qui leur sont utiles.

Il ne s'agit, il est vrai, ici, que du crédit commercial, à court terme ; mais celui-ci est déjà de première nécessité, il aide sinon à la création de maisons nouvelles, du moins à l'extension de celles déjà existantes ; il leur permet de vivre et de se développer.

Le crédit commanditaire a d'ailleurs, lui aussi, joué un rôle dans l'histoire économique de l'époque ; le Crédit Mobilier lui a consacré toutes ses ressources,

et si beaucoup de ses créations n'ont pas été heureuses, certaines ont donné de bons résultats.

Les Compagnies de chemin de fer lui doivent le résultat brillant de leurs nombreuses émissions d'actions et obligations. La liste des affaires auxquelles a participé le Crédit Mobilier est longue ; on y voit notamment les Compagnies de chemins de fer de l'Ouest, de l'Est, du Midi, du Dauphiné, de Dôle à Salins, la Compagnie transatlantique, les Compagnies du Gaz, des Omnibus, des petites voitures ; à l'étranger on peut citer les chemins de fer Autrichiens, Russes, Suisses, de Séville à Cordoue, du Nord de l'Espagne, la Banque Ottomane, plusieurs Crédits Mobiliers.

Même ces entreprises étrangères présentent un intérêt pour la France, car l'intérêt des capitaux exportés vient chaque année augmenter notre créance sur l'étranger. Cela crée une situation du change très favorable à notre pays, et cela facilite puissamment la conclusion des crises.

En dehors des affaires qu'elles ont elles-mêmes commanditées, les banques en ont fait aboutir beaucoup d'autres, en servant d'intermédiaire ; grâce aux moyens d'action dont elles disposaient sur leur clientèle, elles ont placé rapidement un grand nombre de valeurs, classé très vite dans le public un emprunt, une émission quelconque.

Quelques chiffres montrent le développement

énorme du réseau de chemins de fer français, développement dû à l'intervention des grandes banques :

En 1847, il y a	1832 km.	d'exploités
En 1855, —	5037	—
En 1860, —	9167	—
En 1865, —	13227	—
En 1869, —	16465	—

Les statistiques montrent également la progression colossale du commerce extérieur; cette progression est surtout marquée depuis le traité de commerce conclu le 23 janvier 1860 avec l'Angleterre; la France ouvrait ses frontières au commerce mondial et renonçait au système de protection excessive pratiqué jusque-là; l'effet en fut une recrudescence de l'activité économique.

Voici les chiffres du commerce extérieur (commerce spécial) pendant cette période (en millions de francs).

	Exportation	Importation	Total
1847	956	720	1,676
1855	1,558	1,594	3,152
1860	2,277	1,897	4,174
1861	1,926	2,442	4,368
1865	3,088	2,641	5,729
1869	3,075	3,153	6,228

En même temps que dans la législation douanière, le libéralisme gagnait le régime des Sociétés par actions; cela aussi devait avoir une influence très

heureuse sur le développement des établissements de crédit et de la grande industrie en général. Déjà une loi de 1863 (23-29 mai) accorde une certaine liberté aux sociétés par actions ; elle supprime notamment la nécessité de l'autorisation ; mais la méfiance subsiste, et les prescriptions restrictives abondent encore. Le maximum du capital social est de 20 millions ; les administrateurs doivent posséder le vingtième de ce capital sous forme d'actions nominatives et inaliénables. On édicte de nombreuses mesures de contrôle et de publicité.

La loi du 24 juillet 1867 abroge beaucoup de ces restrictions et établit le régime actuel, régime libéral et souple. L'effet de cette loi a été considérable ; les nouvelles sociétés ont pu se créer librement sans craindre les intrigues de rivaux déjà en place et intéressés aux refus de l'autorisation. Les banques ont pu agir sans entraves, sans incessantes immixtions gouvernementales ; elles ont pu plus aisément fonder des entreprises nouvelles. La loi reconnaissait enfin et encourageait la concentration des capitaux, conséquence indispensable des nouvelles conditions de vie, des progrès de la science, de la tendance générale vers la grande industrie.

C'est aux grandes banques qu'on doit d'avoir les premières imaginé, réalisé cette concentration des capitaux ; c'est elles qui l'ont acclimatée en France et qui, triomphant de la routine et de la méfiance

traditionnelle, l'ont imposée aux pouvoirs publics après en avoir assuré la mise en pratique.

On leur doit ainsi le merveilleux instrument, la base nécessaire de tout le progrès économique contemporain.

DEUXIÈME PÉRIODE

De 1870 à 1885.

CHAPITRE VIII

LES GRANDES BANQUES ET LA GUERRE DE 1870

Les désastres de 1870-1871 devaient mettre en pleine valeur l'utilité pour un pays d'avoir de grands établissements de crédit, puissamment organisés, et d'une solidité à toute épreuve. Les banques françaises, pendant comme après la guerre, ont joué un rôle éminemment bienfaisant, et répondu de façon brillante aux espérances que le public mettait en elles. Nous ne parlerons pas de la Banque de France, qui sort du cadre de cette étude, mais dont les services ont été incomparables. Par ses émissions de billets, par ses avances au Gouvernement, par toutes ses interventions dans les grosses opérations financières qui ont suivi la conclusion de la paix, elle

s'est montrée l'auxiliaire indispensable des pouvoirs publics.

Mais les sociétés de crédit privées ont eu, elles aussi, un rôle considérable à jouer. D'abord par leur solidité incontestable, elles ont évité bien des paniques et contribué à maintenir la confiance dans le crédit de la France. Toutes les grandes banques, sans exceptions, ont fait honneur à leurs engagements. Au milieu d'une crise formidable qui rendait difficile la réalisation de leurs ressources, les demandes de remboursement affluaient de toutes parts ; le public, pris de peur, réclamait son argent, et d'ailleurs tout le monde avait un besoin urgent de ses capitaux. Tous les dépôts réclamés furent remboursés jusqu'au dernier sou. La Société Générale, à elle seule, remboursa 130 millions pendant la guerre et ne fit jamais attendre un seul de ses créanciers. Le fonctionnement régulier de la Société fut maintenu. Un bureau provisoire fut installé à Genève, avec un sous-directeur chargé de veiller à la continuation des opérations avec l'étranger. Quant à l'administration provinciale, elle fut assurée par le chef du service des agences qui se transporta à Lyon, puis à Marseille. Une agence fut créée à Londres et le Conseil d'administration s'y installa.

Les autres banques firent preuve de la même solidité. Dans le rapport à l'assemblée du 29 juillet 1871, les administrateurs du Comptoir d'Escompte se

vantent d'avoir remboursé 70 millions de francs de dépôts en une semaine. Pendant le blocus de Paris, le portefeuille de province avait été envoyé à Nantes avec une partie du personnel, et les valeurs sur l'étranger à Londres. Pendant la Commune, l'Administrateur-délégué du Comptoir se retira à Versailles avec la plus grande partie des valeurs, et de là continua à diriger les opérations qui ne furent jamais interrompues.

De même, le Crédit Lyonnais eut constamment en caisse plus que ses exigibilités de toute nature.

Après la guerre, les banques firent preuve de la même activité et elles rivalisèrent de zèle pour le bien public. Au mois d'octobre 1871, elles s'entendent pour émettre des bons de monnaie dont la circulation devait atténuer les effets de la crise monétaire. Le Comptoir d'Escompte se chargea de l'émission de bons de 5 francs pour le compte de neuf établissements syndiqués : Comptoir d'Escompte, Crédit Foncier, Crédit Agricole, Crédit Industriel, Crédit Lyonnais, Société de Dépôts et Comptes courants, Banque de Paris, Banque des Pays-Bas, Société Financière. La Société Générale, de son côté, faisait une émission spéciale de bons de 1, 2 et 5 francs. Tous ces bons facilitèrent beaucoup la circulation monétaire ; ils furent accueillis partout avec grande faveur et se répandirent dans toute la France.

Mais là où le rôle des Banques fut de première im-

portance, ce fut pour l'émission des emprunts considérables, nécessités par le paiement de l'indemnité de guerre et par la réorganisation de la défense nationale. Elles furent pour beaucoup dans le succès merveilleux de ces emprunts, qui eut pour résultat de relever d'un coup le crédit du pays, non seulement en France, mais à l'étranger, de rétablir et de consolider la confiance que le monde entier avait en notre vitalité.

Le premier emprunt fut autorisé par la loi du 20 juin 1871 ; il consistait en rentes 5 0/0 émises à 82 fr. 50 par voie de souscription publique ; l'Etat demandait 134 millions de francs de rente représentant un capital réel de 2 milliards ; les souscriptions s'élevèrent à 296.821.760 francs de rentes représentant un capital de 4.897 millions 1/2. Ce résultat, obtenu au lendemain même de la Commune, étonna les financiers les plus expérimentés. Il devait être pourtant singulièrement dépassé pour l'emprunt de 3 milliards autorisé par la loi du 15 juillet 1872 : c'était également du 5 0/0 émis cette fois à 84 fr. 50. On offrait 207.026.310 francs de rentes ; le public souscrivit pour la somme fantastique de 2.592.668.435 francs, soit un capital de près de 44 milliards de francs ! l'étranger figurait dans ce total formidable pour plus de 26 milliards, la France pour près de 18 milliards. Les grandes banques avaient naturellement fait beaucoup pour ce résultat

prodigieux ; le Comptoir d'Escompte, par exemple, à lui seul, avait réuni les demandes de 15.000 souscripteurs pour 60 millions de rentes et 1.200 millions de capital.

Les banques non seulement se sont entremises pour l'émission des emprunts, mais elles ont elles-mêmes garanti des sommes considérables. C'est grâce à leur intervention spontanée, leurs engagements effectifs, que le Gouvernement a pu procéder à des paiements anticipés de l'indemnité de guerre et par conséquent obtenir la libération plus prompte du territoire. C'est ainsi, par exemple, que le paiement du quatrième demi-milliard fut garanti par toutes les grandes maisons financières, Sociétés de crédit comme banquiers privés. De même pour le règlement de la contribution de guerre de 350 millions imposée à la ville de Paris en 1871, ce sont les grandes banques et avec elles la maison Rothschild qui ont fait immédiatement l'avance de cette somme, et par cet exemple de confiance ont entraîné le succès de l'emprunt qui suivit.

Les Sociétés de Crédit sont également intervenues avec la Banque de France dans les opérations délicates nécessitées par le paiement de l'indemnité de guerre à l'Allemagne. Le mode prévu pour ce paiement était : l'or, l'argent, les billets de la Banque d'Angleterre, de la Banque de Prusse, de la Banque royale des Pays-Bas, de la Banque Nationale de Belgique,

les billets à ordre ou lettres de change négociables de premier ordre, valeur comptant sur ces mêmes pays. Le change du thaler fut fixé pour ces opérations à 3 fr. 75 et celui du florin d'Allemagne à 2 fr. 15. Pour les valeurs non allemandes, le change était à la charge du Gouvernement français qui devait les convertir en valeurs allemandes.

Autant que possible, on évita d'exporter une quantité considérable d'espèces métalliques et pour tous les paiements en papier, les banques eurent un rôle actif à jouer ; on achetait tous les effets sur quelque pays que ce fût et on les faisait passer en Allemagne, ou bien on les convertissait à Londres en papier allemand. Ces opérations furent d'ailleurs facilitées par le fait qu'une grande partie des emprunts avait été souscrite par l'étranger.

Le Gouvernement signa une convention avec un syndicat de 55 maisons de banque ; ces maisons s'engageaient à garantir l'emprunt de 3 milliards et à fournir 700 millions de francs de papier sur l'étranger ; on combinait une opération de change avec la garantie de l'emprunt, et cette intervention contribua à la régularisation du cours du change vers la fin de 1872.

Tout ceci suffit à démontrer l'efficacité de l'aide apportée au Gouvernement par les Sociétés de Crédit pendant cette période difficile. En deux ans et demi, la France a payé la plus lourde indemnité de

guerre qui ait jamais été imposée à un peuple ; elle a opéré son relèvement avec une rapidité qui a fait l'émerveillement de ses ennemis eux-mêmes. Au point de vue économique, une bonne part en est due aux institutions de crédit qui lui ont donné l'outil indispensable de cette renaissance.

CHAPITRE IX

CONSTITUTION DE LA BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS (1872)

La création de la Banque de Paris et des Pays-Bas en 1872 est un événement dans l'histoire des banques, car elle marque l'apparition d'un type à part, tout à fait distinct des autres grands établissements de crédit existant à l'époque ; c'est le type de ce que l'on a appelé la banque d'affaires ; le Crédit Mobilier, il est vrai, avait déjà réalisé certains des caractères de la banque d'affaires ; mais il s'en distingue totalement par un point de première importance, à savoir la nature de ses ressources. Le Crédit Mobilier se livrait à toutes les opérations de banque, il acceptait toutes les sources de bénéfices et recevait notamment les dépôts en comptes courants sur une vaste échelle. La Banque de Paris, elle, ne travaille qu'avec ses ressources propres, son capital social et ses réserves, auxquels peuvent s'ajouter les capitaux des groupes

financiers dont elle est le pivot ; ces groupes viennent prendre une participation dans les affaires dont s'occupe la banque, et cela augmente la puissance, la valeur financière de l'établissement. Mais en somme, son but unique est de faire fructifier ses capitaux personnels au mieux de ses intérêts, et elle s'abstient soigneusement de toutes les opérations de banque proprement dites, de tout ce qui constituerait un risque grave, vu la nature de ses placements.

On voit l'utilité évidente de ce genre d'établissement, pour l'Etat notamment ; n'étant jamais préoccupé d'avoir des disponibilités, puisqu'il n'a pas d'exigibilités immédiates, il est beaucoup plus libre dans l'emploi de ses capitaux ; il peut plus facilement que n'importe qui prendre à forfait un emprunt, en garantir le placement ; si, par suite des circonstances, ce placement dans le public se fait mal, est retardé, la banque d'affaires n'a qu'à attendre des occasions favorables ; la banque ordinaire pourrait être forcée de liquider, même à des conditions très défavorables.

Et, de même, la commandite de l'industrie ne peut être réalisée d'une façon rationnelle que par une Société de crédit de cette nature ; on ne peut en effet jamais savoir exactement, quand on commandite une industrie, au bout de combien d'années la production sera suffisamment intense, les bénéfices assez forts pour permettre le remboursement des

capitaux engagés. Une banque ne peut donc pas compter sur ce remboursement, faire état de ces créances pour une échéance fixe.

La Banque de Paris et des Pays-Bas fut fondée en janvier 1872 par la fusion de deux établissements qui entraient en liquidation : la « Banque de Paris » et la « Banque de crédit et de dépôts des Pays-Bas ». La première était une institution unique jusqu'alors. Dirigée sous l'Empire par MM. Cernuschi, Delahante, Edmond Joubert, elle formait plutôt une aristocratie de grosses fortunes, un syndicat de financiers expérimentés qu'une banque ordinaire ; sans guichets ni correspondants, elle ne recevait pas de dépôts, ne publiait pas de comptes rendus, n'ouvrait guère de crédits. Son capital était de 25 millions, dont le quart seulement versé, mais cette somme ne donne pas une idée exacte de sa puissance ; les administrateurs, grâce à leur renom et à leurs propres ressources, traitaient de puissance à puissance avec les gouvernements étrangers et prenaient de gros emprunts. Le capital était divisé en parts de 10.000 francs et ces parts n'étaient transférables qu'avec l'autorisation du Conseil d'administration.

Quant à la Banque de crédit et de dépôts des Pays-Bas, elle avait son siège social à Amsterdam, mais était française par la nature de ses opérations ; ses chefs étaient MM. Henri Bamberger et Bischofsheim ; sa direction était à Paris et elle avait des succursales

à Genève, Bruxelles et Anvers. Ne comptant que neuf années d'existence en 1872, elle était déjà très prospère. A sa liquidation, ses actions de 500 francs reçurent une action de la nouvelle Société et touchèrent en plus un remboursement en espèces de 210 francs.

La Banque de Paris et des Pays-Bas fut constituée définitivement le 27 janvier 1872 au capital de 125 millions divisé en 125.000 actions de 1.000 francs, libérées de moitié ; le capital réalisé était donc de 62 millions 1/2. Sur les 125.000 actions, 90.000 servirent à payer l'apport des deux Sociétés dissoutes.

Le premier Conseil d'administration était composé d'une manière très remarquable ; il comprenait, sous la présidence de M. Bamberger, MM. Ed. Fould, Eug. Gouin, Ed. Hentsch, Ed. Joubert, A. Schnapper et Jacques Stern.

La nouvelle banque suivit dès le début les errements de l'ancienne Banque de Paris ; elle n'eut pas de dépôts, n'exécuta aucune opération de banque et de bourse pour la petite clientèle, n'ouvrit pas de crédits et n'eut guère que des correspondants en compte. Toute son attention et son activité se concentrèrent sur l'émission des emprunts d'Etat et des valeurs négociables à la Bourse. Dès sa fondation, elle représenta une force financière considérable tant par l'importance de son capital que par les grosses fortunes qui gravitèrent dans sa sphère, aussi

bien à l'intérieur de son conseil d'administration qu'au dehors. Elle exerça une sorte d'attraction sur les banquiers privés, dont beaucoup subirent son ascendant et se rangèrent derrière elle. Elle resta donc une sorte de groupement de puissances financières.

La Banque de Paris et des Pays-Bas reprit immédiatement les quatre établissements de la Banque de crédit et de dépôts des Pays-Bas à Amsterdam, Anvers, Bruxelles et Genève, et elle en fit quatre succursales qui existent encore aujourd'hui, sauf celle d'Anvers supprimée en 1876.

Dès l'année de sa fondation, la Banque de Paris donnait la mesure de sa puissance et des services qu'elle pouvait rendre, en souscrivant, près de deux fois et demie, le grand emprunt de 3 milliards ; elle réalisa à cette opération un bénéfice de 3 millions et le bénéfice total du premier exercice atteignit 14 millions.

Ces résultats brillants lui attirèrent une grande considération et contribuèrent à son développement ultérieur. Elle avait participé au contrat conclu par le ministre des Finances pour la livraison de 700 millions de traites sur l'étranger. Le gouvernement l'autorisa à recevoir dans ses succursales les versements de l'emprunt, et lui demanda de garder en dépôt les sommes provenant soit de versements, soit de l'encaissement de lettres de change sur l'étranger,

en attendant leur emploi définitif. Ce fut là une dérogation temporaire à la règle qu'elle s'était elle-même imposée de repousser tous les dépôts de fonds.

En même temps, la Banque de Paris avec les autres grandes banques parisiennes s'occupait des Chemins de Fer de la Turquie d'Europe, participait à la constitution de la Banque hypothécaire espagnole et intervenait dans beaucoup d'autres affaires. Déjà, dans ce premier exercice, elle put prélever une somme de 5 millions pour le fonds de prévoyance qu'elle avait créé et qui devint une des forces de la Banque.

Les années suivantes furent moins brillantes ; en 1873 une crise financière et commerciale sévit à Vienne, Francfort, Hambourg, Berlin, et son contre-coup sur le marché français fut un nouvel arrêt des affaires, qui commençaient à reprendre. Les émissions lancées en France à ce moment n'eurent qu'un succès très médiocre, telles le Crédit Foncier des Etats-Unis ou les obligations égyptiennes. La Banque doit donc rester sur l'expectative ; les intérêts qu'elle avait en Espagne sont menacés par la très grave crise politique espagnole ; puis arrive la crise orientale. En 1875, les sommes employées provisoirement par elle en effets et en reports lui donnent un si faible intérêt, qu'elle préfère placer une partie de son fonds de prévoyance en achat de ses propres actions, plutôt que de s'intéresser à d'autres affaires.

L'année 1876 est la plus mauvaise de la période ; la

seule affaire nouvelle fut un emprunt de la Ville de Paris. La Banque diminue de moitié son dividende qui est de 30 francs cette année-là et supprime sa succursale d'Anvers. Le bénéfice net n'est que de 3 millions, soit une diminution de 5 millions sur l'exercice précédent.

Pendant la guerre d'Orient, elle participe à un emprunt russe et constitue un syndicat pour l'émission des obligations de la Compagnie des Chemins de fer de Bône-Guelma ; à partir de ce moment, les affaires commencent à s'améliorer et ce mouvement ne fait que s'accélérer jusqu'au krach de 1882.

En 1878, à la suite d'un vœu émis dans une assemblée d'actionnaires, on décide de réduire le capital de moitié en libérant définitivement sans nouveau versement les actions de 1.000 francs libérées de 500 francs.

De 1879 à 1882, la France connaît une période de prospérité sans précédent ; des affaires nouvelles se créent chaque jour, la spéculation fait monter toutes les valeurs. En 1879, les bénéfices sont surtout réalisés, pour la Banque de Paris, par la vente de nombreuses valeurs en hausse. La dividende remonte à 60 francs, les réserves s'accroissent de 3 millions. En 1880, au contraire, la Banque procède à de nombreuses émissions. Sa participation à la constitution de la Banque hypothécaire de France lui rapporte des bénéfices ; elle s'intéresse aux émissions de la Com-

pagnie du Canal de Panama, à l'emprunt 30/0 amortissable de 1 milliard. Ses réserves, qui n'étaient que de 10.600.000 francs en 1876, sont en 1881 de 18 millions, auxquels il faut ajouter le solde reporté au crédit du compte de Profits et Pertes de l'exercice suivant, soit 7.658.142 francs.

En 1882 survient la crise de l'Union Générale; la Banque de Paris devait en ressentir profondément les effets jusqu'en 1886. Une des conséquences de la crise fut la disparition de la Banque hypothécaire de France, fondée en 1879 au capital de 100 millions et qui, après avoir essayé de faire concurrence au Crédit Foncier, finit par fusionner avec lui; les établissements fondateurs de cette Société, et en tête la Banque de Paris, traitent avec le Crédit Foncier et s'engagent à ne jamais donner leur concours à la création d'une Société destinée à lui faire concurrence.

La crise n'abat du reste pas le crédit de la Banque de Paris; ses actions descendent seulement de 1.300 à 1.050 francs, ce qui était peu, en raison de la panique générale. Mais il n'y a plus aucune affaire nouvelle, donc aucun bénéfice. La succursale de Genève est assez sérieusement atteinte par le krach des marchés de Paris et de Lyon, et notamment par la chute de la Banque de Lyon et de la Loire.

Le bilan de l'exercice 1882 accuse une diminution de bénéfice de plusieurs millions, et celui de l'exer-

cice 1883 est encore moins satisfaisant. On est dans une période de stagnation industrielle et commerciale. La Banque de Paris s'occupe d'un emprunt argentin, et encore n'en prend-elle la plus grosse partie qu'à commission ; elle s'intéresse également à l'émission de titres du Canal de Panama et du Crédit Foncier. Ses actions tombent cette année-là à 915 francs à cause des difficultés avec l'Espagne où elle a des intérêts.

En 1884, il n'y a pas d'amélioration et la Banque continue à rester sur la réserve ; elle souscrit pourtant un dixième de l'emprunt français en rentes amortissables 3 0/0. Le dividende déjà réduit de 60 à 50 francs baisse à 35 francs cette année-là. Enfin, en 1885, la même situation se continue, l'abstention est générale ; la Banque de Paris émet pourtant un nouvel emprunt argentin, mais elle exige le concours des banques françaises et de deux maisons de Londres. Cette année 1885 marque la fin de la liquidation de la crise ; en 1886, on allait voir le relèvement économique et la reprise des affaires.

Voici à la fin de cette période les chiffres des principaux chapitres du bilan de la Banque :

(millions de francs)

	1872	1880	1885	
Comptes-courants créditeurs . . .	87,8	58,5	46,3	
Comptes-courants débiteurs . . .	75,0	25,2	24,5	
Portefeuille-titres	Fonds d'Etat . .	8,1	7,1	»
et	Actions et obliga-			
Participations	tions	8,6	40,1	40,3
diverses	Participations di-			
	verses . . .	14,0	8,2	10,4
Effets à recevoir	50,9	5,5	25,4	
Effets à payer	12,9	1,2	12,9	
Réserves.	6,0	17,4	20,5	

CHAPITRE X

L'UNION GÉNÉRALE ET LA CRISE DE 1882

Peu de banques ont eu une histoire aussi mouvementée que l'Union Générale ; elle n'a eu que trois ans et demi à peine d'existence, et pendant ce court laps de temps, elle a su se faire une place prépondérante, acquérir la situation la plus enviée, devenir l'objet de toutes les préoccupations ; même sa brusque disparition a été un événement international, un désastre presque sans précédent dans l'histoire de notre marché financier.

La banque de l'Union Générale a été constituée le 3 juin 1878 au capital de 25 millions, dont un quart versé ; le président du Conseil d'administration était le Marquis de Ploeuc, et parmi les administrateurs figurait celui qui fut l'âme de l'affaire, M. Bontoux.

M. Eugène Bontoux, né en 1824, avait passé par Polytechnique et avait été longtemps ingénieur.

En 1878 il était établi depuis vingt ans en Au-

triche, où il avait occupé notamment les fonctions de directeur général des chemins de fer du Sud de l'Autriche ; des spéculations industrielles lui avaient ensuite coûté une partie de sa fortune.

Dès la fin de juillet 1878 le Marquis de Ploeuc démissionnait et M. Bontoux lui succédait à la tête de la Société.

Le premier but de la fondation de l'Union Générale était de venir en aide à une Société en commandite, fondée deux ans plus tôt sous le même nom d'Union Générale et sous la raison sociale Dervieux Guillaumerou et C^{ie} ; le capital de la Banque fut immédiatement aux trois quarts immobilisé dans les affaires de cette maison.

M. Bontoux le reconnut lui-même plus tard ; dans son livre : « l'Union Générale. Sa vie, sa mort, son programme », il écrit : « Au mois d'août 1878 je commettais l'incommensurable sottise d'accepter la présidence d'une Société n'ayant plus de capital disponible, sans me rendre compte des responsabilités que j'assumais ».

Plus loin il déclare : « J'étais absolument inexpérimenté en matière de banque et de bourse » et « j'ignorais entièrement la manipulation intérieure d'un établissement financier ». Il acceptait pourtant la présidence avec l'idée que seul le directeur était l'autorité exécutive responsable vis-à-vis du conseil qui n'avait, lui, que des décisions à prendre. Lui-

même dit ne s'être jamais mêlé de la gestion intérieure de la Société, au point de vue exécutif.

Pourtant, dès ce moment, M. Bontoux avait son programme, arrêté dans son esprit ; et c'est à le réaliser qu'il a employé toute son énergie, toutes ses forces.

Dans ses plans très ambitieux il jugeait que le premier élément de force était une clientèle nombreuse et confiante : et à ce point de vue le groupe lyonnais qui avait pris la plus large part à la création de la Banque avait une grande valeur.

M. Bontoux connaissait à fond l'Autriche-Hongrie, savait la valeur des titres de chemins de fer ou autres affaires de ce pays, et c'est là qu'il voulait concentrer son activité, comptant y trouver pour le capital français des placements sûrs et avantageux.

Ce que M. Bontoux avait voulu faire au fond, c'est une banque catholique par opposition à toute la haute banque juive qui dominait le marché ; et ce fut sa force pendant longtemps d'être soutenu par toutes les énergies catholiques du pays ; non seulement il eut pour lui la classe la plus élevée de la société, celle où l'on trouve les plus grosses fortunes, mais il s'appuyait sur les campagnes, sur la masse des tout petits capitalistes, qui, en se réunissant, forment une puissance financière colossale ; le clergé même intervint en sa faveur et lui confia ses économies.

Il put donc très vite s'appuyer sur une clientèle très sérieuse, absolument dévouée, et riche.

Ce fut une cause du succès inouï de la Banque, mais ce fut aussi sa faiblesse, car cela lui attira des inimitiés puissantes, des haines irréconciliables.

Le succès vint vite mais non point pourtant la première année de son existence.

A la clôture du premier exercice la situation était précaire ; le bénéfice ne s'élevait qu'à 1 million ; la majeure partie provenait des intérêts de son capital immobilisé.

M. Bontoux partit pour Vienne chercher des affaires ; il rapporta un lot de 30.000 obligations de la Compagnie des chemins de fer Nord-Est Hongrois, dont aucune banque n'avait voulu essayer le placement ; en quelques semaines, par une souscription rapide, la Banque réalisait un bénéfice de près de 600.000 francs.

Beaucoup d'autres émissions succédèrent à cette première opération ; on peut citer les obligations du chemin de fer Prince Rodolphe, du Nord-Ouest de l'Espagne, des chemins de fer Brésiliens, les obligations domaniales Hongroises, la rente Autrichienne 4 0/0 qui se capitalisait alors à 6 1/2, et la rente Hongroise capitalisée à 7 et 7 1/2 0/0. Comme on le voit, l'Autriche-Hongrie occupe une part prédominante dans ces opérations. Cela s'explique par le fait de la prospérité économique du pays à ce moment ; après les revers de 1859 et de 1866 l'Autriche s'était recueillie pendant longtemps ; puis, comme il arrive

toujours, à la période de stagnation, surtout après la grande crise de 1873; avait succédé une période d'activité féconde, de relèvement économique : la production industrielle et agricole était en plein développement : on avait besoin de capitaux et ceux-ci trouvaient là un emploi très lucratif.

Le 29 avril 1879 le capital de l'Union Générale devenu insuffisant, était porté à 50 millions, dont 1/4 versé, et le bénéfice fut cette année-là de près de 11 millions; la progression était rapide.

Mais c'est en 1880 que l'Union Générale devait donner toute sa mesure; le capital est de nouveau doublé et porté à 100 millions, dont 1/4 versé, le 15 novembre 1880. La grosse opération de l'année fut la création de la Länder Bank, ou Banque des Pays Autrichiens. Le 17 octobre, la *Gazette officielle* de Vienne publiait l'acte de concession à l'Union Générale de la Banque Impériale et Royale des Pays Autrichiens. Le secret avait été bien gardé, et la sensation fut profonde dans toute l'Europe. La Länder Bank était constituée le 11 novembre 1880; l'Empereur nommait le gouverneur statutaire, président de droit du conseil d'administration. Le capital était de 100 millions, et l'Union générale versait à très court intervalle, en deux versements, les 50 millions nécessaires à la constitution. Le conseil d'administration fut composé de 6 membres autrichiens et 6 membres français.

La Banque commença ses opérations en 1881, et pendant l'unique année où elle a vécu dans l'orbite française, elle a fait montre d'une grande activité, émis des rentes autrichiennes et hongroises, un emprunt serbe, elle s'occupa de la Compagnie métallique des Alpines, des chemins de fer serbes. Le 19 septembre 1881, le capital nominal était porté à 200 millions par l'émission de 200.000 actions libérées de 250 francs, que l'Union Générale prenait à forfait au cours de 75 francs.

L'Union Générale s'intéressait à d'autres affaires également, souscrivait notamment un emprunt serbe de 100 millions, se chargeait comme entrepreneur de la construction d'une ligne de chemin de fer de 365 kilomètres et de l'exploitation d'autres lignes en Serbie; elle créait « La Réassurance », les Brasseries Austro-Françaises, la Banque des Pays Hongrois au capital de 25 millions, la Société d'assurance Franco-Hongroise, la Société des mines de Tréfail.

A la fin de l'exercice 1880, l'Union Générale accusait un bénéfice de 13 millions $1/2$; elle possédait 95 millions de dépôts, 45 millions de comptes courants. Le Crédit Lyonnais qui avait pourtant marché à pas de géants, avait mis dix ans pour en arriver là, et réunir des ressources aussi considérables.

En 1881 tout l'actif devait être augmenté dans d'énormes proportions par une spéculation insensée,

une hausse folle à la Bourse ; le dénouement approchait.

La longue crise qui avait sévi de 1873 à 1878 dans toutes les branches de la production, avait fait place en 1879 à une reprise générale, à une activité dévorante ; le phénomène se manifeste dans toutes les industries ; l'abondance des capitaux provoque un nouvel essor de la production. Les affaires nouvelles naissent avec une facilité extraordinaire ; les émissions de valeurs se multiplient. De plus en plus on a recours au crédit ; la prospérité est générale. Les émissions de valeurs sur le marché de Paris, qui étaient de 605 millions en 1878, sont de 3.053 millions en 1879, de 1.568 millions en 1880, de 1.223 millions et demi en 1881.

Au total les émissions faites de 1876 à 1882 s'élèvent à un chiffre de 9 milliard 255 millions 1/2 !

Ces fortes émissions, loin de diminuer la confiance du public, ne firent qu'exciter davantage son ardeur. En 1881 la hausse générale prit des proportions fantastiques ; tous les titres étaient manifestement cotés très au-dessus de leur valeur réelle ; l'exagération était visible pour les moins perspicaces ; les spéculateurs semblaient être tous atteints de folie.

En 1881 on constate un resserrement certain du crédit ; l'encaisse de la Banque de France baisse dans des proportions inquiétantes, partout le taux de l'intérêt s'élève.

En 1880 les changes nous avaient été défavorables ; notre circulation monétaire avait perdu 178 millions. La situation fut encore aggravée par l'échec de l'emprunt de 1 milliard en 3 0/0 amortissable émis à 83 fr. 25 ; les banquiers et la spéculation souscrivirent bien l'emprunt plusieurs fois ; mais la véritable épargne s'abstint, et le nombre des titres flottants déjà trop considérable augmenta d'autant ; le taux des reports devint ruineux. En juin 1881 il était de 15 à 20 0/0 pour les bonnes valeurs, et certains titres à crédit discuté ne trouvaient des reporteurs qu'à 50 et 60 0/0. Sur la Rente elle-même on trouve des reports de 0,70, 0,80 et même 0,85 sur le 5 0/0 par exemple, ce qui représente pour les douze liquidations mensuelles 10 fr. 20 contre un coupon de 5 francs.

Le prix de l'argent ne cesse de monter.

Le taux de l'escompte qui était de 3 1/2 0/0 à la fin de 1880 passe successivement à 4 0/0 puis à 5 0/0 dans toutes les banques (à la Banque de France le taux de 5 0/0 est établi le 20 octobre).

Et cependant la hausse continuait toujours ; le 3 0/0 amortissable qui était tombé à 82 francs en avril, remonte à 89 francs en juin ; l'action de la Banque de France monte à 7.000 francs, celle de Suez à 3.300 francs ; ce cours représentait pour le Suez un capital de 1.320 millions, alors que le capital versé n'était que de 200 millions ; le dividende

de 57 francs représentait un intérêt de moins de 2 0/0.

Pendant ce temps l'Union Générale procédait à une nouvelle augmentation de capital ; l'assemblée générale extraordinaire du 5 novembre 1881 élevait le capital effectif à 150 millions, par la création de 100.000 actions nouvelles entièrement libérées, et la libération des 200.000 anciennes ; pour cette libération on se procurait les 75 millions nécessaires de la façon suivante : on y consacrait une réserve extraordinaire de 25 millions, on demandait 25 millions aux bénéfices de l'année sur les 36 millions accusés au bilan, et 25 millions à la prime des actions nouvelles.

Sur aucune valeur la spéculation n'avait atteint la même intensité que sur les actions de l'Union Générale ; celles-ci, qui étaient encore à 750 francs à la fin de 1879, s'étaient élevées à 930 à la fin de 1880. En avril 1881 le cours moyen est de 1.202 fr. 50, en mai il est de 1.268 fr. 75, en juin de 1.387 fr. 50, en juillet de 1.445 francs ; en août les actions atteignent le cours de 1.682 fr. 50, à la fin de septembre elles sont à 2.015, à la fin d'octobre à 2.490, et enfin le cours de clôture du 31 décembre 1881 est de 2.925.

A ce moment les valeurs n'avaient plus de prix réel ; le revenu ne comptait plus pour rien ; on achetait non pour garder, mais pour revendre.

Il est généralement admis aujourd'hui qu'il y eut

à cette époque un syndicat à la baisse parfaitement organisé, qui se posa en adversaire du groupe de l'Union Générale.

Celle-ci, de son côté, s'efforça de soutenir les cours, et commit en particulier la grave imprudence de spéculer sur ses propres actions.

Dans cette lutte acharnée, l'Union Générale triompha pendant longtemps ; les premières attaques de ses adversaires en juillet furent infructueuses ; à la fin de l'année ils semblaient être à sa merci. Mais les dirigeants de l'Union Générale ne s'étaient occupés que de la place de Paris, où était né le syndicat à la baisse ; ils avaient négligé la place de Lyon, qui était pourtant le plus ferme soutien du groupe. C'est de là que devait venir le coup fatal.

La spéculation lyonnaise avait dépassé en folie tout ce qu'on peut imaginer ; la fièvre du jeu avait envahi toutes les classes de la société ; les industriels, les commerçants, les petits boutiquiers mêmes, mis en appétit par les gains énormes réalisés autour d'eux en quelques semaines, délaissèrent leurs affaires et se mirent à jouer sur toutes les valeurs. La spéculation se porta surtout sur une valeur locale, la Banque de Lyon et de la Loire.

Cette banque avait été fondée le 26 mars 1881 au capital de 50 millions, dont le quart seulement fut versé ; elle était présidée par M. Charles Savary, et avait pour directeur M. de Zielinsky et pour admi-

nistrateurs des personnalités du groupe de l'Union Générale. Les actions montèrent à 625 francs à la fin d'août, à 680 francs fin septembre, 715 fin octobre, 1.100 fin novembre et le 12 décembre elles étaient à 1.750 ! Le capital de 12 millions $1/2$ versé 9 mois plus tôt valait alors au cours du jour 137.500.000 fr., soit une prime de 1.000 0/0.

La Banque, s'occupant à l'instar de l'Union Générale des affaires austro-hongroises, eut l'idée malheureuse de lancer à Lyon le Crédit Maritime de Trieste ; suivant la législation autrichienne la concession de cette banque devait être faite par le ministre des finances et approuvée par le Parlement. L'émission des actions réussit brillamment, puis M. Savary partit pour Vienne, emportant avec lui les 25 millions de dépôt exigés par la loi ; et là le ministre des Finances lui déclara que la concession, faite auparavant à un tiers, ne pouvait être transmise, comme il avait été convenu, à la Banque de Lyon et de la Loire.

M. Savary dut repartir avec ses 25 millions pour Lyon, où l'aventure fit grand bruit, et ébranla le crédit de la Banque.

Le 20 décembre, les actions étaient encore à 1.725 francs, le 31 elles ne trouvaient pas d'acheteurs à 1.500 ; le 3 janvier 1882 elles tombaient à 1.150, et elles étaient à 600 à la liquidation du 16.

Avec une habileté merveilleuse les baissiers pari-

siens surent exploiter la débâcle du marché lyonnais, et la répercussion qu'elle eut sur les valeurs du groupe Union Générale.

Comme il arrive toujours en pareil cas, à la confiance aveugle succède brusquement une panique formidable ; toutes les valeurs s'écroulent ; les moins solides fléchissent d'abord, puis la baisse gagne même les actions de l'Union Générale. A ce moment M. Bontoux était à Vienne, pour conclure, disait-on, des affaires encore plus belles que les précédentes ; à son départ, les actions se cotaient encore à plus de 3.000 ; quand il revient vers le 25 janvier elles ne trouvaient plus aucun preneur à 900 ; le cours de compensation du 16 janvier avait été de 2.750. Pendant son absence, les administrateurs de la banque avaient pourtant pris une mesure désespérée, extravagante, dont M. Bontoux a toujours décliné la responsabilité ; ils sortirent 100 millions des caisses de la Société, pour résister à la baisse en achetant des actions coûte que coûte ; c'était un acte d'aberration incompréhensible, et il fut insuffisant à arrêter la panique déchaînée sur le marché.

La situation traîna pendant huit jours, les vainqueurs réunis en syndicat de sauvetage n'osant frapper le coup décisif.

Le 28 janvier 1882 le président de l'Union Générale déclarait que tout pouvait encore s'arranger, qu'il suffisait pour sauver l'Union d'une somme de

25 millions et que l'assemblée des actionnaires convoquée pour le 3 février en donnerait non 25 mais 50. Et il demandait aux créanciers d'attendre jusqu'à cette assemblée ; le syndicat des baissiers refusa formellement.

Un administrateur judiciaire avait, sur la demande du conseil d'administration, pris la direction des affaires. Il semblait que l'assemblée générale pût, en effet, apporter les ressources nécessaires. C'est alors que se produisit l'intervention des pouvoirs publics qui donna le coup de grâce et acheva le vaincu.

Le jeudi, 1^{er} février, MM. Bontoux et Feder, président et directeur de l'Union Générale, étaient arrêtés ; le lendemain, le Tribunal de commerce prononçait la mise en faillite de la Société. La mise en mouvement de la justice fut provoquée par deux pièces, une plainte en abus de confiance déposée par un créancier, et un état de situation dressé par un expert et démontrant que l'Union Générale ne pouvait effectuer les remboursements réclamés.

M. Bontoux fut inculpé d'escroqueries et d'abus de confiance.

La crise en Bourse fut terrible ; elle atteignit toutes les valeurs et les Rentes elles-mêmes : on a calculé que dans la seule journée du 19 janvier les valeurs mobilières françaises s'étaient dépréciées de 4 milliards de francs !

A Lyon, 14 agents de change sur trente durent suspendre leurs paiements, et ils restaient débiteurs de leurs confrères pour une somme d'environ 65 millions ; le parquet de la place, réorganisé dès le mois de mars 1882, dut émettre des « bons de la Caisse syndicale des agents de change de Lyon ».

A Paris, au contraire, le Parquet des agents de change remboursa tous ses créanciers, malgré la défaillance de nombreux débiteurs qui ne purent payer, ou bien opposèrent l'exception de jeu pour ne pas régler leurs différences.

La Compagnie des Agents de Paris émit un Emprunt de 80 millions de francs garanti par la valeur des 60 charges, sous forme de 160 bons de 500.000 fr. qui purent être convertis ultérieurement en titres de 1.000 francs et de 500 francs ; le taux en fut fixé à 5 0/0, et le remboursement devait avoir lieu au pair dans un délai de 10 ans ; il se fit d'ailleurs bien avant l'expiration du délai.

Nombreuses furent les sociétés que la hausse avait fait naître et qui disparurent pendant la crise ; en particulier la Banque de Lyon et de la Loire ne survécut pas à sa créatrice. Les Sociétés qui subsistèrent, subirent des dépréciations énormes. Au cours du premier semestre de 1882, tous les titres baissèrent dans d'énormes proportions : le 3 0/0 de 3 francs, l'Amortissable de 2 francs, la Banque de France de 500, le Crédit Foncier de 270, la Banque

de Paris de 130, le Comptoir d'Escompte de 15, le Crédit Lyonnais de 180, la Société Générale de 200, le Suez de 1.200, les Omnibus de 200.

D'immenses fortunes privées étaient anéanties, l'épargne était profondément atteinte, les transactions interrompues ; une défiance universelle succédait à la confiance exagérée qui avait marqué l'année précédente ; le marché tout entier était ébranlé jusque dans ses bases ; toute la vie économique du pays était suspendue.

Pendant quatre années on ressentit les effets de cette crise terrible.

Quant à M. Bontoux, traduit devant le Tribunal Correctionnel de la Seine, il était condamné le 20 décembre 1882 à cinq ans de prison et 3.000 francs d'amende ; le jugement était confirmé le 19 mars 1883 par la Cour d'appel qui réduisit à deux ans la peine de l'emprisonnement, et le 23 juin 1883 par la Cour de cassation.

Le rôle financier de M. Bontoux se termina ici ; à l'expiration de sa peine il s'établit à l'étranger, où il est mort pauvre, il y a quelques années.

L'Union Générale avait succombé un peu comme avait succombé la Banque de Law au XVIII^e siècle ; l'expérience de ce dernier ne lui avait pas servi ; l'esprit d'aventure, l'ardeur de la lutte avaient énivré ses dirigeants ; des fautes lourdes furent commises, et s'il y eut une coalition contre la Banque, les er-

reurs de sa gestion auraient à elles seules suffi un jour à la faire tomber. Le principe de la spéculation à outrance, d'émissions à des taux majorés est un principe funeste ; et tout ce qui s'est passé en France en 1881 devait fatalement amener une crise. L'Union Générale était mal préparée à la soutenir en raison de l'immobilisation de ses ressources et de l'importance de ses exigibilités.

Voici enfin le résumé des bilans de la Banque pendant les quelques années de sa très courte existence.

(en millions de francs)			
	1878	1879	1880
Capital	25	50	100
Dépôts et comptes courants.	45	92	140
Portefeuille, reports et valeurs.	29,5	40	93
Comptes de banque à l'étranger	12	30	80
Profits et pertes	1	10,75	13,5
Réserve	»	0,028	24
Participations diverses	»	32	40
Avances	7,5	17	18

CHAPITRE XI

DÉVELOPPEMENT DES GRANDES BANQUES DEPUIS LA GUERRE JUSQU'EN 1885

Dans les premières années qui suivirent la guerre, les gros emprunts publics avaient absorbé la meilleure part de l'activité des Banques ; la nécessité de trouver de nombreux milliards en quelques mois, les multiples questions soulevées par le règlement à l'Allemagne de l'indemnité de guerre, tout ce qui concernait en un mot la libération et le relèvement du pays, suffisait amplement à occuper des établissements, solides, il est vrai, mais affaiblis par la tourmente. Leurs ressources étaient diminuées par le retrait de tous les dépôts, leur portefeuille déprécié par la crise économique.

Le relèvement de la France fut rapide et étonna l'Europe.

En 1873 la libération du territoire est achevée ; un mouvement général de hausse se dessine sur toutes

les valeurs, et s'accélère l'année suivante, où la rente 5 0/0 arrive au pair ; les actions des grandes Banques suivent en général ce mouvement ; en 1875 elles restèrent fermes au milieu des paniques qui ébranlent notre marché, paniques dues surtout à des causes politiques.

Pendant toute cette période on est dans un état de malaise général peu favorable aux affaires.

En 1876, notamment, l'abondance des capitaux, eu égard au petit nombre de placements possibles, la baisse du taux de l'intérêt, diminuent les bénéfices des banques, et déprécient leurs actions ; seules celles du Comptoir d'Escompte progressent, grâce à l'activité déployée par sa direction ; celles du Crédit Industriel gardent une certaine fixité.

La situation ne se modifie que peu en 1877.

En 1878 a lieu l'Exposition Universelle, qui montre au monde entier la vitalité de la France. Mais cette année-là le marché anglais est violemment ébranlé par la chute de la banque Ecossaise « City of Glasgow ». Le coup est d'autant plus vivement ressenti qu'en vertu de la loi anglaise tous les actionnaires sont poursuivis comme responsables sur tous leurs biens ; en raison de la solidarité des marchés, notre place en subit une fâcheuse répercussion.

Puis commence la grande période de hausse et d'activité fébrile qui aboutit au krach de 1882. Une de ses manifestations consiste en des augmentations

énormes du capital des banques existantes et dans l'éclosion de nombreuses banques nouvelles, plus ou moins sérieuses.

Entre 1879 et 1881 on voit, par exemple, le Crédit Lyonnais porter son capital de 100 à 200 millions, l'Union Générale de 25 à 150 millions, le Crédit Général français, à l'origine banque secondaire, de 3 à 120 millions ; la Société générale française de crédit, plus modeste encore à ses débuts, porte son capital à 30 puis à 75 millions, la Banque Parisienne fondée au capital de 1 million se reconstitue au capital de 70 millions. Rien que dans l'été de 1881 on crée trois ou quatre caisses de reports, quatre banques maritimes et quinze autres sociétés maritimes.

Les Grands Magasins du Printemps eux-mêmes se constituent banquier à cette époque.

La prospérité générale profite naturellement aux grandes banques, qui font des affaires fructueuses ; les dépôts augmentent dans de grandes proportions ; la majoration des cours fait enfler les portefeuilles de valeurs dans une mesure formidable mais fictive.

Survient alors la crise qui atteint toutes les valeurs ; les établissements qui étaient nés au cours des précédentes années s'écroulent comme des châteaux de cartes. Mais toutes nos grandes Sociétés de crédit résistent admirablement, font face à l'orage, et si leurs actions sont naturellement dépréciées, il n'y a pas de panique sur leurs cours.

Les effets de la crise se font pourtant sentir pendant plusieurs années, toutes les affaires étant arrêtées, personne n'osant plus prendre l'initiative d'une opération.

Le mouvement des émissions subit un ralentissement considérable ; la baisse du taux de l'intérêt est énorme. A la Banque de France l'encaisse augmente, et le taux de l'escompte est ramené à 3 1/2 0/0 dès le 23 mars, alors qu'il était de 5 0/0 en janvier.

Les grands établissements, qui avaient résisté à la crise, virent d'ailleurs très vite la confiance leur revenir, et les dépôts affluer de nouveau.

Ils profitent de l'expérience chèrement acquise ; la chute de l'Union Générale marque un changement d'orientation de leur politique, une tendance plus accentuée encore que par le passé à se consacrer aux opérations de banque proprement dites ; ils cherchent à n'employer les capitaux de leurs déposants qu'en placements facilement réalisables, tels avances sur titres, reports, escompte d'effets de commerce. A la tête de ce mouvement est M. Henri Germain qui transforme le Crédit Lyonnais en vrai modèle de prudence financière. En agissant ainsi, les Banques faisaient concurrence à la Banque de France à qui elles enlevaient une partie de sa clientèle ; cela leur était d'autant plus facile qu'elles n'étaient pas gênées par des règlements très stricts, comme la Banque de France, et qu'elles pouvaient

notamment consentir des taux différents d'après la valeur des signatures présentées à l'escompte.

La leçon de l'Union Générale n'a donc pas été perdue pour tout le monde, et la solidité plus grande des grands établissements a pu atténuer bien d'autres crises à l'avenir.

Le Crédit lyonnais.

Le Crédit Lyonnais n'avait pas eu trop à souffrir de la Guerre de 1870. Les transactions furent naturellement ralenties, mais le crédit de la Société resta intact. Les bénéfices de l'exercice 1870 furent même suffisants pour distribuer un dividende de 25 francs aux actions et pour affecter 457.000 francs à la réserve qui dépassa 2 millions 1/2.

Quant à l'année 1871, elle fut particulièrement fructueuse ; les ruines accumulées permettaient aux capitaux de s'employer d'une façon très rémunératrice. On distribua un dividende de 50 francs.

En 1872, la Société à responsabilité limitée est dissoute et transmet son actif à une nouvelle Société, anonyme suivant la loi de 1867, au capital de 50 millions en actions de 500 francs dont 250 francs de versés. Les anciens actionnaires recevaient deux actions de 500 francs libérées de 250 francs en échange d'une action libérée de 500 ; on arrivait ainsi à 40 millions de francs et le capital était complété par

la souscription de 20.000 actions, avec droit de préférence réservé aux anciens actionnaires ; cette souscription réussit pleinement.

De 1873 à 1879, les bénéfices du Crédit Lyonnais ne furent pas considérables, les dividendes non plus ; on est dans une période de stagnation. La Banque s'occupe de son organisation intérieure, crée des agences, à Saint-Etienne en 1872, à Grenoble et à Mâcon en 1873, à Madrid et à Genève en 1875.

Elle consolide ainsi de plus en plus sa situation.

Les bénéfices qui avaient atteint 6 millions 1/2 en 1871 retombent à 5.912.000 francs en 1873 et baissent d'année en année jusqu'à 3.077.000 francs en 1876, et 1.250.000 francs en 1877 ; cette année-là on dut prélever le dividende de 20 francs sur les réserves qui s'abaissent de 13 à 11 millions. Non seulement à cette époque il n'y a pas d'affaires nouvelles, mais la Société a fait des participations financières malheureuses et essuyé ainsi de grosses pertes.

Pourtant, dès ce moment les affaires de banque avaient pris un grand essor ; les dépôts et bons à vue s'élèvent à plus de 80 millions en 1877. Une augmentation du capital devenait nécessaire pour assurer une plus grosse garantie aux déposants ; l'assemblée générale du 5 avril 1879, réalisa cette augmentation en portant le capital à 100 millions ; les actions nouvelles furent émises à 625 francs ; la souscription était réservée aux anciens actionnaires dans la pro-

portion d'une action nouvelle contre trois anciennes.

En même temps des agences nouvelles sont ouvertes à Nîmes, Montpellier, Béziers, Alger, Oran.

Les bénéfices se relèvent et atteignent 8.941.000 fr. en 1879 ; le dividende est de 35 francs et on porte 6 millions aux réserves qui arrivent au chiffre de 30 millions. Le Crédit Lyonnais subit la fièvre générale, et pour prendre part avec activité à toutes les affaires nouvelles il double de nouveau son capital ; les assemblées générales des 12 mars et 26 avril 1881 élèvent le capital à 200 millions par la création de 200.000 actions de 500 francs émises à 750 francs, la prime de 250 francs allant s'ajouter à la réserve ; les anciens actionnaires concourent à la souscription à raison d'une action nouvelle pour une ancienne.

On ouvre alors des agences à Bordeaux, Toulouse, Nantes, Nîmes, Le Havre, Rouen, Nancy. Les bénéfices atteignent 12.626.000 francs en 1881, au lieu de 7.383.000 francs en 1880. La crise de 1882 atteint naturellement le Crédit Lyonnais ; au milieu de l'engouement général il avait été entraîné à certaines imprudences, et il se trouva avoir en portefeuille un grand nombre de créances irrécouvrables et 65 millions de titres très dépréciés. C'est alors que M. Henri Germain prit les mesures nécessaires pour empêcher le retour de pareils errements ; on amortit les créances douteuses et on prélève une somme importante sur le fond de réserve pour parer aux fluctua-

tions du cours des valeurs ; comme conséquence les réserves diminuent, de 80 millions en 1881 à 40 millions en 1892 ; le portefeuille-titres eut en effet de grosses moins-values ; il était de 48.477.000 francs en 1881, et de 12.240.322 francs en 1893.

Enfin M. Germain renonce d'une façon définitive à tous les engagements à longue durée, commandites et participations, et il se consacre entièrement aux opérations de banque, principalement à l'escompte.

Les bénéfices sont médiocres dans cette période, 8 millions en 1883, 6 millions en 1884 et 1885. Mais pourtant le développement méthodique du Crédit Lyonnais s'est continué ; sa clientèle s'est augmentée, son champ d'action s'est étendu, non seulement dans les départements, mais à l'étranger ; il a des succursales au Caire, à Alexandrie, Constantinople, Saint-Petersbourg, New-York, Madrid, Londres ; partout sa situation s'est raffermie et consolidée.

Voici les chiffres de ses principales opérations pendant cette période.

	(en millions de francs)		
	1875	1885	1885
Dépôts à vue	66,2	133,4	125,5
— à échéance.	73,5	111,2	39,9
Comptes courants créditeurs : . .	74,4	138,5	194,9
— — débiteurs	47,4	105,0	118,9
Effets à recevoir	99,6	137,0	227,8
— à payer	24,1	37,3	32,6
— entrés en portefeuille . . .	2,400,1	3,267,2	3,555,1
Coupons encaissés.	93,5	142,9	337,8

Thomas

8

La Société Générale.

Pendant la guerre la Société Générale n'avait pas subi de trop grosses pertes, en dehors du ralentissement général des affaires. Le bénéfice des deux exercices 1870-1871 réunis fut de 12.618.000 francs et le dividende de 45 francs (12,50 en 1870, 32,50 en 1871).

Les dépôts qui avaient naturellement été très diminués pendant la guerre recommencèrent vite à augmenter ; ils étaient de 195 millions le 30 juin 1870, de 63 millions le 28 mars 1871, de 120 millions le 16 mars 1872.

Dès 1871, la Société Générale se chargeait pour le compte du Pérou d'un emprunt 6 0/0 destiné à la construction de chemins de fer ; elle participe également à une Société ayant pour but la construction et l'exploitation d'un bassin marchand et de docks dans le port de Callao, société qui lui attira bien des ennuis.

Elle concourt naturellement avec les autres établissements aux grands emprunts français, souscrit notamment 95 millions de rentes pour sa clientèle et pour elle à l'emprunt de 3 milliards. En 1873, les bénéfices sont de 9.290.000 francs ; ils baissent à 6.518.000 en 1875, et ils restent à 4.200.000 les trois années suivantes.

Seules les opérations de banque produisent ces sommes, les affaires industrielles et les participations financières étant nulles ; les entreprises déjà engagées ne réussissent pas, et la Société doit amortir bien des pertes.

Les années suivantes, les affaires de banque progressent dans des proportions énormes ; des autres opérations qu'elle entreprend ou a entrepris, seules les Mines d'Algérie lui donnent des profits.

En 1880, les réserves atteignent 13.963.000 francs. Les bénéfices sont de 4.993.000 francs en 1879, 5.726.000 francs en 1880, 6.514.000 francs en 1881 ; ils retombent à 4.975.000 francs en 1882. Les années suivantes ils ne sont que de 3 millions. Cela tient à l'immobilisation de nombreux capitaux dans des installations neuves, des créations de nouvelles agences en province. En même temps, la Société multiplie dans Paris ses bureaux de quartier, étend son action de toutes manières.

En 1883, les emprunts péruviens, dont s'était beaucoup occupée la Société Générale, subissent des pertes considérables.

En même temps la Société engageait un procès à la maison Dreyfus frères pour se dégager de sa participation dans l'affaire du guano, qui depuis longtemps lui coûtait cher ; cette affaire pesait sur elle depuis 1870, année où elle avait concouru à un achat à l'Etat Péruvien de 2 millions de tonnes de cette mar-

chandise ; l'affaire, d'abord lucrative, ne tarda pas à devenir onéreuse et le tort de la Société Générale fut de s'y enfoncer encore davantage ; elle eut des difficultés sans nombre avec le gouvernement du Pérou, qui émit les prétentions les plus exorbitantes, et finit par vendre à d'autres acheteurs un nouveau stock de guano égal au précédent ; celui-ci vint lui faire concurrence sur le marché. Puis arrive la faillite du Pérou, qui cesse le paiement des intérêts de sa dette et émet du papier monnaie ; le change s'élève à des hauteurs énormes.

Le procès engagé à la maison Dreyfus fit beaucoup de bruit. M. Waldeck-Rousseau, avocat de la Maison Dreyfus, accusa M. Denière, président du conseil d'administration de la Société Générale, d'avoir joué un rôle louche en cette affaire. Celui-ci donne sa démission en 1885 et est remplacé par M. Edward Blount. Les tribunaux ne tranchèrent d'ailleurs qu'à moitié la question, et l'affaire ne fut définitivement liquidée qu'en 1889, par une transaction conclue entre la Société Générale et la maison Dreyfus.

Cette malheureuse entreprise devait inciter beaucoup la Société Générale à montrer plus de prudence à l'avenir et la pousser dans la voie où s'était engagé le Crédit Lyonnais.

Voici la statistique (en millions de francs) des principales opérations de la banque, pendant la période.

	1875	1880	1885
Dépôts à vue	118,1	139,6	153,7
— à échéance.	87,6	114,1	89,8
Comptes courants créditeurs	37,6	73,8	69,2
— — débiteurs	75,6	84,3	63,7
Effets à recevoir	102,4	108,3	129,4
— à payer	23,6	23,4	22,5
Mouvement général du portefeuille .	3,802,5	4,971,1	6,125,9
Ordres de bourse	462,9	832,7	648,2
Coupons encaissés.	211,1	230,2	239,8

Le Comptoir d'Escompte.

Le Comptoir d'Escompte était au moment de la guerre la plus grosse maison d'escompte de Paris, en dehors de la Banque de France, et il remplit son office, durant cette époque difficile, de façon très satisfaisante.

Il avait, en 1870, 63 millions de dépôts, et il arriva à rembourser 40 millions en une seule semaine. Mais les dépôts furent assez longs à se reconstituer; ils n'étaient encore que de 54 millions en 1875. Les dividendes distribués, de 27 francs en 1870 et 25 francs en 1871, passent progressivement à 42 francs en 1875.

Cette année-là, la baisse de l'argent incite le Comptoir à diminuer les affaires de ses agences d'Extrême-Orient. A ce moment les affaires de banque proprement dites sont un peu délaissées, et l'Etablissement

commence à se livrer à des opérations de haute banque, participations financières, prêts lucratifs à des Etats obérés, constitution d'affaires nouvelles, émission de titres pris fermes à un certain cours ; beaucoup de ces participations ne furent pas heureuses, et la voie dans laquelle s'engageait le Comptoir parut dangereuse à bien des esprits ; les événements de 1887 devaient leur donner raison.

Le Comptoir réussit pourtant brillamment les opérations concernant l'Unification de la Dette Egyptienne, dont il avait été chargé, après entente avec le vice-roi d'Egypte ; la conversion porta sur 3.800.000 titres.

A partir de 1876 les dépôts recommencent à affluer ; en 1878 ils dépassent 100 millions. Quant aux escomptes, ils passent de 1.200 millions en 1874, à 1.600 millions en 1878.

A cette époque le Comptoir étend également son réseau d'agences étrangères ; il fonde des agences en Australie, à Sydney et à Melbourne, et aux Etats-Unis à San Francisco.

Il s'occupe du percement du canal maritime de Corinthe et de la construction des chemins de fer serbes, et contribue beaucoup à la réalisation de ces deux importantes entreprises.

Le Comptoir résiste à la crise de 1882, mais il en subit une des conséquences ; le Crédit Lyonnais et la Société Générale, en raison de la modification de leur

politique, viennent lui faire de plus en plus concurrence sur le terrain de l'escompte. Le total de l'escompte qui atteignait au Comptoir 1.900 millions en 1881, n'était plus que de 1.580 millions en 1885.

Cependant trois de ses plus importantes agences, celles de Marseille, de Lyon et de Nantes, voyaient leurs affaires de banque se développer sur une large échelle.

Dans les colonies enfin, le Comptoir venait en aide au gouvernement, en opérant la conversion de l'ancienne dette tunisienne en 1884, et l'année suivante il concluait un emprunt de 15 millions avec le gouvernement Malgache pour le paiement de l'indemnité de guerre due à la France, organisait le contrôle des douanes malgaches, et fondait des agences à Tamatave et Tananarive.

Le privilège du Comptoir d'Escompte, resté sous le régime de l'autorisation gouvernementale, prenait fin en 1887. Après enquête le gouvernement décida de le proroger de 20 ans à partir du 18 mars 1887.

Il ne devait pas profiter longtemps de cette prolongation. L'estampille officielle qui le différenciait des autres Etablissements ne le mit pas à l'abri des fautes graves qui entraînèrent sa chute.

La statistique des principales opérations du Comptoir pendant cette période est la suivante :

	(en millions de francs)		
	1875	1880	1885
Comptes courants et dépôts.	54,08	103,5	105,1
Avances sur effets publics et accepta- tions	121,6	207,7	235,7
Total des effets escomptés	1,203,3	2,344,1	1,860,1
Portefeuille commercial	82,5	136,0	129,2
Opérations diverses, ventes et achats de fonds publics	441,2	2,959,4	2,435,5

Le Crédit Industriel.

Le Crédit Industriel est l'établissement qui a le moins fait parler de lui, durant cette période ; on peut l'en féliciter, car cela prouve en faveur de la prudence de sa gestion. Il remplit scrupuleusement son programme, développe d'une façon considérable ses opérations ; après la guerre il prête comme tous les autres établissements une aide efficace aux pouvoirs publics ; il participe notamment aux grands emprunts nationaux, à ceux de la ville de Paris, à la création, en 1872, sur la place de Paris d'une Chambre de compensations. Dans les années qui suivent il émet un emprunt de la ville de Bruxelles, des obligations de la Compagnie de Rio Tinto, des obligations des Entrepôts et Magasins Généraux de Paris. En 1878, il crée la « Société Stéphanoise de Dépôts de Comptes courants et de crédit industriel », en 1881 la « So-

ciété Bordelaise de Crédit Industriel et Commercial et de dépôts », en 1881, la « Société Nancéienne de Crédit Industriel et de dépôts ». Il réalise ainsi un des points de son programme, consistant à recourir partout au procédé des filiales plutôt qu'à celui des succursales. En même temps le Crédit Industriel concourt à la création de la Société des Chemins de fer Economiques, et émet les obligations de nombreux chemins de fer français ou étrangers. La crise de 1882 ne fait que ralentir son développement, qui se continue normalement après.

Voici les principaux chapitres des bilans pendant la période.

	(en millions de francs)		
	1875	1880	1885
Dépôts à vue	25,6	42,2	37,7
— à échéance.	»	5,9	3,0
Comptes courants créditeurs . . .	46,8	60,1	68,0
— — débiteurs	7,4	33,0	30,0
Effets à recevoir	77,8	75,8	83,0
— à payer	»	5,8	8,3
— escomptés	539,0	822,8	1,427,3

TROISIÈME PÉRIODE

De 1885 à l'époque actuelle.

CHAPITRE XII

LA CHUTE DU COMPTOIR D'ESCOMPTE EN 1889 ET SA RECONSTITUTION

Le Comptoir d'Escompte, quelques années après la guerre, s'était engagé, nous l'avons vu, dans la voie des participations financières et il y avait éprouvé beaucoup de déboires.

Plusieurs années avant sa chute, on commençait déjà à s'inquiéter ; en 1887, par exemple, la « Semaine Financière » du 5 février jetait un cri d'alarme et regrettait que le Comptoir ne fût pas resté fidèle à son rôle primitif et à son titre, et n'eût pas patronné uniquement des valeurs françaises de tout repos.

La crise devait se produire à propos des affaires de la Société des Métaux, dans laquelle le Comptoir s'était engagé avec légèreté ; l'histoire en est rapportée avec beaucoup de détails dans une notice publiée par

le nouveau Comptoir lui-même lors de l'Exposition de Chicago.

L'année 1887 avait été mauvaise au point de vue financier ; les événements de politique intérieure et extérieure influèrent sur les affaires et ralentissaient les opérations. Le Comptoir d'Escompte à ce moment avait dans ses caisses une somme de 200 millions, à titre de dépôts et de comptes courants créditeurs, et les emplois suffisamment rémunérateurs étaient rares. Ce fut là l'origine de la tentation à laquelle il succomba.

Il avait à ce moment comme client la Société des Métaux, qui lui demanda des avances sur les marchandises qu'elle achetait ; il s'agissait en réalité d'une énorme spéculation sur les cuivres ; on voulait acheter un stock important d'étain et de cuivre, pour arriver à faire hausser les prix. Le Comptoir consentit, et la Société des Métaux mise en goût par le succès, par la hausse obtenue, eut l'idée de faire un véritable trust d'accaparement.

Les premières avances du Comptoir avaient eu un caractère strictement commercial et ne pouvaient pas être critiquées. La Société des Métaux était en effet en pleine prospérité, elle jouissait d'un capital important et d'un crédit incontesté. Mais les opérations suivantes furent extravagantes et inadmissibles.

La Société des Métaux traita avec les principales

sociétés exploitant des mines de cuivre, pour arriver à la limitation de la production, et par conséquent à la hausse des prix, qu'on jugeait trop avilis ; elle passa ainsi des contrats considérables.

Le directeur du Comptoir d'Escompte était alors M. Denfert-Rochereau, qui avait 26 ans de services au Comptoir et le dirigeait depuis 7 ans. Il faisait partie avec deux administrateurs de cet Etablissement, du conseil d'administration de la Société des Métaux qui avait été fondée par le Comptoir lui-même.

M. Denfert-Rochereau consentit, sans consulter ses collègues, des avances considérables à la Société des métaux et garantit certains des contrats passés par cette Société.

Plus tard, il avoua la situation à ses collègues, mais le conseil estima qu'il était difficile de cesser à ce moment d'alimenter la spéculation de la Société des Métaux ; on eut peur des pertes sérieuses qu'aurait causées la liquidation de cette affaire et on s'enliza encore davantage.

Les opérations étaient d'ailleurs contraires aux statuts du Comptoir, car on faisait des avances gagées sur des warrants, dont la valeur ne suffisait pas à couvrir la créance.

La situation s'aggrava de plus en plus. En 1888, les mines de cuivre bénéficiant des engagements de la Société des Métaux, augmentèrent de façon con-

sidérable leur production, tandis que la consommation se restreignait, trouvant les prix trop élevés. Les stocks de cuivre détenus par la Société des Métaux s'accroissaient ainsi de jour en jour. Des combinaisons destinées à faciliter la liquidation des engagements furent tentées et échouèrent.

La situation ne pouvait durer longtemps. Le 5 mars 1889, M. Denfert-Rochereau, écrasé par le sentiment de sa responsabilité, se suicidait.

Cette mort fut le signal d'une panique formidable ; les déposants et titulaires des comptes créditeurs se ruèrent aux guichets du Comptoir ; en deux jours on remboursa 70 millions.

Une désorganisation du marché survenant à la veille de l'ouverture de l'Exposition de 1889, aurait été néfaste ; il était d'un intérêt national de venir au secours du naufragé. Si les déposants n'avaient pu être remboursés, la crise aurait pris le caractère d'un véritable cataclysme ; le commerce parisien aurait fait d'énormes pertes ; la panique aurait gagné la clientèle des autres établissements.

Le Gouvernement et les grandes Banques décidèrent donc d'intervenir et de prendre les mesures nécessaires au salut commun. C'est M. Maurice Rouvier, ministre des Finances, qui prit l'initiative de l'intervention ; il réunit les chefs des principales Sociétés de crédit ; à la suite de cette réunion la Banque de France fit au Comptoir d'Escompte une

avance de 140 millions ; de plus, certains banquiers et Sociétés de crédit ajoutèrent leur aval à la garantie résultant du portefeuille du Comptoir jusqu'à concurrence de 20 0/0. L'avance de la Banque fut gagée par les effets de commerce et autres valeurs du portefeuille et elle fut payée en billets de banque, pour ne pas affaiblir la réserve métallique.

Le Comptoir put ainsi rembourser tous ses déposants et régler tous ses engagements. La liquidation se fit de façon amiable. L'assemblée des actionnaires refusa la démission des administrateurs et les révoqua. On réalisa l'actif qui permit de régler exactement tous les créanciers et de rembourser l'avance de la Banque de France. On retrouva même le capital social presque intégral.

Ces faits étaient de nature à donner le désir de créer un nouvel établissement de crédit qui reprendrait le titre et les traditions de l'ancien Comptoir. Un groupe de financiers se constitua et prit à sa tête M. Denormandie, ancien gouverneur de la Banque de France, sénateur inamovible. Ce groupe traita avec les liquidateurs et obtint la cession du titre, de la clientèle, des immeubles et des succursales de l'ancien Comptoir.

Le 2 mai 1889, le nouveau « Comptoir national d'Escompte de Paris » était constitué sous forme de Société anonyme régie par la loi de 1867. Le capital

fut fixé à 40 millions, en 80.000 actions de 500 francs libérées de moitié. Les actionnaires de l'ancien Comptoir avaient un droit de préférence pour la souscription ; de plus, ils reçurent tous des parts de fondateurs leur permettant de participer aux bénéfices de l'entreprise.

Les actions furent souscrites plus de deux fois, et grâce au droit de préférence, elles restèrent toutes dans les mains des anciens actionnaires.

Les statuts offrirent toutes les garanties désirables ; une commission de contrôle, émanant directement de l'assemblée générale des actionnaires, eut tous pouvoirs pour exercer d'une manière permanente une surveillance sur la gestion sociale, en dehors de la vérification légale des commissaires des comptes. Le conseil d'escompte était maintenu.

Les opérations de la nouvelle Société commencèrent en juin 1889 ; à l'égard du public, il n'y avait d'ailleurs jamais eu d'interruption des affaires ; les bureaux étaient restés ouverts pendant la liquidation, les succursales n'avaient pas cessé de fonctionner. C'était l'ancien Comptoir qui se continuait lui-même.

Cette crise, qui aurait pu être grave, se terminait donc bien, et elle devait encore augmenter la confiance du public dans les grands établissements de crédit ; la clientèle n'avait en effet éprouvé aucune perte ; et on a calculé, en 1909, que les actionnaires

eux-mêmes, du moins ceux qui ont usé de leurs droits de souscription à chaque émission d'actions, ont récupéré, en plus de gros dividendes, une somme supérieure à 800 francs par action de 500 francs de l'ancien Comptoir.

CHAPITRE XIII

L'ESSOR DES GRANDES BANQUES DEPUIS 1885

L'année 1885 avait marqué le dernier terme de la liquidation de la crise de 1882. A ce moment, toutes les valeurs à revenu fixe, fonds d'Etat, obligations de chemins de fer, de la ville de Paris, du Crédit foncier, sont en grande hausse ; l'épargne devenue prudente se tourne de plus en plus vers ces placements. La baisse continue au contraire sur les valeurs à revenu variable, en particulier sur les actions des Sociétés de crédit ; cette baisse est d'ailleurs minime, comparée à celle des années passées.

En 1886, au contraire, on assiste à une reprise générale des affaires ; un des signes en est la hausse des actions des Compagnies de chemins de fer, sous l'influence de meilleures recettes, et celle, encore légère, des actions des Banques. La reprise continue en 1887, mais elle est entravée par des causes politiques, affaire Schnaebelé, scandale Wilson. La

spéculation sur les valeurs mobilières, presque entièrement éteinte après le krach de 1882, se réveille cette année-là.

La hausse s'accroît les années suivantes, malgré bien des crises intérieures ou extérieures. A ce moment le protectionnisme triomphe partout en Europe. En 1889 la chute du Comptoir d'Escompte, grâce à l'intervention des autres Banques, ne réussit pas à ralentir la reprise des affaires ; le 3 0/0 atteint le cours le plus élevé qu'il ait eu jusque-là, il dépasse 96 francs :

En 1890, la suspension des paiements de la Maison Baring provoque une crise sur le marché de Londres ; la Banque de France sauve la place anglaise d'un grand cataclysme financier en avançant 75 millions en or à la Banque d'Angleterre. L'année suivante, c'est au tour du marché français d'être atteint par la chute de la Société des Dépôts et Comptes Courants, en mars 1891 ; celle-ci succombait pour les mêmes causes que le Comptoir d'Escompte, deux ans auparavant ; elle s'était livrée à des opérations de spéculation qu'aucune banque de commerce ne doit faire ; et cette nouvelle leçon a poussé encore plus les autres Etablissements dans la voie des opérations de banque régulières.

De même qu'en 1889, un syndicat de banquiers se forma pour prévenir une crise, et donna sa garantie pour 15 millions ; la Banque de France fit une avance

de 60 millions pour le remboursement des divers créanciers; une panique s'était en effet déclarée, et on avait dû rembourser 19 millions de dépôts en 4 jours. Sous les auspices du Crédit Foncier, une Société nouvelle, la Banque de Dépôts et Comptes Courants, reprit la place de la Société dissoute; la transformation ne réussit d'ailleurs que médiocrement et en mai 1892 la nouvelle Banque fusionnait dans d'excellentes conditions avec le Comptoir d'Escompte. Cette année-là le 3 0/0 atteint le pair pour la première fois. Puis arrive au contraire une période d'inaction et de baisse; elle est remplacée par une nouvelle hausse à partir de 1896. A la veille de l'Exposition de 1900, toute l'attention du public est concentrée sur les affaires industrielles; les émissions redeviennent nombreuses, les Banques font de gros bénéfices; en revanche, les fonds d'Etat et les titres à revenu fixe sont délaissés et les cours s'abaissent. En 1899, l'épargne française place près de 1.500 millions en titres divers de création récente. L'esprit d'initiative et d'entreprise est en pleine activité.

En 1900, la tendance contraire s'affirme, les rentes et valeurs à revenu fixe remontent, les valeurs industrielles sont en baisse; cela tient surtout à la baisse des métaux et des combustibles. Les émissions sont d'ailleurs très abondantes; cette année-là on a admis à la cote officielle 988.541 obligations représentant une valeur nominale de 1.757.300.000 francs

et 1.872.537 actions représentant une valeur nominale de 475.600.000 francs.

Sur le marché en banque les admissions à la cote s'élèvent à 3.024.322 titres valant au cours nominal 238 millions.

Mais l'Exposition Universelle de 1900 constitue une grande désillusion au point de vue financier; de grosses pertes sont subies; une période de découragement intense s'ensuit et dure quelques années; il n'y a pas positivement de crise mais les affaires sont arrêtées, l'initiative fait défaut; de nouveau une période d'affaires recommence, elle est ralentie sans être totalement arrêtée par la crise américaine de 1907.

Pendant ce temps les Banques avaient continué leur marche en avant; l'extension de leurs opérations n'avait presque pas subi d'interruption. De plus en plus elles attirent la clientèle en lui rendant tous les services possibles; bien mieux, elles vont au devant du public par l'intermédiaire des démarcheurs qui sollicitent les clients; les agences et les succursales se fondent un peu partout, en France, à l'étranger, aux colonies.

Les dépôts sont en grande augmentation dans toutes les Banques. Il en résulte une rivalité, une concurrence certaine entre les grands Etablissements, concurrence qui a d'ailleurs les effets les plus heureux pour le public; la conséquence en est une di-

minution du taux de l'intérêt, et d'une manière plus générale du prix des différents services que les Banques peuvent rendre à leur clientèle.

Quant à leur gestion, elle reste très prudente : au moins les Banques ayant de gros dépôts cherchent à avoir d'énormes disponibilités, et le placement qu'elles affectionnent le plus consiste toujours dans les effets de commerce, facilement réescomptables à la Banque de France, en cas de besoin.

Le Crédit lyonnais.

A partir de 1885, le Crédit Lyonnais a connu une prospérité qui n'a cessé de s'accroître ; se tenant à l'écart des affaires hasardeuses, ses bénéfices sont stables et augmentent régulièrement ; ils passent de 6.059.000 francs en 1886 à 7.023.000 francs en 1887, 10.565.000 francs en 1888, 12.689.000 francs en 1890 ; et cette rapide augmentation est due uniquement au développement des affaires de banque ; en 1891 les bénéfices atteignent 14.179.679 francs, mais ils retombent en 1892 à 12.104.953 francs. C'est à ce moment que commence à se faire sentir d'une façon très vive la concurrence entre les banques, qui toutes s'occupent des mêmes opérations. Sous cette influence on est obligé partout d'abaisser le prix des services de banque, le taux des commissions. Pour éviter une diminution du profit, il faut donc cher-

cher une compensation dans l'augmentation du nombre d'affaires ; le Crédit Lyonnais recherche ainsi de nouvelles ressources, essayant de multiplier la clientèle que lui amènent ses agences et ses démarcheurs ; il veut abaisser son prix de revient, en le répartissant sur une plus grande quantité d'opérations ; cela exige un perfectionnement constant de l'organisation, afin que l'outillage réponde à tous les besoins nouveaux de l'exploitation. Une importante part des bénéfices est consacrée aux améliorations et transformations, 2 millions sur 12.500.000 francs de bénéfices en 1894, par exemple. Mais les résultats compensent bien les sacrifices accomplis ; en 1897, les bénéfices sont de 14 millions ; ils sont de 20 millions l'année suivante ; et l'impression est encore plus satisfaisante si on entre dans le détail des bilans, car on constate que les chapitres les plus en progrès sont ceux qui sont la base même des opérations de la Société, les dépôts, bons à vue et comptes-courants créditeurs. Cette année 1897 voit à elle seule la création de 7 agences nouvelles. Le rapport à l'assemblée des actionnaires constate qu'à ce moment l'excédent des disponibilités sur les exigibilités était de 340 millions.

En 1898, les bénéfices sont de 25 millions, en 1899 de 28.713.079 francs ; ils oscillent autour de ce chiffre pendant quelques années, montent à 32.206.935 francs en 1904, mais reviennent en 1905

à 28.505.547 francs. L'augmentation s'explique d'ailleurs pour 1904 par une rentrée exceptionnelle, provenant de la réalisation d'actions de la Compagnie nouvelle de Panama que le Crédit Lyonnais possédait depuis longtemps et dont il avait amorti le coût. Depuis, les bénéfices se sont de nouveau progressivement élevés et ils atteignaient pour 1911 le chiffre énorme de 36.307.892 fr. 12.

Durant cette période, le Crédit Lyonnais n'a procédé qu'à une seule augmentation de son capital ; l'Assemblée générale du 12 mai 1900 portait ce capital à 250 millions par l'émission de 100.000 actions nouvelles de 500 francs ; le prix de souscription fut de 925 francs et elles furent réservées aux anciens actionnaires dans la proportion d'une action nouvelle pour 4 anciennes ; en même temps on unifiait les différentes réserves et on portait leur montant à 100 millions ; au bilan de 1911 elles figurent pour le chiffre de 152 millions ; les déposants ont ainsi une garantie de plus de 400 millions, en dehors du montant des dépôts.

Voici enfin la statistique des opérations du Crédit Lyonnais pendant cette période ; nous verrons plus loin le détail du dernier bilan publié.

(en millions de francs)				
	1890	1895	1900	1905
Dépôts à vue	234,3	322,9	490,2	705,7
Dépôts à échéance.	66,5	95,1	56,1	34,5
Comptes - courants crédi- teurs	368,9	427,9	630,7	856,3
Comptes-courants débiteurs.	259,2	323,6	413,1	535,6
Effets à recevoir	459,4	522,0	759,7	1030,1
Effets à payer	142,2	131,6	134,5	180,6
Effets entrés en portefeuille.	6200,0	8848,6	11471,9	14039,6
Coupons encaissés	719,5	850,4	655,3	889,2

La Société Générale.

La Société Générale traversait en 1885 une phase difficile ; l'affaire des Guanos péruviens, qui venait d'absorber la plus grande part de son activité, n'était pas encore définitivement réglée ; les bénéfices à ce moment sont faibles et oscillent autour du chiffre de 3 millions, 3.304.000 francs en 1886, 2.943.000 francs en 1887, 3.446.000 francs en 1888, 3.497.000 francs en 1889.

En 1889, pourtant, la Société Générale occupait à Paris une situation de premier ordre ; le nombre de ses agences, l'importance de ses dépôts, de sa clientèle, en font un des Etablissements les plus riches et les plus solides. Le mouvement de caisse atteint cette année-là 14 milliards et le mouvement du portefeuille 7.318 millions.

La faiblesse des bénéfices s'explique donc principalement par le bas prix de l'argent et la pénurie d'affaires ; et cette situation se continue, puisque les bénéfices, entre 1890 et 1895, oscillent entre 3.842.000 francs au plus haut en 1894 et 2.830.000 fr. au plus bas en 1893.

La Société pourtant prend part alors à de nombreuses affaires financières. En 1893, 29 bureaux nouveaux sont créés. Le mouvement du portefeuille passe de 5.407.654.457 francs en 1893 à 9.035.296.630 fr. en 1896. La clientèle se développait toujours ; il y a 5.673 comptes nouveaux en 1897.

Une augmentation de capital devenait indispensable à ce moment. Les statuts décidaient en effet que la Société ne pouvait recevoir en comptes de chèques les fonds versés que jusqu'à concurrence d'une fois et demie le capital social et les réserves ; on toucha à cette limite en 1899, et déjà en 1898, la Direction s'était vue obligée d'ordonner à toutes ses succursales de limiter la réception des dépôts. En effet, au 31 décembre 1897, les comptes de chèques s'élevaient à 175.936.384 francs ; les réserves étant de 13.226.253 francs et le capital de 120 millions, la limite était de 200.589.379 francs, et en 1898 de nouveaux progrès avaient été accomplis.

L'Assemblée générale du 25 mars 1899 autorise donc le conseil d'administration à porter le capital social à 200 millions, en une ou plusieurs fois. Le

conseil émit immédiatement 80 000 actions de 500 francs libérées de moitié, au prix de 526 fr. 25, moins 250 francs représentant la partie non versée ; la prime était portée aux réserves, sauf 6 fr. 25 qui servaient à unifier le dividende. Les bénéfices sont cette année-là de 4.479.000 francs contre 3 millions en 1896. A partir de 1900, ils sont en très rapide augmentation et passent de 5.037.000 francs en 1900 à 8.489.662 fr. 29 en 1905. Les comptes se sont si vite accrus qu'en 1902, le conseil d'administration est obligé d'augmenter de nouveau le capital social de 160 à 200 millions, par la création de 80.000 actions nouvelles libérées de moitié et émises à 355 francs ; les réserves furent par cette opération accrues de 7 millions et portées ainsi à 21.520.552 francs.

En 1903, la Société Générale fut comprise dans une action en responsabilité intentée par le Syndicat de la Caisse Générale des Familles contre les anciens directeurs et administrateurs de cette Compagnie. Cette Caisse, fondée en 1858, avait passé en 1878 avec la Société Générale un contrat de banque qui établissait une intervention financière de la Société Générale dans les affaires de la Caisse des Familles, mais sans rendre la première solidaire de la seconde. La Caisse des Familles, une fois en faillite, se retourna pourtant contre la Société Générale ; le Conseil d'administration de cette dernière considéra qu'il était de l'intérêt bien entendu de la Société,

malgré le peu de chances de succès de ses adversaires, de ne pas laisser discuter en justice son bon renom et son crédit, à la faveur d'un procès toujours incertain ; il transigea donc, moyennant le paiement comptant d'une somme de 1.500.000 francs, suivi de 4 paiements égaux, d'année en année. Ce fut là un lourd sacrifice, qui diminua naturellement les bénéfices de cette période.

En 1905, l'Assemblée générale procéda à une nouvelle augmentation de capital de 100 millions ; on émit immédiatement 100.000 actions nouvelles, et le restant fut créé un an plus tard, en mars 1906. En 1909, l'assemblée autorisait l'élévation du capital de 300 à 400 millions, et enfin, en 1912, il était porté au chiffre considérable de 500 millions de francs par l'émission en une seule fois de 200.000 actions nouvelles au prix de 535 francs, dont 285 francs de prime. Cette augmentation était expliquée par le Conseil dans l'assemblée du 29 mars 1912 par l'énorme augmentation de tous les comptes, et la nécessité de maintenir une certaine proportion entre le total du bilan et le capital social. Or, ce bilan s'élevait au 31 décembre 1911 à 2.261.619.484 francs contre 1 billion 722.896.505 francs au 31 décembre 1908 ; pendant la même période le montant des comptes de chèques avait passé de 394.624.000 francs à 435.548.000 francs et celui des comptes créditeurs de 703.099.000 francs à 1.052.133.000 francs.

Pendant cette même année 1911, les bénéfices se sont élevés à 18.417.568 fr. 72 et on a distribué un dividende de 18 fr. 25 nets d'impôts, contre 15 francs en 1905 et 14 francs les années précédentes. L'augmentation du dividende a été évidemment moins rapide que celle des bénéfices qui n'étaient que de 8 millions en 1905, mais il faut tenir compte des gros accroissements du capital qui a passé de 200 à 500 millions en 7 ans ; la Société a maintenant un million d'actions de 500 francs libérées de moitié à rémunérer.

Donnons enfin la statistique des opérations pendant cette période (en millions de francs).

	1890	1895	1900	1905
Dépôts à vue	157,2	150,4	232,6	291,2
Dépôts à échéance.	94,7	99,0	115,0	126,0
Comptes - courants crédi- teurs	100,7	150,4	249,3	440,0
Comptes-courants débiteurs.	74,5	114,7	141,7	259,0
Effets à recevoir	147,0	136,6	305,1	416,4
Effets à payer	29,5	54,8	69,8	103,3
Mouvement général du por- tefeuille	7093,4	7924,8	14190,1	20485,9
Ordres de bourse	1054,6	1106,1	1708,6	2555,7
Coupons encaissés.	293,2	299,0	430,0	665,4

Le Comptoir d'Escompte.

Nous avons laissé le Comptoir d'Escompte au lendemain de sa reconstitution en 1889. Dès le début, la gestion de sa nouvelle administration s'affirma prudente et heureuse. Déjà le 28 janvier 1890 une assemblée générale extraordinaire élevait le capital de 40 à 80 millions, par l'émission de 80.000 actions de 500 francs libérées de moitié.

A l'assemblée ordinaire du 26 février 1890, le Conseil, rendant compte de l'exercice 1889, déclare qu'il s'est attaché à renouer partout les anciennes relations du Comptoir et à en créer de nouvelles ; on a rouvert successivement les agences de Melbourne, Sydney, San Francisco, Hong-Kong, Shangai, Yokohama, Madagascar, Bombay, Calcutta. Les bénéfices pour cet exercice incomplet étaient de 433.617 francs, et le dividende de 4 francs ; dès l'année suivante les bénéfices atteignaient 2.923.000 francs et le dividende 10 francs. L'ancienne clientèle était alors presque entièrement revenue et la situation s'améliora encore en 1891. Une augmentation de capital devenait nécessaire. L'opération se combina avec l'absorption de la Banque de Dépôts et Comptes courants ; celle-ci lui apporta, avec un capital intact de 15 millions versés, sa clientèle et surtout un siège admirablement situé au centre de Paris, n° 2, Place de l'Opéra,

où l'on installa aussitôt une importante succursale.

Aux termes de l'accord intervenu, la Banque de Dépôts et Comptes courants recevait 30.000 actions libérées du Comptoir; celui-ci appelait le troisième quart de son capital, soit 125 francs par action, 20 millions au total, et échangeait ses titres contre 120.000 actions libérées représentant les 60 millions réellement versés; le capital se trouva ainsi porté à 75 millions, entièrement versés.

Le nouveau Comptoir concentra dès le début sa principale activité vers les opérations de banque; il devint notamment le banquier des banques coloniales, de la Martinique, de la Guadeloupe, du Sénégal, etc. Son rôle pendant la conquête de Madagascar fut de première utilité; ses agences pourvurent à toutes les dépenses de l'occupation militaire, assurèrent le recouvrement des douanes. Il présida à la conversion de la Dette Malgache, aux emprunts de 1897, 1900, 1903 et 1905.

Dans les autres colonies également, le Comptoir a rendu de grands services, a prêté son appui à beaucoup d'entreprises, de Compagnies de transport en particulier, qui contribuèrent à la mise en valeur de nos possessions.

En 1895 on dut procéder à une nouvelle augmentation du capital qui passe à 100 millions, par la création de 50.000 actions émises à 550 francs.

En 1896, le Comptoir ouvre une agence à Majunga, 10 bureaux de quartier à Paris et 23 agences en province. La clientèle s'augmente toujours. Les participations financières sont nombreuses, aussi bien pour les affaires françaises que pour celles de l'étranger et des colonies. Il fonde notamment la Compagnie Coloniale de Madagascar au capital de 1 million, la Banque Coloniale française du Brésil, organise un nouveau service de prêts maritimes ; à l'étranger il crée des agences à Liverpool, Manchester, aux Indes, à Chicago, Tunis, Sousse, Gabès.

Les bénéfices de l'exercice 1895 sont de 5 millions 282.000 francs et ils s'élèvent ensuite jusqu'à 8.704.000 francs en 1901. On remarquait qu'à ce moment le Comptoir avait donné une bien grande place à des opérations commerciales et financières qui auraient pu devenir dangereuses. La « Semaine financière » d'avril 1900 constate qu'il y avait un excédent d'exigibilités sur les disponibilités de 60 millions. Cet état de choses s'est d'ailleurs complètement modifié depuis, et le Comptoir, sans cesser de s'intéresser à des affaires financières ou industrielles, a su augmenter la garantie de ses dépôts.

En 1900, l'Assemblée générale portait le capital à 150 millions par la création de 100.000 actions nouvelles émises à 575 francs ; la prime s'ajouta à la réserve qui atteignit le chiffre de 16 millions.

Il est impossible de citer toutes les participations financières du Comptoir durant ces dernières années ; il a concouru à la plupart des grandes entreprises qui se sont fondées, soit directement, soit indirectement par les placements de titres qu'il effectue dans sa clientèle ; il a donné son aide à d'innombrables affaires nouvelles ou reconstituées, dans toutes les branches de l'industrie et du commerce français ; il a prêté son appui aux grandes et petites Compagnies de chemins de fer pour l'émission de leurs titres. A l'étranger, il a participé à la souscription de très nombreux fonds d'Etat, à la création d'un grand nombre d'entreprises financières, commerciales et industrielles. Tous les pays d'Europe ont eu recours à lui ; il a pris part aux nombreuses opérations financières avec la Russie, aidé à la création en 1895 de la Banque Russo-Chinoise qui absorba son agence de Shanghai, concouru à de nombreux emprunts et conversions pour le compte du Gouvernement Ottoman et des Etats Balkaniques ; hors d'Europe, il a prêté son aide à des emprunts chinois, japonais, argentins, mexicains, etc.

En 1909, on dut de nouveau augmenter le capital qui fut porté à 200 millions, chiffre actuel. Les bénéfices ont passé de 8.908.842 francs en 1905, à 15.864.550 fr. 02 en 1911. Le dividende est pour 1911 de 35 francs après avoir été de 12 fr. 05 en

1891, de 25 francs en 1893, de 27 fr. 50 de 1899 à 1905.

Enfin voici la statistique des principales opérations (en millions de francs).

	1890	1895	1900	1905
Dépôts à vue	122,9	182,0	290,8	512,7
Dépôts à échéance.	—	32,8	74,6	63,1
Comptes - courants crédi- teurs	87,6	108,2	150,7	328,3
Comptes-courants débiteurs.	59,3	41,4	59,5	114,6
Effets à recevoir	139,9	244,4	369,5	604,9
Effets à payer	68,8	89,2	98,5	124,1
Effets entrés en portefeuille.	3519	6155	9049	13123

Le Crédit Industriel.

Le Crédit Industriel a, durant cette période, poursuivi paisiblement le cours de son rapide développement; sans faire de bruit, sans céder à aucune dangereuse tentation, il est resté fidèle à ses origines; sa clientèle s'accroît chaque année et les services qu'il lui rend sont des plus appréciés. En 1887, il a modifié ses statuts et s'est transformé en Société anonyme libre, suivant la loi de 1867; en même temps le capital était porté de 40 à 60 millions; il a été depuis porté à 80 millions en 1900, et à 100 millions en 1906; sur ces 100 millions, 25 seule-

ment sont effectivement versés, les actions étant libérées d'un quart.

La Société a pris part à de multiples émissions et elle a pu ainsi rendre service à de nombreuses affaires, par la grande quantité de titres de toute nature qu'elle a placée à ses guichets, dans sa clientèle. En 1889, par exemple, elle a participé avec d'autres établissements à la conversion de la Dette Portugaise 5 0/0, de la Dette tunisienne 4 0/0, des emprunts russes 5 0/0 en Consolidés 4 0/0 ; elle a concouru à l'emprunt 4 0/0 de Chine de 1895, à l'emprunt du Protectorat du Tonkin, à l'émission des bons de l'Exposition de 1900, aux émissions du Métropolitain, aux diverses conversions de la Rente française, aux emprunts Russes, Marocains, Ottomans, Japonais, etc...

En 1895, le Crédit Industriel a ouvert son agence de Londres, qui a pris un très grand développement. Depuis c'est surtout dans Paris et dans la banlieue qu'il a poursuivi son extension et le nombre de ses bureaux de quartier a passé de 10 à 40.

En 1903 il a fondé la « Société Belge de crédit industriel et commercial et de dépôts ».

Les bénéfices durant cette période ont été des plus satisfaisants, surtout en raison du faible capital à rémunérer. Ils sont de 2.704.273 francs en 1888, de 1.587.902 francs en 1895, de 2.134.524 francs en 1900, 2.375.134 francs en 1905, enfin 3.962.777 fr. 85 en

1911 ; cette dernière année le dividende distribué a été de 15 francs nets d'impôts par action de 500 francs libérée de 125 francs.

La statistique des principales opérations de la période (en millions de francs) est la suivante :

	1890	1895	1900	1905
Dépôts à vue	42,1	37,6	44,9	58,1
Dépôts à échéance.	25,5	11,4	31,8	36,3
Comptes - courants crédi- teurs	54,9	49,4	52,5	88,7
Comptes-courants débiteurs.	18,6	23,0	19,5	11,9
Effets à recevoir	87,9	56,5	62,9	102,3
Effets à payer	10,6	7,3	18,3	20,3
Effets escomptés.	1292,9	1061,9	1570,9	1839,5

La Banque de Paris et des Pays-Bas

En 1886 la Banque de Paris bénéficia pleinement de la reprise des affaires et elle étendit rapidement le champ de ses opérations, qui avait été au contraire très restreint les années précédentes. Malgré des crises financières et politiques nombreuses, elle recommença à faire preuve d'initiative, émit, par exemple, 340.000 billets hypothécaires de l'emprunt Cubain. En 1887 les bénéfices atteignent 7.398.000 fr. contre 6.623.000 francs l'année précédente. La Banque s'occupe beaucoup des valeurs Sud-Américaines, négocie un grand emprunt russe 4 0/0 des-

tiné à rembourser le 5 0/0 1877, et est chargée de toutes les opérations concernant cet emprunt, mouvements de fonds, comptabilité, etc...

En 1889 les opérations se ralentissent, en raison de la chute du Comptoir d'Escompte et de la dissolution de la Compagnie de Panama ; en 1890 le Krach de la Maison Baring de Londres est aussi un grand élément de trouble pour la Banque.

Cette Maison, très engagée dans les affaires portugaises et argentines, avait, dans ces deux pays, une circulation de traites qui remplaçaient l'or pour les paiements à l'étranger ; sa disparition amena une crise des changes ; de plus, la prime sur l'or par rapport à la monnaie nationale augmenta démesurément. Les titres argentins et portugais furent donc dépréciés, et la Banque de Paris dut faire subir de ce chef à son portefeuille, en 1891, une réduction de près de 8 millions, compensée, il est vrai, en partie, par certaines plus-values. Seul, cette année-là, le chiffre des commissions est satisfaisant, les autres chapitres de recettes sont considérablement diminués.

Les années suivantes, les émissions cessent presque complètement, elles atteignent 600 millions en 1892 au lieu de 4 milliards en 1889. Dans les autres pays, la situation est analogue et les capitalistes sont atteints dans leurs placements, par suite notamment de la violation des engagements de plusieurs Etats. A partir de 1894 au contraire, les affaires

reprennent, les fonds d'Etat remontent, la baisse du taux de l'intérêt, en amenant de nombreuses conversions de rentes et obligations, procure des bénéfices à la Banque, mais elle diminue la productivité de ses capitaux.

Puis vient l'insurrection de Cuba en 1895 ; elle touche la Banque de Paris, qui a une créance de 50 millions sur le Gouvernement espagnol ; mais cette créance est finalement remboursée et d'autres pays apportent à ce moment des satisfactions à la Banque ; ses affaires Russes et Argentines notamment sont lucratives.

En 1897 son activité est grande et elle attire l'attention du marché par son esprit d'initiative dans les grandes affaires internationales ; elle évite une crise que la guerre gréco-turque rendait menaçante, en escomptant le portefeuille de la Banque Ottomane.

L'année suivante, la guerre hispano-américaine et la réorganisation législative de notre marché empêchent de grandes opérations d'émission, mais en revanche, le resserrement des capitaux provoquant l'élévation du taux de l'escompte et des reports, rend plus lucratif l'emploi des ressources de la Banque.

En 1899 les affaires sont abondantes, la hausse des valeurs minières et métallurgiques, le relèvement économique de l'Espagne, de la République Argentine et du Brésil, sont pour elle une source de profits.

La période qui suit est au contraire une période de crise ; jusqu'en 1903 tout le développement industriel est arrêté. 1900 est une année de liquidation, puis en 1901 le marché devient très prudent en raison de krachs en Allemagne et en Amérique ; les bénéfices sont peu satisfaisants. A partir de 1902 la situation s'améliore pour la Banque d'année en année, et la prospérité est ininterrompue.

Le 17 décembre 1906 le capital est porté de 62.500.000 francs à 75 millions par la création de 25.000 actions de 500 francs émises à 1.350 francs. Les actionnaires avaient un droit de préférence. Les 850 francs de prime vinrent s'ajouter aux réserves qui s'augmentèrent ainsi d'un coup de 21.250.000 francs.

Les bénéfices sont de 22.678.000 francs en 1906 contre 4.854.000 francs en 1901, 7 millions en 1902 et 1903, 19 millions en 1904 et 10 millions en 1905. Les fluctuations sont donc considérables ; cela tient pour partie au chapitre « fonds publics, actions et obligations » dans lequel il s'agit non de bénéfices réellement effectués, mais d'un profit résultant d'une estimation d'inventaire ; une hausse en bourse peut donc influencer considérablement sur le bilan ; c'est ainsi que 1904 avait été marqué par une forte hausse sur les fonds d'Etats étrangers, et 1905 par une hausse sur les valeurs industrielles.

Cet état de chose force l'administration de la

Banque à une grande prudence dans la répartition des bénéfices, afin de maintenir une certaine stabilité dans le chiffre du dividende ; il n'est pas rare de voir reporter d'un exercice à l'autre un solde de plus de 10 millions. En 1904 par exemple malgré l'énorme augmentation des bénéfices sur l'année précédente, le dividende fut simplement porté de 50 à 60 francs, et le fonds de prévoyance institué par l'article 47 des statuts fut élevé de 12 millions à 22.800.000 francs.

On procédait de même en 1906, où le fonds de prévoyance des actionnaires était augmenté de 13.500.000 francs, celui des administrateurs de 1.500.000 francs.

En même temps d'ailleurs des charges nouvelles apparaissaient ; on élargit tous les services, on augmente le personnel.

En 1907 les bénéfices fléchissent de nouveau, à cause de la crise américaine, ils sont de 9.745.000 fr. ; la dépréciation du portefeuille atteint 1.951.551 fr.

Les bénéfices se relèvent ensuite avec la reprise des affaires et atteignent 15.552.525 fr. 09 en 1911.

L'Assemblée générale extraordinaire du 17 juin 1912 a porté le capital de 75 à 100 millions, par l'émission de 50.000 actions nouvelles au prix de 1.450 francs. Un droit de préférence est réservé aux actionnaires, à raison d'une action nouvelle pour trois anciennes. Cette prime de 950 francs va donc d'un coup grossir les réserves de la somme énorme

de 47 millions 1/2; pour une augmentation de 25 millions du capital social, celui-ci s'accroît en réalité de 72 millions 1/2.

Voici certains chiffres du bilan de la Banque pendant cette période (en millions de francs).

(en millions de francs)				
	1890	1895	1900	1905
Comptes courants créditeurs . .	83,9	89,1	125,3	229,7
— — débiteurs . .	51,4	39,7	81,2	167,8
Portefeuille- Fonds d'Etat . .	22,2	7,9	7,1	12,8
titres et { Actions et obliga-				
participat. } tions	32,3	33,3	49,4	54,3
diverses { Particip. diverses.	8,1	8,9	14,2	13,5
Effets à recevoir.	25,4	39,2	34,9	81,3
— à payer	23,3	8,5	33,3	45,1
Réserves	22,18	20,79	28,47	39,002

Fondation de la Banque de l'Union Parisienne.

La Banque de l'Union Parisienne est la dernière constituée des grandes Sociétés de crédit françaises; elle date seulement de 1904, mais au cours de cette brève existence, elle a su s'acquérir une très haute situation sur le marché de Paris.

L'Union Parisienne, comme la Banque de Paris, est purement une banque d'affaires; elle ne reçoit pas de dépôts et ne travaille qu'avec son capital et ses réserves; à ceux-ci s'ajoutent les capitaux des

grosses maisons de banque qui ont fondé la Société, et sont représentées dans son Conseil d'Administration ; le groupe de l'Union Parisienne est comme le groupe de la Banque de Paris, une très grande puissance financière.

L'Union Parisienne a pris la suite des affaires de la Banque parisienne, fondée en 1874 pour une durée de 30 ans, jusqu'en 1904 par conséquent.

Il y avait à ce moment un groupe de financiers appartenant à la haute banque qui désiraient avoir dans la main un grand établissement de crédit répondant à toutes les nécessités de la vie économique moderne ; ils jetèrent les yeux sur la Banque parisienne ; celle-ci, au capital de 20 millions, n'était pas en état de participer d'une manière assez large aux grandes opérations du marché ; aussi ses chefs saisirent-ils avec empressement l'occasion de s'allier à un groupe financier puissant.

La Banque de l'Union Parisienne fut définitivement constituée le 16 janvier 1904, pour une durée de 99 ans. Le capital initial était de 40 millions, divisé en 80.000 actions de 500 francs émises au pair.

Les fondateurs étaient MM. Michel Heine, de la maison Heine et Cie, le Baron Rodolphe Hottinguer, de la maison Hottinguer et Cie, le baron Alphonse Mallet, de la maison Mallet frères, Paul Barthélemy Mirabaud, de la maison Mirabaud et Cie, le baron Jean de Neuflize, de la maison de Neuflize et Cie,

Adolphe Vernes, de la maison Vernes et Cie. Le Président du Conseil d'Administration était, et est encore aujourd'hui, M. Lucien Villars, ancien directeur de la Banque de Paris et des Pays-Bas. La Société Générale de Belgique, principale actionnaire de la Banque Parisienne, conserva le même intérêt dans le capital de la nouvelle affaire ; la moitié de ce capital, soit 20 millions, fut de plus souscrit par cette Société, afin de laisser à chaque actionnaire de la Banque Parisienne, la faculté de recevoir en remboursement une action de la Banque nouvelle.

L'Union Parisienne installa son siège social à Paris, 5 et 7, rue Chauchat, dans les locaux de la Banque Parisienne ; mais son rapide développement l'obligea très vite à s'agrandir et à occuper tout le quadrilatère formé par les immeubles des n° 5 et 7, rue Chauchat, 12 et 14, rue Le Peletier.

L'accroissement des opérations sociales rendit bientôt le capital insuffisant. L'Assemblée générale du 24 novembre 1905 autorisa le Conseil d'Administration à l'augmenter jusqu'à concurrence de 100 millions, en une ou plusieurs fois. Le Conseil se contenta de le porter à 60 millions, en décembre 1905, par l'émission de 40.000 actions de 500 francs au prix de 750 francs ; le produit de la prime, soit 10 millions fut porté à un fonds de réserve spécial.

Depuis, la Banque n'a pas cessé d'accroître le champ de son action. Elle a pris pied dans tous les

pays, s'est mêlée aux plus grandes entreprises. Les bénéfices ont passé de 2.828.969 francs en 1904, à 5.488.844 francs en 1905, 9.423.519 francs en 1909, 14.550.230 francs en 1911. Le dividende a été de 25 francs en 1904, 35 francs en 1905, 40 francs depuis 1906, 45 francs en 1909, 50 francs en 1910 et 1911.

Le crédit de la banque, la confiance qu'elle inspire sont encore marqués par le haut cours des actions qui, par une ascension continue, avaient dépassé 1.200 francs avant la récente crise balkanique.

Enfin, une dernière preuve de la prospérité de la Banque consiste dans les réserves qu'elle a réussi à porter en huit ans au-dessus de 20 millions de francs ; c'est là un signe certain de la puissance et de la vitalité de l'établissement.

CHAPITRE XIV

L'ÉTAT ACTUEL DES GRANDES BANQUES

CONCLUSION

Il ne saurait être question dans ce dernier chapitre de faire un examen détaillé de la situation actuelle de nos grandes Sociétés de crédit, et d'approfondir les nombreux problèmes qui se posent à ce sujet ; cela suffirait à faire la matière d'un gros ouvrage, et beaucoup d'auteurs d'ailleurs s'en sont déjà occupés. Mais il est impossible de terminer une étude historique des grands établissements de crédit, sans jeter un regard rapide sur leur état actuel, leur puissance présente, aboutissant de toute leur évolution.

Les Banques sont aujourd'hui une des forces fondamentales de la société, le plus important facteur de la vie économique du pays. Leur action s'étend en province, et, dépassant les limites de nos frontières, se fait sentir partout à l'étranger, aussi bien hors d'Europe qu'en Europe.

En 1908, le Crédit Lyonnais, le Comptoir d'Escompte, la Société Générale, le Crédit Industriel et Commercial avaient à eux quatre 956 agences en France, dont 721 en province, et 43 à l'étranger, dont certaines sont de très grands établissements ; il faut y ajouter 466 succursales de la Banque de France, qui a un rôle de premier ordre dans cette organisation ; elle est le pivot du système, car, grâce à elle, les Sociétés gardent le minimum d'encaisse métallique, peuvent employer à l'escompte tous leurs capitaux, sûres de pouvoir réescompter facilement leur portefeuille à la Banque, au fur et à mesure de leurs besoins.

Les opérations de nos grands établissements ont subi une progression tout à fait inouïe dans ces dernières années. C'est ainsi que de 1885 à 1908, le total des dépôts à vue et comptes-courants créditeurs dans les 4 banques déjà citées a passé de 660 millions à 3.970 millions $1/2$; il a donc sextuplé en 24 ans. Le total des dépôts à terme a, lui aussi, progressé, puisqu'il est de 268 millions en 1908 contre 130 millions en 1885 ; mais on voit que l'accroissement est ici singulièrement moins rapide, et certaines banques, comme le Crédit Lyonnais, présentent même une diminution sur ce chapitre. On préfère les dépôts à vue pour lesquels l'intérêt bonifié est insignifiant : $1/2$ 0/0 généralement, aux dépôts à terme qui reçoivent suivant le nombre

d'années du dépôt, un intérêt de 1, 2, 3 0/0. Et pour les banques, le risque des dépôts à vue n'est pas plus grand, au moins en période normale, car sur la masse, les versements et les retraits de fonds s'équilibrent de façon à maintenir un niveau moyen à peu près constant; elles peuvent donc se livrer en toute tranquillité à leurs opérations d'escompte, et le profit est bien supérieur ici.

Le taux d'intérêt des dépôts et comptes-courants n'est d'ailleurs pas uniforme dans tous les cas; ce taux peut varier d'après les conditions du compte, le genre d'opérations auxquelles se livre le commerçant ou l'industriel, les services qu'il réclame, l'importance et la facilité de l'affaire à traiter; le banquier ne vend pas ses services à prix fixe, et cette souplesse est un des grands avantages de la liberté en matière de banques. Il en est tout différemment à la Banque de France qui est, elle, étroitement liée par ses statuts, et beaucoup d'opérations vont de préférence aux banques privées à cause de cela.

Quant à la gestion des grands établissements de crédit, elle est restée d'une prudence très grande. En 1908, par exemple, le total de l'encaisse métallique des quatre grandes banques citées s'élevait à 401 millions, soit à peu près 10 0/0 de leur dette remboursable à vue, dépôts et comptes-courants créditeurs, qui étaient de 3.970 millions; le portefeuille commercial, composé de papier de premier

ordre, facilement réescomptable se montait à 2.708 millions, les comptes-courants débiteurs présentaient un total de 1.239 millions, les prêts sur nantissement et reports étaient de 898 millions, le portefeuille de valeurs mobilières de 150 millions seulement. Les ressources propres de ces banques, capital et réserves, s'élevaient à la même date à 789 millions.

Le faible chiffre du portefeuille de valeurs (150 millions dont 115 pour la Société Générale seule) prouve que ces Sociétés ne sont pas des banques de placement à risques : elles ne spéculent pas sur les valeurs mobilières, se contentant de les répandre dans leur clientèle.

Les grandes Banques sont arrivées à jouer le rôle de gérant collectif de milliers de fortunes mobilières ; elles sont d'autant plus appréciées, que, grâce à l'importance de leurs opérations, elles peuvent rendre à leur clientèle des services extrêmement nombreux, et cela pour un prix excessivement minime ; elles gardent les titres, encaissent les coupons, tiennent, pourrait-on dire, tous les articles de banque, lettres de crédit sur tous pays, monnaies étrangères, valeurs diverses. Enfin, en répandant l'usage du chèque en France, non seulement elles rendent service aux particuliers en facilitant dans une large mesure tous les paiements, mais elles font œuvre d'intérêt général en multi-

pliant la productivité du stock monétaire français.

Quant aux banques d'affaires, l'utilité de leur rôle est évidente, elles s'occupent de nombreuses entreprises privées qui concourent au développement économique général ; elles rendent de grands services à l'Etat en lui permettant d'emprunter plus facilement et à meilleur compte qu'autrefois ; enfin, par toutes leurs interventions au delà des frontières, elles augmentent l'influence de la France au dehors ; et rendent notre situation économique plus favorable par l'accroissement de nos créances sur l'étranger. Leur rôle peut même souvent prendre un caractère politique ; la participation ou la non-participation de nos banques à une affaire étrangère peut être une des conditions d'une négociation diplomatique. Ces dernières années, par exemple, l'Allemagne avait longtemps jugé le concours des banques françaises indispensable pour la réalisation du chemin de fer de Bagdad, et on en parla longtemps comme d'un objet d'échange pour une entente à conclure entre les deux pays. De même au Maroc, l'intervention de nos établissements de crédit dans les finances marocaines, a précédé et préparé notre mainmise diplomatique et militaire ; elle a été un des moyens de justification de nos droits sur ce territoire. Politique et finances sont donc aujourd'hui étroitement liées et nos banques sont un des facteurs de notre puissance dans le monde.

Examinons maintenant la situation présente de chacun des grands établissements de crédit :

Le Crédit Lyonnais.

A l'heure actuelle, le Crédit Lyonnais est la plus importante de nos Sociétés de crédit ; il a toujours gardé les traditions établies par son fondateur, M. Henri Germain, qui continua à présider à ses destinées jusqu'à sa mort, en 1905.

Voici le dernier bilan connu, celui de 1911.

ACTIF

Espèces en caisse et dans les Banques .	183.393.847 fr. 66
Portefeuille	1.316.642.982 » 65
Avances sur garanties et reports. . .	411.320.210 » 66
Comptes courants	650.317.147 » 99
Portefeuille-titres (actions, bons, obligations et rentes).	11.257.492 » 31
Comptes d'ordre et divers	3.406.177 » 67
Immeubles	35.000.000 » »
Total	2.611.337.858 fr. 94

PASSIF

Dépôts et bons à vue	846.635.421 fr. 44
Comptes courants	1.142.034.266 » 72
Acceptations	136.571.483 » 83
Bons à échéance	35 842.634 » 21
Comptes d'ordre et divers	7.648.629 » 57
Profits et pertes (Bénéfices de l'exercice 1911).	36.307.892 » 12
Solde du compte « Profits et Pertes » des exercices antérieurs.	4.297.531 » 05
Réserves diverses	152 000.000 » »
Capital entièrement versé	250 000.000 » »
Total	2.611.337.858 fr. 94

On doit remarquer l'importance du portefeuille commercial, 1 milliard 300 millions ; ces dernières années, les banques et surtout le Crédit Lyonnais se sont livrées à une véritable chasse du papier d'escompte, placement à la fois sûr et lucratif, puisqu'elles ne donnent que 0,50 0/0 d'intérêt à leurs dépôts et escomptent à 3 ou 4 0/0 suivant les périodes ; il est vrai que le taux de ces banques descend souvent au-dessous du taux officiel de la Banque de France, pour le papier de premier ordre ; mais le bénéfice est encore sérieux. Aussi, les démarcheurs des établissements sollicitent-ils sans arrêt les commerçants, pour tâcher d'attirer chez eux leur papier de commerce.

On doit noter aussi le faible montant du portefeuille-titres : 11 millions ; il était de 60 millions en 1882, ce qui montre bien le changement d'orientation de la banque. Quant aux dépôts et bons à vue, ils s'élèvent à 846 millions contre 705 en 1905 ; l'accroissement est donc extrêmement rapide.

Le Crédit Lyonnais a ouvert, dans la seule année 1911, 29 succursales ; le nombre d'effets entrés en portefeuille cette année-là a été de 20.474.857 pour un montant de 15.941.487.243 fr. 46. Le nombre des lettres expédiées a été de 10.290.054, le mouvement de caisse de 121.272.336.969 fr. 74. Le nombre de comptes au 31 décembre était de 584.093, le solde des dépôts et comptes courants créanciers de 1.988.669.688 fr. 16.

On peut juger par ces chiffres de la puissance de l'établissement. Il faut ajouter, que l'actif a une valeur absolument certaine, car c'est une règle absolue au Crédit Lyonnais de porter pour 1 franc au bilan toutes les créances pouvant présenter le moindre doute.

Le siège social de la Société est toujours à Lyon, mais le siège central et la direction sont à Paris, Boulevard des Italiens, dans un somptueux palais qui a coûté 30 millions et qui est bien le symbole de l'importance de la Banque.

Quant aux agences, elles sont répandues partout ; on les distingue en deux groupes, le premier dépendant du siège social, comprend la région lyonnaise, le centre et le midi de la France, et l'Algérie ; c'est l'ancien réseau, celui des premières agences créées. Le 2^e groupe dépend du siège central à Paris et comprend le nord-est, le nord, l'ouest, et le sud-ouest de la France.

A l'étranger, on voit, par exemple, des agences à Alexandrie, au Caire, à Port-Saïd, Constantinople, Smyrne, Jérusalem ; il en existe dans de nombreux pays en Europe et hors d'Europe.

Le dividende a été de 60 francs en 1911 et le cours des actions oscille entre 1.500 et 1.600 francs.

La Société Générale.

La Société Générale donne, elle aussi, les résultats les plus satisfaisants. Voici son bilan pour l'année 1911 :

ACTIF

Caisse et Banque.	212.856.067 fr. 92	
Portefeuille	852.884.625 fr. 30	} 929.362.978 » 58
Effets à l'encaiss ^t	76.478.353 » 28	
Reports	73.092.364 » 60	
Coupons à encaisser.	35.516.641 » 88	
Rentes et actions, bons et obligations	47.922.252 » 40	
Avances sur garanties	225.353.712 » 09	
Participations financières	63.068.118 » 50	
Immeubles et Immobilière Parisienne et Départementale	49.041.951 » 05	
Comptes de banque à l'étranger et comptes courants divers	425.405.397 » 50	
Appels différés sur actions	200.000.000 » 00	
Total	2.261.619.484 fr. 52	

PASSIF

Capital	400.000.000 fr. 00	
Réserve.	64.872.987 » 13	
Réserve immobilière	2.113.773 » 82	
Comptes de chèques.	435.548.869 » 11	
Dépôts à échéance fixe.	118.496.800 » 00	
Effets à payer.	174.065.693 » 17	
Comptes de banque à l'étranger . . . }	1.052.132.962 » 62	
Comptes courants divers }		
Intérêts et dividendes à payer aux action- naires	769.098 » 25	
Profits et pertes (frais généraux déduits). 18.417.568 fr. 72		
Coupon de 6 fr. 25 payé en octob. 1911 5.000.000 » 00		
Reste.	13.417.568 fr. 72	
Solde du dernier exercice.	201.731 » 72	13.619.300 » 52
Total		2.261.619.484 fr. 52

Le mouvement général de la caisse a été de.....
111.049.619.477 fr. 57, le mouvement général du por-
tefeuille de 43.251.862.691 fr. 15 pour 76.267.324
effets, le montant des coupons encaissés de 1 billion
503.852.543 fr. 11, celui des ordres de Bourse de
3.572.791.299 fr. 51 pour 1.178.068 ordres, le nombre
des comptes de chèques au 31 décembre de 222.573.
Le total des impôts payés par la Société en 1911 se
chiffrait par la somme énorme de 3.858.233 fr. 86.

Enfin, on a distribué un dividende de 18 fr. 25 net par action libérée de 250 francs.

L'organisation de la Société s'étend à plus de 500 villes de province, et elle a à Paris 56 bureaux de quartier, 38 agences de banlieue, au total 923 succursales pour toute la France. A l'étranger, elle n'a d'agence proprement dite qu'à Londres et Saint-Sébastien ; pour développer son champ d'action, elle a recours à un système complètement différent de celui du Crédit Lyonnais ; elle crée des filiales, Sociétés relativement autonomes et libres vis-à-vis d'elle, mais dont le capital est, pour la plus grande partie, souscrit par elle. On peut citer ainsi la Société française de Banque et de dépôts, dont l'activité se manifeste surtout en Belgique, la Société Générale Alsacienne de banque, dont le siège et les principales succursales sont en Alsace ; la Société Suisse de banques et de dépôts, la Société Générale de l'Afrique du Nord dont le siège est à Tunis.

Il faut noter dans le bilan de la Société Générale l'importance des participations financières, industrielles et commerciales ; cela le différencie nettement de celui du Crédit Lyonnais ; on a adressé des critiques à ce sujet à la Société Générale ; mais on doit remarquer que celle-ci, contrairement aux autres établissements, a beaucoup de dépôts à échéance fixe, 118 millions au dernier bilan ; l'emploi de ces sommes qui ne sont remboursables qu'après

un préavis de 6 mois, un, deux, trois et jusqu'à cinq ans peut être différent de l'emploi des capitaux immédiatement exigibles.

La Société générale est donc dans une excellente situation ; elle forme un type intermédiaire ; ce n'est ni uniquement une banque d'escompte, ni une banque de commandite ; elle mélange les deux natures d'opérations, mais avec beaucoup de prudence et de mesure.

Le Comptoir d'Escompte.

Le Comptoir d'Escompte a depuis longtemps fait oublier à tous le souvenir des mauvais jours de 1888, et par son habile gestion, il a repris la place éminente qu'il occupait autrefois.

Voici le bilan du 31 décembre 1911 :

ACTIF

Espèces en caisse et en Banque . . .	124.349.720 fr. 42
Portefeuille	892.611.228 » 19
Reports.	71.163.731 » 94
Correspondants « Effets à l'encaissement »	82.123.155 » 73
Comptes courants débiteurs	116.595.335 » 09
Rentes, obligations et valeurs diverses .	7.715.073 » 98
Participations financières	4.884.629 » 75
Parts de fondateurs C. N.	1.183.788 » 03
Avances garanties	175.153.754 » 52
Comptes débiteurs par acceptations . .	148.673.928 » 05
Agences hors d'Europe.	17.245.787 » 77
Comptes d'ordre et divers	4.244.561 » 92
Immeubles.	15.841.544 » »
Total	4.661.786.239 fr. 39

PASSIF

Capital	200.000.000 fr. »»
Réserves { Statutaire. . . 7.813.468 » 35	36.030.566 fr. 70
{ Diverses . . . 19.675.000 » »»	
{ Spéciale . . . 5.000.000 » »»	
{ Supplément ^{re} . . 1.100.000 fr. »»	
{ Immobilière . . 2.442.098 » 15	
Réserve spéciale « Parts de fondateurs »	
C. N.	1.183.788 fr. 03
Comptes de chèques et comptes d'es-	
compte	664.332.250 » 72
Comptes courants créditeurs	530.708.844 » 61
Bons à échéance fixe	50.417.562 » 75
Acceptations	146.940.349 » 12
Comptes d'ordre et divers	14.480.169 » 12
Compte des actionnaires	1.828.158 » 32
Profits et Pertes (Exercice 1911). . .	15.864.550 » 02
Total	1.661.786.239 fr. 39

Le dividende a été de 35 francs pour les actions, de 4 fr. 8177 par part de fondateurs ; il existe en effet 60.000 parts de fondateurs qui ont été distribuées aux actionnaires de l'ancien Comptoir ; elles touchent 30 0/0 des produits après prélèvement de 5 0/0 pour la réserve, 5 0/0 pour l'intérêt des actions, 5 0/0 pour l'administration.

Remarquons au bilan le faible chiffre des participations financières ; le Comptoir est aujourd'hui principalement un établissement d'escompte.

Les entrées en portefeuille ont atteint en 1911 un chiffre de 18.617 millions ; le mouvement de la caisse 76.729 millions.

Le Comptoir possède 41 bureaux de quartier à Paris, 16 bureaux de banlieue, 177 agences dans les départements et 24 à l'étranger ; elle en a, en Angleterre, à Londres, Liverpool, Manchester ; en Australie, à Sydney et Melbourne ; aux Indes, à Bombay ; en Tunisie, à Tunis, Bizerte, Sfax et Sousse ; en Egypte, à Alexandrie, Le Caire, Port-Saïd ; à Madagascar, à Tananarive, Tamatave, Majunga, Diego-Suarez, Tuléar, Nossi-Bé, Manaujary ; enfin à Bruxelles, Saint-Sébastien, Monte-Carlo, La Condamine.

C'est là le caractère particulier du Comptoir, d'avoir, plus que tous les autres établissements, étendu l'importance de ses relations à l'étranger et développé autant que possible nos intérêts dans les colonies.

Le Crédit Industriel et Commercial.

Voici le bilan de la Société pour l'exercice 1911 :

ACTIF

Espèces en Caisse et à la Banque de France	15.697.281 fr. 26
Fonds disponibles dans les banques . . .	11.849.260 » 04
Coupons à encaisser	5.368.397 » 05
Effets à recevoir	113.806.090 » 84

Reports	21.749.155 » 47
Rentes, actions et obligations	11.806.004 » 78
Avances garanties	44.823.695 » 36
Comptes courants	25.506.644 » 76
Crédits d'acceptation garantis	23.765.400 » »»
Paievements faits sur intérêts et dividende, exercice 1911.	944.420 » »»
Immeuble social	4.000.000 » »»
Versement non appelé.	75.000.000 » »»
Total	354,317.249 fr. 55

PASSIF

Capital émis.	100.000.000 fr. »»
Fonds { statulaire . . 10.000.000 }	21.000.000 » »»
de réserves { extraordinaire . 11.000.000 }	
Comptes { à vue . 60.013.623 fr. 55 }	99.327.461 » »»
de Dépôts { à préavis 39.313.838 » 32 }	
Comptes courants	105.545.983 » 16
Accept ^{ns} { sur garanties 23.765.400 fr. »» }	23.774.735 » 85
à payer { sur provis ^{ns} . 9.335 » 85 }	
Réescompte du portefeuille	369.997 » 85
Intérêts et dividendes antérieurs restant à payer.	26.386 » 88
Report de l'exercice 1910.	309.906 » 09
Profits et pertes. Solde disponible de l'exercice	3.962.777 » 85
Total	354.317.249 » 55

Pendant cet exercice, il est entré en caisse 11.490.931.329 francs et sorti 11.486.997.424 francs. Il est entré en portefeuille 1.091.875 effets représen-

tant une valeur de 2.150.191.788 francs et sorti 1.090.555 effets, pour une valeur de 2.166.866.495 fr. Les impôts divers ont été de 546.208 francs.

Le Crédit Industriel possède 37 agences à Paris, 3 en banlieue, à Courbevoie, Neuilly-sur-Seine et Versailles, enfin une seule agence étrangère à Londres.

La Banque de Paris et des Pays-Bas.

Le bilan de l'exercice 1911 est le suivant :

ACTIF

Espèces en caisse et à la Banque. . . .	26.623.317 fr. 68
Fonds disponibles dans les Banques, à l'étranger.	2.310.885 » 50
Porte- { Paris et province	33.908.260 » » »
feuille { Etranger	27.784.435 » 65
Succur- { Comptes fixes. 8.000.000, » » }	
sales { Comptes cour ^{ts} 33.581.375,43 }	41.581.375 » 43
Comptes courants des syndicats.	16.019.265 » 34
Correspondants et comptes courants . . .	207.688.442 » 73
Reports	85.072.512 » 80
Coupons à encaisser	5.647.864 » 87
Avances sur garanties.	4.706.338 » 44
Fonds d'Etat.	6.053.307 » 25
Actions et obligations.	92.652.714 » 15
Participations diverses	34.464.950 » 84
Comptes divers	3.097.709 » 88
Immeubles de la Société	9.506.279 » 24
Total	597.117.659 fr. 80

PASSIF

Capital social	75.000.000 fr. »»	
Réserve légale	7.500.000 » »»	
Réserve extraordinaire. 21.250.000,»»		
Fonds de prévoyance { apparten ^t aux actionnaires. 50.750.000,»»		74.945.846 » 03
{ apparten ^t aux administrat ^{rs} en exercice . 2.945.846,03		
Effets à payer	57.819.950 » 31	
Succur- { Comptes fixes. 8.000.000,»»		41.581.375 » 43
sales { Comptes cour ^{ts} 33.581.375,43		
Comptes courants des syndicats.	17.758 » 70	
Correspondants et comptes courants . . .	253.310.897 » 93	
Coupons à payer	40.035.412 » 09	
Liquidation 31 décembre 1911	4.863.978 » 20	
Dotation en faveur du personnel (Compte ancien).	866.915 » 85	
Comptes divers	14.914.125 » 08	
Profits et pertes Report de l'exercice 1910)	10.708.875 » 09	
Profits et pertes (Exercice 1911).	15.552.525 » 09	
Total	597.117.659 fr. 80	

On voit aisément à quel point la situation de la Banque est solide ; les réserves atteignent le chiffre considérable de 79 millions, et elles vont être encore accrues par le fait de la dernière augmentation du capital.

Le dividende de 1911 a été de 75 francs et, ce qui contribue à maintenir la confiance du public, ce dividende est d'une très grande régularité, grâce à l'importance des sommes reportées d'un exercice à

l'autre (44.178.066 francs pour l'exercice 1914); une banque d'affaires ne peut en effet prétendre à la même stabilité des profits qu'une banque de dépôts et d'escompte.

D'après le dernier rapport aux actionnaires, le portefeuille titres de la Banque comprend 28 fonds d'Etats différents, 321 espèces d'actions et 58 espèces d'obligations de Sociétés; les « participations diverses » concernent 94 affaires. L'évaluation des titres au bilan se fait d'après le cours moyen de la Bourse de décembre, chaque fois que cette moyenne est inférieure au cours du 31 décembre.

Les immobilisations de la Banque ne sont pas excessives, étant donné la nature de ses ressources. Elle sait se dégager des affaires auxquelles elle participe; elle y est aidée par ses relations étroites avec les autres établissements de crédit, et en particulier avec la Société Générale qui lui fournit les guichets nécessaires au placement de ses titres.

On doit noter enfin que les bilans de la Banque de Paris ne donnent pas une idée complète de sa puissance puisqu'aujourd'hui comme autrefois, elle continue à être le centre d'attraction de nombreuses maisons de banque, qui subissent son ascendant et lui prêtent leur concours.

La Banque de l'Union Parisienne.

Voici le bilan de la banque au 31 décembre 1911.

ACTIF

Espèce en caisse et à la Banque de France	48.348.332 fr. 07
Portefeuille :	
Effets à recevoir	116.995.394 » 38
Rentes, actions, obligations	35.698.057 » 30
Coupons en caisse	1.708.929 » 74
Prêts sur titres et avances diverses	20.662.623 » 09
Participations financières	13.672.064 » 95
Reports	63.091.316 » 84
Comptes courants	166.788.889 » 15
Comptes divers et comptes d'ordre	3.541.275 » 99
Agents de change (ventes au comptant)	2.025.342 » 85
Immeubles	3.230.001 » »
Mobilier	100.623 » 65
Total	475.862.851 fr. 81

PASSIF

Capital	60.000.000 fr. » »
Réserve légale	2.471.055 » 08
Réserve spéciale	15.000.000 » »
Effets à payer	48.900.979 » 03
Coupons à payer	6.170.093 » 51
Comptes courants	315.832.879 » 58
Comptes divers et comptes d'ordre	2.333.016 » 40
Agents de change (achats au comptant)	4.021.171 » 60
Profits et pertes :	
Solde de l'exercice 1910 ; 6,583.425 fr. 23	
Exercice 1911	14.550.230 » 58
ci :	21.133.655 » 81
Total	475.862.851 fr. 01

On peut faire pour l'Union Parisienne la même remarque que pour la Banque de Paris ; ce bilan, déjà si satisfaisant, ne donne pas la mesure de sa force réelle.

L'Etablissement a derrière lui de très grosses maisons de banque appartenant surtout à ce qu'on a souvent appelé la Banque Protestante, par opposition à la Banque Juive ; beaucoup de banquiers qui ont fondé la Société et siègent au Conseil appartiennent en effet à la religion protestante, mais ils n'ont nullement entendu donner à l'Union Parisienne un caractère confessionnel. Ils forment en tous cas un groupe très puissant, qui a su en quelques années acquérir une situation considérable sur le marché de Paris.

La Banque Française.

La « Banque Française pour le Commerce et l'Industrie » a été fondée en 1901 par M. Maurice Rouvier, ancien président du Conseil et ancien Ministre des Finances. Sans avoir la même importance que les établissements déjà cités, elle a su, grâce en partie à la personnalité de son fondateur, prendre une place en vue sur le marché, et elle est entrée dans le consortium des grandes banques.

Il est donc intéressant de faire connaître son dernier bilan (31 juillet 1911).

La Banque Française a été formée par la Banque Internationale, la Banque de l'Afrique du Sud et la Compagnie des Mines d'or de l'Afrique du Sud ; les deux premières sociétés liquidèrent à cette occasion.

D'après ses statuts, elle peut se livrer à toutes les opérations de banque ; mais c'est en somme une banque d'affaires ; elle consacre toute son activité à des participations aux entreprises industrielles, commerciales et financières, ne France comme à l'étranger, et aux emprunts publics. Elle jouit d'un excellent crédit et s'est acquise en peu d'années une situation de premier ordre sur la place de Paris.

La Société Marseillaise

La « Société Marseillaise de Crédit Industriel et Commercial et de Dépôts » a été à l'origine, comme le Crédit Lyonnais, une banque locale ; comme lui, quoique moins rapidement, elle a dépassé les limites de sa région, et étendu le cercle de ses affaires à Paris. Elle a accru peu à peu l'importance de ses opérations ; actuellement, il est impossible de la considérer uniquement comme une banque régionale, et de nombreux statisticiens la classent parmi les grands établissements de crédit.

La Société Marseillaise a été créée par le Crédit Industriel en 1865 ; très vite, elle se dégagaa de la tutelle de celui-ci et acquit son autonomie. En 1878,

elle fut transformée en société libre suivant la loi de 1867. Le capital initial était de 20 millions dont un quart versé; il a été successivement porté à 40 millions en 1879, à 60 en 1880, réduit à 40 dont la moitié versée en 1883, à 30 en 1889. Enfin, l'Assemblée générale du 20 juin 1907 a porté le capital à 50 millions et décidé la libération de toutes les actions; elles ne sont d'ailleurs pas encore toutes libérées actuellement.

Voici le bilan au 31 décembre 1911 :

ACTIF

Caisse et Banques	5.206.964 fr. 81	
Porte-feuille { Effets en francs. 44.767.212,17)	50.693.704 » 74	
{ Effets en monnaies étrang ^{res} 5.926.492,57 }		
Comptes reports	4.415.627 » 65	
Rentes, actions, obligations et participations diverses.	13.803.971 » 77	
Avances sur titres	20.904.949 » 37	
Comptes courants et crédits sur garanties.	61.167.675 » 38	
Correspondants débiteurs.	10.346.139 » 14	
Ordre de bourse.	5.490 » 70	
Immeubles sociaux.	4.400.000 » »	
Actions; versements non effectués sur :		
17.570 actions libérées de 250 francs }	10.753.625 » »	
16.963 — 125 — }		
Total	181.698.148 fr. 56	

PASSIF

Capital		50.000.000 fr. »»
Réserves { Statutaire.	3.901.000, »»	21.901.000 » »»
{ Supplément ^{re} 15.750.000, »»		
{ Immobilière.	2.250.000, »»	
Comptes de dépôts.	58.556.289 »	17
Comptes d'encaissement	1.755.474 »	21
Correspondants créditeurs	10.062.602 »	60
Effets à payer	32.769.401 »	48
Comptes d'ordre et coupons	3.199.753 »	94
Dividende de l'exercice		
1911	3.958.362,45	2.981.159 » 35
Moins acompte du 1 ^{er} se-		
mestre 1911.	977.203,10	
Dividendes des exercices précédents	61.602 »	70
Réescompte	231.953 »	31
Profits et pertes (Solde à reporter).	178.911 »	80
Total		181.698.148 fr. 56

Le dividende a été de 45 francs pour les actions entièrement libérées, de 32 fr. 50 pour celles libérées de 250 francs, de 26 fr. 25 pour celles libérées de 125 francs.

On voit d'après ce bilan combien la situation de la Société est solide. Les réserves se montent au chiffre imposant de 21 millions. Les dépôts atteignent 58 millions, contre 4 millions en 1866, 29 en 1880, 35 en 1890, 38 en 1900.

La Banque participe à de nombreuses émissions, mais avec beaucoup de mesure ; la presque totalité de ses bénéfices provient des opérations de banque pure.

Le mouvement de caisse en 1911 a été de 5.807.952.886 francs, le mouvement du portefeuille de 2.571.893.127 francs ; le nombre de comptes de dépôts à disponibilité était de 8.623 au 31 décembre 1911 ; il existait à cette date dans les caveaux de la Banque 1.662.853 titres dont 691.226 à Marseille et 971.627 à Paris ; enfin les ordres de Bourse pendant l'année ont porté sur 495.822.764 francs.

Ces chiffres suffisent à montrer que la Société Marseillaise est plus qu'une importante Banque régionale ; elle a rang parmi les grands Établissements français.

Les grandes Sociétés de crédit et les banques locales.

Le développement considérable des grandes banques, et surtout l'extension de leurs réseaux d'agences en province, devait forcément indisposer les banquiers locaux et créer une sorte de crise.

Les Banques de province ont subi en effet une concurrence terrible de la part de ces agences, avides de clientèle et cherchant à l'attirer par tous les moyens. A Paris, il n'en a pas été ainsi, car les banques privées s'occupent généralement d'opérations particulières, dites de haute banque, emprunts, émissions ; chacune a souvent sa spécialité ; ces banques, quelquefois très puissantes, vivent dans les meilleurs

termes avec les grandes sociétés de crédit et ont des relations constantes avec elles. Il n'en est pas de même en province où les agences viennent travailler sur le même terrain d'affaires que les banques locales. Beaucoup de celles-ci, ne pouvant pas lutter à égalité, ont dû liquider, la plupart a vu baisser le montant de ses bénéfices. Les grandes banques ont en effet sur elles l'avantage d'un énorme chiffre d'affaires; le profit minime de chaque opération est compensé par la multiplicité de ces opérations. Leurs ressources leur donnent des moyens d'action plus puissants, leur permettent de faire une large publicité; leur crédit enfin ne peut se comparer à celui des petits établissements locaux.

Les banques de province ont compris qu'elles ne pouvaient espérer se maintenir que par l'association; divisées, en effet, elles ne sont rien; unies, elles sont une force avec laquelle il faut compter.

On a calculé qu'il y avait en France de 2.700 à 2.800 banques locales, banquiers privés ou caisses par actions; leur importance varie naturellement beaucoup, depuis le modeste escompteur de petites villes jusqu'au grand banquier possesseur de capitaux considérables.

Un certain nombre de ces banques se sont réunies en syndicat pour la défense de leurs intérêts. [Ce fut l'origine du Syndicat des Banques de province.

Celui-ci se proposait : 1° de communiquer à ses

adhérents tous les renseignements financiers susceptibles de les intéresser ; 2° d'étudier les affaires financières, industrielles, commerciales ; 3° de faciliter à ses adhérents la participation à la création de sociétés nouvelles, par la prise ferme ou à option des valeurs à émettre ; 4° d'obtenir pour eux les meilleures conditions possibles pour leurs participations aux émissions.

Le syndicat prospéra et rendit de nombreux services aux banquiers locaux en atténuant l'inégalité de leur lutte avec les grandes banques. En 1905, devant l'extension qu'il prenait, on décida de créer à côté de lui un être moral ayant une personnalité juridique complète ; d'après la loi, il devait revêtir la forme anonyme. On fonda donc la Société Centrale des Banques de province, qui eut pour premiers adhérents les 320 ou 330 membres du Syndicat. Son but, parfaitement déterminé, était le suivant : faire directement ou en participation, pour elle-même ou pour le compte des membres du Syndicat, en France ou à l'étranger, toutes opérations financières avec tous Etats, villes, départements, sociétés, banques et administrations publiques ou privées.

Elle permettait ainsi aux banques de province de participer aux lucratives opérations des syndicats de garantie constitués lors des grandes émissions de fonds publics. Le capital de la Société était d'ailleurs minime. Il était juste suffisant pour permettre à

chaque banque adhérente de posséder une action de 5.000 francs.

La Société Centrale était donc simplement un organe représentatif, un intermédiaire soutenant à Paris les intérêts des banques locales, leur communiquant tous les avantages qu'elle pouvait obtenir. Son importance s'est d'ailleurs très vite affirmée ; elle a participé aux grandes émissions faites sur notre marché depuis sa fondation, et a opéré directement certaines opérations importantes. Non seulement elle a procuré d'énormes avantages à ses adhérents, mais ses propres bénéfices s'élevaient dès les premières années à 20 ou 25 0/0 du capital versé.

En 1911, une transformation complète a été opérée ; la Société centrale des Banques de Province a été dissoute et s'est immédiatement reconstituée, sous la même raison sociale, mais cette fois au Capital de 100 millions. C'est dire que maintenant, elle peut compter parmi les grands établissements de Paris. Elle vit d'ailleurs dans les meilleurs termes avec eux et ne s'est nullement dressée en instrument de combat.

Mais par ses ressources propres, comme par les nombreux capitaux qu'elle groupe derrière elle, elle est maintenant une force financière dont on doit tenir compte, et tout fait prévoir que cette force ne fera que s'affirmer de plus en plus à l'avenir.

Ainsi partout s'affirme le rôle bienfaisant de l'association, de la concentration ; les banques locales en sont un exemple de plus. Mais parmi les grandes banques elles-mêmes, le principe de l'association est intervenu et a poussé les grands établissements de crédit à s'unir, à s'allier entre eux ; ils ont formé ce qu'on a appelé le consortium des banques. Ils ont constaté en effet qu'il leur était très difficile d'agir isolément, étant donné l'importance des affaires à traiter, et qu'il existait une solidarité d'intérêts certaine entre eux tous ; ils ont pensé qu'il valait mieux s'entendre que se livrer à une concurrence coûteuse.

La Banque de Paris, le Crédit Lyonnais, la Société Générale, le Comptoir d'Escompte, le Crédit Industriel et Commercial ont ainsi conclu une entente, formé un consortium ; ils se chargent en commun de toutes les grosses émissions ; quand l'un d'eux contracte une affaire, il a avec lui comme participants les autres établissements, qui pourtant ne figurent pas au contrat ; à ce consortium, vinrent se joindre la Banque de l'Union Parisienne, puis la Banque Française pour le Commerce et l'Industrie.

Cette union a naturellement fortifié la situation des grands établissements français. Lorsqu'un gouvernement étranger négocie un emprunt avec eux, il sait qu'il a devant lui non pas une banque isolée ; mais la meilleure partie des forces financières de

notre marché. Ils ont ainsi plus d'autorité pour faire aboutir les affaires et pour défendre les intérêts français.

Les grandes banques françaises n'ont pas pu atteindre leur haute situation actuelle sans se faire beaucoup d'ennemis et sans soulever de nombreuses critiques. Il serait trop long d'analyser tous les écrits qui ont été rédigés contre elles. Mais parmi les reproches qui leur sont adressés, il en est un qui revient souvent ; on déclare que nos établissements de crédit ne remplissent pas leur rôle à l'égard de l'industrie et du commerce français, qu'ils favorisent les entreprises étrangères au détriment des entreprises françaises, en facilitant de toutes manières l'exportation de nos capitaux. On leur demande au contraire de faire de la commandite à l'industrie, d'ouvrir des crédits aux industriels et aux commerçants, de favoriser le commerce d'exportation, de faire du crédit agricole, de créer en plus grand nombre des sociétés industrielles et commerciales françaises.

Ces reproches ne paraissent pas fondés et ces demandes ne peuvent pas toutes recevoir satisfaction. Il est faux d'abord que les banques ne fassent rien pour le commerce et l'industrie ; elles ne font pas de commandite, il est vrai, mais les leçons de l'expérience montrent assez quels périls attendent les

banques qui consentent à des immobilisations excessives de leurs ressources. Nos établissements aident pourtant le commerce, d'abord par le placement des actions et obligations des entreprises, puis par l'escompte du papier de commerce qui se fait sur une si large échelle et à des taux des plus réduits, enfin par des ouvertures de crédit qui sont facilement consenties aux commerçants et industriels solvables. Ce sont là des services qu'on ne saurait oublier.

Quant à l'exportation des capitaux, loin d'être un mal, elle est au contraire de première utilité ; si le marché français cherche des placements à l'étranger, ce n'est pas par dédain pour ses fonds publics, qu'il possède au contraire en totalité, c'est pour employer le trop plein de ses disponibilités ; et cette exportation de capitaux, très avantageuse au point de vue politique, puisqu'elle augmente l'influence de la France à l'étranger et rend son concours plus précieux, a une importance économique des plus grandes ; elle établit une balance très favorable des changes en notre faveur ; cela facilite les relations commerciales et nous permet de posséder un important stock métallique qui contribue beaucoup à éviter de graves crises.

La création d'une banque d'exportation serait d'ailleurs une excellente mesure, susceptible de rendre de nombreux services. Cette création a été bien souvent préconisée ; elle s'appuie sur des rai-

sons sérieuses, et sera probablement un jour réalisée ; mais on ne saurait reprocher aux grandes banques de n'avoir pas voulu assumer un rôle qui sortait de leurs attributions et comportait de nombreux aléas.

Il est certain en tout cas que les établissements de crédit français ont exercé une influence bienfaisante sur le développement économique du pays. La concentration des capitaux a amené la diminution du taux de l'intérêt, la démocratisation du crédit et des services de banque, qui sont maintenant à la disposition de tous, l'augmentation de la productivité des capitaux. Les grandes banques ont vulgarisé l'usage des dépôts et du chèque, ce qui a permis la mise en valeur des innombrables capitaux flottants ; elles ont facilité les énormes emprunts modernes, rendus nécessaires par les besoins grandissants des États et des grandes entreprises privées, Compagnies de chemin de fer et autres. Elles ont élargi et développé les relations avec les contrées les plus lointaines, favorisant ainsi les débouchés de notre commerce.

Au point de vue international enfin, elles ont augmenté l'influence de la France dans le monde ; elles sont de précieux auxiliaires des pouvoirs publics dans les négociations diplomatiques, subordonnant par exemple la souscription d'un emprunt étranger à telle mesure politique, à telle concession économique réclamée par le gouvernement français.

Nos grandes sociétés de crédit ont donc puissam-

ment contribué au développement du pays, à la suprématie financière de la France. Certes, elles sont perfectibles comme toutes les institutions humaines, mais telles qu'elles sont, leur rôle a été éminemment utile et productif. Leur prospérité actuelle paraît être la juste récompense des services qu'elles ont rendus et rendent encore aujourd'hui.

Vu, le président de thèse,

C. PERREAU

Vu le Doyen

P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le vice-recteur de l'académie de Paris.

L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- G. d'Avenel. — *Le mécanisme de la vie moderne.*
- Aycard. — *Histoire du Crédit Mobilier*, 1852-1867.
- Bailleux de Marisy. — « Mœurs financières de la France » (*Revue des Deux-Mondes*, 15 novembre 1872, 15 août 1883).
- Léon Baréty. — *L'évolution des banques locales en France et en Allemagne.*
- Victor Bonnet. — *L'enquête sur le crédit et la crise de 1863-64.*
- E Bontoux. — *L'Union Générale, sa vie, sa mort, son programme.*
- Henry Collas. — *La Banque de Paris et des Pays-Bas et les émissions d'emprunts publics et privés.*
- Courcelle-Seneuil. — *Les opérations de banque.*
- Courtois. — *Histoire des Banques en France.*
- Forcade. — « Les institutions de crédit en France » (*Revue des Deux-Mondes*, 15 mars, 1^{er} avril, 15 mai, 1^{er} juin 1856).
- Fournier de Flaix. — *Etudes économiques et financières.*
- A History of banking in all the leading nations.
- Clément Juglar. — *Des crises commerciales.*
- André Liesse. — *Evolution et développement du Crédit et des Institutions de Crédit en France, depuis l'année 1800.*
- Loew. — *La vérité sur l'Union Générale.*
- Lysis. — *Contre l'oligarchie financière en France.*

- Joseph Malphettes. — *Les Sociétés de crédit.*
Alfred Neymarck. — *Aperçus financiers.*
A. Neymark. — *Les Sociétés de crédit et la concentration des capitaux* (Communication à la Société d'économie politique, 5 octobre 1909).
A. Neymark. — *Les établissements de crédit en France depuis 50 ans.*
A. Neymark. — *Finances contemporaines.*
Poujard'hieu. — « Les crises financières et l'organisation du crédit en France » (*Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} juin 1861).
Raffalovich. — *Le marché financier* (annuel).
Raffard. — *Le mouvement de concentration dans les banques de dépôt en Angleterre.*
M. Saurel. — *Sociétés de crédit contre banques locales.*
Comte de Saint-Maurice. — *Histoire générale des Sociétés de crédit en France.*
Testis. — *La vérité sur les propos de Lysis.*
Edmond Théry. — *Les progrès économiques de la France.*
Edmond Théry. — *Les valeurs mobilières en France.*
Pierre Vosgien. — *Les banques françaises* (*Le Correspondant*, mars 1861).

Périodiques :
L'Economiste Européen
L'Economiste français.
Journal des Economistes.
Le Rentier.
Revue des Deux-Mondes.
La Semaine financière.
Bilans des Banques.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

Première période. — De 1848 à 1870.

CHAPITRE I. — L'Etat antérieur.	5
» II. — La crise de 1848 et la création du Comptoir d'Escompte. Rapide essor de cet Eta- blissement	11
» III. — La Société Générale de Crédit Mobilier	26
» IV. — La Société Générale de Crédit Industriel et Commercial (1859)	45
» V. — Le Crédit Lyonnais (1863)	52
» VI. — La Société Générale (1864)	58
» VII. — Le rôle des grandes Banques dans le déve- loppement économique du pays de 1848 à 1870	66

II^e Période. — De 1870 à 1885.

» VIII. — Les grandes Banques et la Guerre de 1870.	73
» IX. — Constitution de la Banque de Paris et des Pays-Bas (1872).	80
» X. — L'Union Générale et la crise de 1882	90

- » XI. — Développement des grandes Banques
depuis la Guerre jusqu'en 1885 . . . 106

III^e Période. — De 1885 à l'époque actuelle.

- » XII. — La chute du Comptoir d'Escompte en
1889 et sa reconstitution 123
- » XIII. — L'essor des grandes Banques depuis 1885. 130
- » XIV. — L'état actuel des grandes Banques. . . 137
- CONCLUSION 137
- BIBLIOGRAPHIE 191

